

2002
RAPPORT
ANNUEL

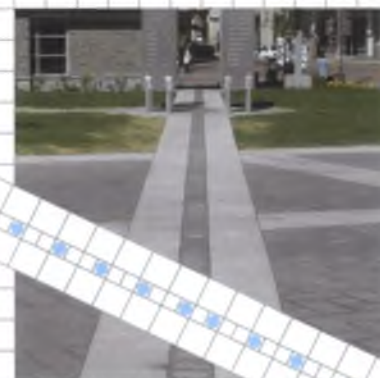
DE L'UNIVERSITÉ

DU QUÉBEC

ET DES SES

ÉTABLISSEMENTS

EST LA CHANCE D'UN FRUIT MÔR. Au futur
ON PEUPELLE AUX FUTURS FLAMBOYANTS. Au futur
L'ÉDUCATION EST UNE INFINITÉ.



ASSEMBLÉE NATIONALE

N° 679-20040309



Québec, le 9 février 2004

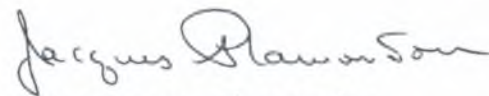
*Monsieur Pierre Reid
Ministre de l'Éducation*

Monsieur le Ministre,

*Conformément à l'article 25 de la Loi sur l'Université du Québec,
je vous transmets notre rapport annuel pour l'exercice terminé le 31 mai 2003.*

*Veuillez agréer, Monsieur le Ministre,
l'expression de mes sentiments distingués.*

Le président par intérim,

A handwritten signature in black ink, reading "Jacques Plamondon". The signature is fluid and cursive, with the first name "Jacques" and the last name "Plamondon" clearly visible.

Jacques A. Plamondon

Coordonnateur-éditeur : Guy Massicotte

Conception et réalisation graphiques : Denis Savard

Impression : Imprimerie Deschamps-Piché

Les textes de ce rapport annuel nous ont été fournis par les établissements. Nous remercions nos collègues du réseau de nous avoir transmis le matériel photographique approprié.

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

ISSN 1202-175X

Conformément à la Loi sur la protection des non-fumeurs, l'Université du Québec a adopté des mesures limitant l'usage du tabac.

TABLE DES MATIÈRES

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

RAPPORT DU PRÉSIDENT	6
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE	10
STATISTIQUES	
INSCRIPTIONS	12
DIPLOMES	14
PERSONNEL	16
RECHERCHE	18
DONNÉES FINANCIÈRES	20

ÉTABLISSEMENTS

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	22
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES	26
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI	30
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI	34
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS	38
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	42
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	46
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	50
ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE	54
TÉLÉ-UNIVERSITÉ	58

ÉTATS FINANCIERS	62
------------------	----

JACQUES A.
PLAMONDON

Une année à l'enseigne du développement régional et du développement des programmes et du soutien institutionnel.

LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Plusieurs événements ont marqué l'engagement de l'Université du Québec dans le développement régional. Le Symposium de la Commission de planification a eu pour thème *L'Université du Québec et l'enjeu du développement régional*. Il a permis aux dirigeants de fixer le cadre de leur action : des interventions de type fondamental en lien avec les éléments de discours qui s'articulent à la mission globale du réseau; un ensemble d'approches plus stratégiques et plus opérationnelles comme celles entreprises autour du patrimoine académique de base, des profils institutionnels campés, des leaderships à portée nationale

et internationale, et des perspectives de financement différentes; des projets particuliers qui donnent corps au discours et aux approches opérationnelles. À titre d'exemple, le projet de mobilité interrégionale des étudiants qui a suscité beaucoup d'intérêt au cours du Symposium.

Ces orientations ont servi d'assises aux positions défendues à la commission parlementaire de l'Éducation sur les fluctuations des clientèles dans le secteur de l'éducation où l'Université du Québec a soumis un mémoire, et, surtout, à l'occasion du *Rendez-vous national des régions*. Il convient de noter la présence massive des universités en région, ainsi que les prestations et l'action déterminante des chefs d'établissement. Les conclusions du *Rendez-vous* sont très proches des positions de base de l'Université du Québec, et les engagements ont porté notamment sur le maintien des programmes en difficulté dans les régions, sur la reconnaissance des créneaux d'excellence, sur un financement plus adéquat de la mission de développement régional, ainsi que sur le projet de mobilité des étudiants vers les régions.

Un des enjeux du *Rendez-vous* concernait les redevances de l'exploitation des ressources naturelles, pour lequel le gouvernement a créé une commission d'étude présidée par deux chefs d'établissement, les recteurs Arsenault et Belley. Le mandat de cette commission était de faire le point sur les redevances et de maximiser les retombées d'exploitation des ressources naturelles dans les régions.

Une manifestation concrète de l'action du réseau s'est traduite par l'obtention des fonds nécessaires par trois établissements (UQAR, UQAC et UQAT) pour mieux équiper les stations forestières de recherche en région.

LE DÉVELOPPEMENT DES PROGRAMMES

Plusieurs nouveaux programmes ont été adoptés par le Conseil des études. Aux cycles supérieurs, le doctorat international conjoint en muséologie avec l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse présenté par l'UQAM; les diplômes d'études supérieures spécialisées en design d'équipements en transport (UQAM), en communication sociale (UQTR), en loisir, culture et tourisme (UQTR) et en enseignement collégial (UQAC). Au premier cycle, dans le cadre de la refonte des programmes de formation des maîtres, les baccalauréats en enseignement en adaptation scolaire et sociale, en éducation préscolaire et en enseignement primaire et en enseignement secondaire par l'UQAR, ainsi qu'un baccalauréat réseau en formation professionnelle (UQAC, UQAR, UQO, UQAT). Au premier cycle, aussi, un baccalauréat en communication, politique et société (UQAM).

Plusieurs certificats ont aussi été adoptés : en systèmes d'information géographique, en soutien pédagogique dans les centres de la petite enfance, en langue et culture du Brésil, en langues et cultures d'Asie, en langue et culture arabes, en psychologie, en sciences des religions, en histoire de l'art par l'UQAM, en direction des organisations policières et en programmation d'applications Internet et de commerce électronique par l'UQTR, sur l'exercice infirmier en soins critiques par l'UQAR, en enseignement au préscolaire et au primaire en milieu nordique, en développement de la pratique enseignante en milieu nordique, en peinture, ainsi qu'un certificat multidisciplinaire par l'UQAT.

En outre, le Conseil des études a adopté plusieurs majeures qui permettent d'enrichir la programmation.



La Place de L'Université-du-Québec.

Il a également approuvé la politique d'évaluation des programmes de l'UQAR et reçu plusieurs dossiers d'évaluation de programmes réalisés par les établissements en vertu de leur politique d'évaluation des programmes.

DÉCISIONS STRUCTURANTES EN MATIÈRE DE PROGRAMMES

Le ministère de l'Éducation a approuvé deux programmes stratégiques : le doctorat conjoint en lettres (UQTR, UQAC, UQAR), au sujet duquel le ministre a

souligné la qualité du protocole d'entente et l'exemplarité qu'il constitue au regard d'éventuels projets conjoints, et le baccalauréat en génie des technologies de l'information (ÉTS).

L'Assemblée des gouverneurs, pour sa part, a adopté plusieurs protocoles qui confirment le caractère réseau du développement aux cycles supérieurs. Il s'agit de protocoles relatifs à l'extension à la Télé-université de la maîtrise en administration des affaires (MBA pour cadres) offerte à l'UQAM; à l'extension à l'UQAC du doctorat en psychologie offert à

l'UQTR, à l'extension à l'UQAT de la maîtrise en ingénierie offerte à l'UQAC.

Il convient de souligner que des protocoles semblables ont aussi été adoptés au premier cycle : protocoles relatifs à l'extension à l'UQTR du certificat en interprétation visuelle offert à l'UQAM, à l'extension à l'UQAR du certificat en assurance et produits financiers offert à l'UQAM, ainsi qu'un protocole d'entente entre l'UQAC, l'UQAR, l'UQO et l'UQAT concernant le programme réseau de baccalauréat en enseignement professionnel.

LE SOUTIEN INSTITUTIONNEL À L'ENSEIGNEMENT ET À LA RECHERCHE

Le programme FODAR (Fonds de développement académique du réseau) a été revu en profondeur et plusieurs projets structurants ont été mis en place pour améliorer la qualité de la formation.

Deux de ces projets portent sur la pédagogie universitaire : le premier sur la mise en place dans le réseau d'une approche structurée en élargissant l'éventail des activités du Centre de formation et de recherche en enseignement supérieur (CEFRES) de l'UQAM afin d'établir un réseau de collaborations entre des personnes issues de chacun des établissements; le second sur le développement et l'évaluation d'un système diagnostique des conditions de réussite des études qui s'inscrit dans la continuité des travaux réalisés sur la persévérance aux études et la réussite étudiante. Le troisième projet concerne la mise en place du programme de mobilité interrégionale des étudiants du réseau de l'Université du Québec (MobilUQ). Il vise à favoriser la mobilité interrégionale et bidirectionnelle, ainsi que la coopération université-milieu. Il invite des étudiants inscrits dans l'un ou l'autre établissement à poursuivre un ou deux trimestres d'études dans un autre établissement et à participer à des stages pratiques et à des projets de coopération université-milieu.

LAURÉATS DES PRIX D'EXCELLENCE 2002 DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC



Prix d'excellence en enseignement

Yves Maufette, professeur
Département des sciences biologiques
UQAM

Prix d'excellence en recherche

Jean-François Chassay, professeur
Département d'études littéraires
UQAM



Prix d'excellence en gestion – Prix Carrière

Robert Paré, directeur
Campus universitaire de Lévis
UQAR

DOCTORATS HONORIFIQUES

UQAM Philippe Kirsch
Phyllis Lambert
Guy Rocher
John Ralston Saul
Yves St-Arnaud

UQTR Lawrence McBrearty

UQAR Loïc Bernard
Pierre Dansereau

La quatrième projet intitulé *Se former à l'information = succès dans études et carrières* vise l'acquisition par l'étudiant de compétences permettant de trouver, d'analyser, d'évaluer, de synthétiser l'information, de la transformer en connaissance et de la diffuser.

Ce dernier projet prend appui sur le réseau des bibliothèques dont le potentiel du système de gestion et d'accès à l'information documentaire Manitou s'est élargi suite à une entente de partenariat avec TÉLUS et à la mise à jour de l'entente entre les bibliothèques des établissements de l'Université du Québec et l'UQAM qui développe ce progiciel.

LE SOUTIEN ADMINISTRATIF

Plusieurs dossiers importants ont cheminé. Le rapport du comité de planification des activités du Centre de services communs (CSC), qui confie la gouverne du CSC à la Commission de l'administration et des ressources humaines et propose des orientations de développement, a été adopté par l'Assemblée des gouverneurs. Un projet d'analyse et de planification stratégique a été mis en œuvre dans le domaine de la gestion des ressources humaines pour faire face aux défis de relève qui ne manqueront pas de se poser dans l'avenir. Dans le domaine de la gestion financière, un cadre de référence pour les activités de vérification interne et d'optimisation a été élaboré et adopté.

PERSPECTIVES D'AVENIR

À l'échelle du réseau, quatre grands axes de réflexion et d'action devraient marquer les années qui viennent : le développement de l'enseignement à distance, la consolidation et le développement des établissements autour d'une programmation de base et de créniaux d'excellence, le développement de la recherche et des études de cycles supérieurs, marqué au signe de l'innovation sociale, l'amélioration de la qualité de la for-

mation par la mise en commun de l'expertise et des capacités d'action des établissements.

Les discussions amorcées autour d'un rapprochement entre l'Université du Québec à Montréal et la Télé-université et d'une stratégie réseau de développement de l'enseignement à distance déboucheront sur un renforcement des capacités d'action de l'Université du Québec.

Concilier une offre de programmes qui assure des possibilités assez larges de formation dans chacun des établissements, selon les besoins et les possibilités du milieu, avec un développement de pointe dans quelques créniaux, où il est possible et souhaitable d'apporter une contribution de premier plan, demeurera un défi majeur pour la consolidation et le développement des établissements.

Le développement de la recherche et des études de cycles supérieurs demeure un enjeu majeur dans le contexte, notamment, des politiques publiques de financement et de soutien à la recherche et, plus généralement, des attentes de la société.

Enfin, l'amélioration de la qualité de la formation par la mise en commun de l'expertise et des capacités d'action des établissements constitue un objectif majeur de développement, non seulement pour chacun des établissements qui en ont la responsabilité immédiate, mais aussi pour l'ensemble du réseau.

Jacques A. Plamondon
Président par intérim

DIRECTION

PIERRE LUCIER, président • PIERRE MOREAU, vice-président à l'enseignement et à la recherche • JACQUES A. PLAMONDON, vice-président à l'administration • MICHEL QUIMPER, secrétaire général et directeur de l'administration et des affaires juridiques

ASSEMBLÉE DES GOUVERNEURS

Président	PIERRE LUCIER*, président, UQ
Membres	JULES ARSENAULT*, recteur, UQAT • ROLANDE BARABÉ CLOUTIER*, administratrice • MICHEL BELLEY, recteur, UQAC • WINSTON CHAN, étudiant, UQTR • MONIQUE CHARBONNEAU, présidente-directrice générale, CEFRIQ • JEAN-PIERRE CLERMONT*, conseiller cadre, Cégep de Matane • ROCH DENIS*, recteur, UQAM • MICHEL HARVEY, président-directeur général, Isoco Construction inc. • PIERRE LAPOINTE, directeur général, INRS • GILLES LAROCHE, administrateur de sociétés • SÉBASTIEN LEBLANC, étudiant, UQAM • MICHEL LEBLOND, avocat, Flynn, Rivard • ANNE MARREC, directrice générale, TÉLUQ • CLAUDE OLIVIER*, professeur, ÉTS • JACQUES PICARD, professeur, UQAM • MARCEL PROULX, directeur général, ÉNAP • MICHEL RINGUET, recteur, UQAR • GEORGES SMITH*, vice-président et directeur général, affaires corporatives et secrétaire, Industrielle Alliance • CLAIRE VERRET DE LA DURANTAYE, rectrice, UQTR • HUBERT WALLOT, professeur, TÉLUQ • FRANCIS R. WHYTE, recteur, UQO
	Personnes convoquées : YVES BEAUCHAMP, directeur général par intérim, ÉTS • PIERRE MOREAU, vice-président à l'enseignement et à la recherche, UQ • JACQUES A. PLAMONDON, vice-président à l'administration, UQ
	Personne invitée : CÉLINE DUPUIS, technicienne en documentation, UQAR
Secrétaire	MICHEL QUIMPER, secrétaire général et directeur de l'administration et des affaires juridiques, UQ

CONSEIL DES ÉTUDES

Président	PIERRE LUCIER, président, UQ
Membres	ISABEL BEAUCHESNE, étudiante, INRS • LUC BERNIER, directeur de l'enseignement et de la recherche, ÉTS • LOUISE BERTRAND, directrice de l'enseignement et de la recherche, TÉLUQ • GHISLAIN BOURQUE, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, UQAC • SYLVIE DORÉ, professeure, ÉTS • DENIS DUBÉ, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, UQO • KARINE DUPÉRRÉ, étudiante, UQAC • RENÉ-PAUL FOURNIER, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, UQTR • JOHANNE JEAN, vice-rectrice à l'enseignement et à la recherche, UQAT • DANIELLE LABERGE, vice-rectrice à l'enseignement, à la recherche et à la création, UQAM • SINH LEQUOC, directeur scientifique, INRS • BRAHIM MEDDÉB, professeur, UQAC • PIERRE MOREAU, vice-président à l'enseignement et à la recherche, UQ • CLAUDE OLIVIER, directeur de l'enseignement et de la recherche par intérim, ÉTS • CÉDRICK PAUTEL, étudiant, TÉLUQ • MICHEL RINGUET, vice-recteur à la formation et à la recherche par intérim, UQAR • PIERRE P. TREMBLAY, professeur, UQAM
Secrétaire	MICHEL QUIMPER, secrétaire général et directeur de l'administration et des affaires juridiques, UQ

COMMISSION DE PLANIFICATION

Président	PIERRE LUCIER, président, UQ
Membres	JULES ARSENAULT, recteur, UQAT • YVES BEAUCHAMP, directeur général par intérim, ÉTS • MICHEL BELLEY, recteur, UQAC • ROCH DENIS, recteur, UQAM • PIERRE LAPOINTE, directeur général, INRS • ANNE MARREC, directrice générale, TÉLUQ • PIERRE MOREAU, vice-président à l'enseignement et à la recherche, UQ • JACQUES A. PLAMONDON, vice-président à l'administration, UQ • MARCEL PROULX, directeur général, ÉNAP • MICHEL RINGUET, recteur, UQAR • CLAIRE VERRET DE LA DURANTAYE, rectrice, UQTR • FRANCIS R. WHYTE, recteur, UQO
	Personne convoquée : GUY MASSICOTTE, directeur du Bureau de la planification, UQ
Secrétaire	MICHEL QUIMPER, secrétaire général et directeur de l'administration et des affaires juridiques, UQ

* Membre du Comité exécutif

CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

MISE EN APPLICATION DU CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE AU COURS DE L'ANNÉE 2002-2003

Au cours de l'année 2002-2003, le comité d'éthique et de déontologie de l'Université du Québec responsable de la mise en œuvre du code d'éthique et de déontologie applicable aux membres de l'Assemblée des gouverneurs n'a été saisi d'aucune demande d'avis ni d'aucune allégation de manquement aux dispositions de ce code.

1. Titre

Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec.

2. Préambule

Le présent code a pour objet d'établir des règles de conduite applicables aux membres de l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec en vue de maintenir et de promouvoir l'intégrité, l'objectivité et la transparence de leurs fonctions à titre d'administrateur, de façon à préserver leur capacité d'agir au mieux des intérêts et de la mission de l'Université du Québec et à inspirer la plus entière confiance auprès du public.

À ces fins, l'Assemblée des gouverneurs adopte les règles qui suivent conformément aux dispositions de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif.

3. Champ d'application

Chaque membre de l'Assemblée des gouverneurs est tenu de se conformer aux règles de conduite prescrites par le présent code. Un membre est en outre tenu aux devoirs et obligations prescrits par les lois et règlements qui régissent l'Université du Québec, par les dispositions applicables de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q. c. M-30) et ses règlements concernant l'éthique et la déontologie, ainsi que les articles 321 à 326 du Code civil du Québec.

4. Devoirs généraux

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs doit, dans l'exercice de ses fonctions, agir avec intégrité, indépendance, loyauté et bonne foi au mieux des intérêts de l'Université du Québec, et avec soin, diligence et compétence, comme le ferait en pareilles circonstances une personne raisonnable.

Il doit organiser ses affaires personnelles de telle sorte qu'elles ne puissent nuire à l'exercice de ses fonctions.

5. Règles relatives à l'utilisation des biens et ressources de l'Université du Québec

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs ne doit pas confondre les biens de l'Université du Québec avec les siens. Il ne peut utiliser les biens, ressources matérielles, physiques ou humaines de l'Université à son profit ou au profit de tiers, à moins d'avoir obtenu une autorisation préalable.

6. Règles relatives à l'information

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs est tenu à la discrétion sur ce dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et est tenu, à tout moment, de respecter le caractère confidentiel de l'information ainsi reçue.

Il ne peut utiliser à son profit ou au profit d'un tiers l'information obtenue dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

7. Règles de conduite sur les conflits d'intérêts

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs doit éviter de se placer dans une situation de conflit entre son intérêt personnel et les obligations de ses fonctions.

8. Situations de conflit d'intérêts

Constitue une situation de conflit d'intérêts :

- la situation où un membre de l'Assemblée des gouverneurs a, directement ou indirectement, un intérêt personnel et distinct dans une délibération de l'Assemblée des gouverneurs ;
- la situation où un membre de l'Assemblée des gouverneurs a, directement ou indirectement, un intérêt dans une entreprise qui transige ou est sur le point de transiger avec l'Université du Québec ;
- la situation où un membre de l'Assemblée des gouverneurs a, directement ou indirectement, un intérêt dans un contrat ou une transaction, ou un projet de contrat ou de transaction, avec l'Université du Québec ;
- la situation où un membre de l'Assemblée des gouverneurs occupe une fonction de direction au sein d'une entreprise ou d'un organisme dont les intérêts entrent en concurrence avec ceux de l'Université du Québec.

9. Intérêts incompatibles avec la charge d'administrateur et retrait de la séance lors de délibérations sur les conditions de travail, conventions collectives ou protocole d'entente

Les membres de l'Assemblée des gouverneurs ci-après énumérés :

- le président de l'Université ;
- le recteur de chaque université constituante ;
- les quatre personnes désignées parmi les directeurs généraux des instituts de recherche et des écoles supérieures ;
- les professeurs et les étudiants ;

ne peuvent, sous peine de déchéance de leur charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit leur intérêt personnel et les devoirs de leurs fonctions. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si cet intérêt leur échoit par succession ou par donation, pourvu qu'ils y renoncent ou en disposent avec diligence.

Les membres de l'Assemblée des gouverneurs ci-après énumérés :

- les membres provenant des milieux sociaux, culturels, des affaires et du travail ;
- le membre provenant du milieu de l'enseignement collégial, qui ont un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit leur intérêt personnel et celui de l'Université du Québec doivent, sous peine de déchéance de leur charge, le dénoncer par écrit au président de l'Assemblée des gouverneurs et s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle ils ont leur intérêt ou à toute séance au cours de laquelle leur intérêt est débattu.

Le membre du personnel de l'Université du Québec, d'une université constituante ou d'une école supérieure qui fait partie de l'Assemblée des gouverneurs à titre de professeur ou d'étudiant, doit quitter toute séance pendant la durée des délibérations et du vote sur toute question concernant les négociations relatives à la convention collective ou au contrat collectif de travail en tenant lieu qui le régit ou qui régit d'autres membres du personnel de l'Université du Québec, d'une université constituante, d'un institut de recherche ou d'une école supérieure.

Un membre du personnel de l'Université du Québec, d'une université constituante, d'un institut de recherche ou d'une école supérieure doit quitter toute séance pendant la durée des délibérations et du vote sur toute question dans laquelle il a un intérêt personnel et distinct.

10. Règle prohibant l'acceptation de cadeaux ou autres avantages

Un membre de l'Assemblée des gouverneurs ne peut accepter aucun cadeau, marque d'hospitalité ou autre avantage que ceux d'usage et de valeur modeste. Tout autre cadeau, marque d'hospitalité ou avantage reçu doit être retourné au donateur.

11. Règle prohibant l'acceptation de faveurs ou avantages

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs ne peut, directement ou indirectement, accorder, solliciter ou accepter une faveur ou un avantage indu pour lui-même ou pour un tiers.

12. Règle prohibant l'influence

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs doit, dans la prise de ses décisions, éviter de se laisser influencer par des offres d'emploi.

13. Règles applicables après la cessation des fonctions

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs qui a cessé d'exercer sa charge d'administrateur doit se comporter de façon à ne pas tirer d'avantages indus de sa charge antérieure.

Dans l'année qui suit la fin de sa charge d'administrateur, un membre de l'Assemblée des gouverneurs ne doit pas divulguer une information confidentielle qu'il a obtenue ni donner à quiconque des conseils fondés sur de l'information non disponible au public au sujet d'une procédure, d'une négociation ou d'une autre opération à laquelle l'Université du Québec est partie, ne peut donner des conseils, ni agir au nom ou pour le compte d'autrui relativement à cette procédure, cette négociation ou cette autre opération.

Pendant la même période et dans les mêmes circonstances, les membres de l'Assemblée des gouverneurs ne peuvent traiter avec la personne visée au premier alinéa.

14. Mécanismes d'application

14.1 Comité d'éthique et de déontologie

Le comité d'éthique et de déontologie relève de l'Assemblée des gouverneurs. Il est formé de trois (3) membres de l'Assemblée, dont un président, désignés par l'Assemblée des gouverneurs pour une durée de trois (3) ans. Le secrétaire général, ou son mandataire, agit comme secrétaire.

Lorsqu'un membre du comité d'éthique et de déontologie est visé par une allégation découlant de l'application du présent code, l'Assemblée des gouverneurs doit pourvoir à son remplacement dans les meilleurs délais.

14.1.1 Mandat du comité

Le comité a pour mandat :

- a) de remplir les responsabilités qui lui sont confiées par le code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec ;
- b) de diffuser et de promouvoir ce code d'éthique et de déontologie auprès des membres de l'Assemblée des gouverneurs ;
- c) de présenter à l'Assemblée des gouverneurs un rapport annuel et toutes recommandations qu'il juge appropriées en matière d'éthique et de déontologie. Le comité indique dans son rapport annuel le nombre de demandes d'avis qu'il a reçues ainsi que le nombre de dossiers d'allégations de manquements au code d'éthique et de déontologie dont il a traité au cours de l'année et leur suivi ;
- d) de conseiller les membres de l'Assemblée des gouverneurs sur toute question relative à l'application du code d'éthique et de déontologie.

14.1.2 Pouvoirs du comité

Outre les pouvoirs qui lui sont conférés par le code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec, le comité d'éthique et de déontologie peut :

- a) établir ses propres règles de fonctionnement et de règle interne, dont il informe l'Assemblée des gouverneurs ;
- b) procéder à toute consultation qu'il juge utile à l'exécution de son mandat.

14.2 Traitement des allégations de transgression du Code

Un membre de l'Assemblée des gouverneurs ou l'Assemblée des gouverneurs, lorsqu'il y a des motifs sérieux de croire qu'une contravention au présent code a été commise, peut en saisir, par écrit, le président du comité d'éthique et de déontologie et lui remettre tous les documents disponibles et pertinents.

Le comité d'éthique et de déontologie détermine, après examen, s'il y a matière à ouvrir un dossier. Dans l'affirmative, il avise, par écrit, la personne concernée des manquements qui lui sont reprochés et lui remet copie de tous les documents et de toute autre information à son dossier se rapportant aux manquements reprochés.

Le comité d'éthique et de déontologie rencontre la personne concernée ainsi que toute autre personne dont il estime la présence pertinente afin de recueillir leurs observations et points de vue.

Lorsque le rapport du comité d'éthique et de déontologie conclut qu'il y a eu contravention au présent code et recommande une sanction, l'Assemblée des gouverneurs donne à la personne concernée l'occasion de présenter son point de vue. Elle rend sa décision par scrutin secret.

14.3 Sanctions

Une contravention au présent code peut donner lieu à un avertissement, une réprimande, une demande de corriger la situation qui a généré la transgression du code, une demande de révocation à l'autorité compétente, si le manquement est grave ou s'il y a refus de donner suite à la décision de l'Assemblée des gouverneurs faisant état d'une demande de correction de situation.

14.4 Mesures provisoires

Lorsqu'une situation urgente nécessite une intervention rapide ou dans un cas présumé de faute grave, le comité d'éthique et de déontologie peut faire une demande à l'autorité compétente de relever provisoirement de ses fonctions le membre à qui l'on reproche une contravention au présent code, le temps nécessaire pour examiner la situation et prendre la décision appropriée.

14.5 Demande d'avis

L'Assemblée des gouverneurs ou l'un de ses membres peut demander l'avis du comité d'éthique et de déontologie sur la conformité d'une conduite ou d'une situation donnée avec le présent code.

15. Disposition finale

Entrée en vigueur

Le présent code entre en vigueur dès son adoption¹ par l'Assemblée des gouverneurs.

¹ Adopté par l'Assemblée des gouverneurs, le 9 décembre 1998, résolution 1998-16-AG-R-200

LES INSCRIPTIONS

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE 2002¹

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
NOMBRE TOTAL D'INSCRIPTIONS	38 928	9 618	6 509	4 640	5 223	2 285	564	1 576	4 387	7 997	81 727
EN ÉQUIVALENCE AU TEMPS PLEIN DE L'ANNÉE 2002-2003	23 684	6 490	4 006	2 926	3 198	1 149	270	598	3 482	2 580	48 382
NOUVEAUX DANS L'ÉTABLISSEMENT AU 1 ^{er} CYCLE	7 752	2 265	1 189	997	1 108	539	N.A.P.	N.A.P.	1 201	2 591	17 642

L'Université du Québec comptait 81 727 étudiants à l'automne 2002, ce qui représente une augmentation de 3,6 % par rapport à l'automne précédent. Au premier cycle, le nombre d'étudiants s'inscrivant pour la première fois dans un établissement du réseau de l'Université du Québec représente 26,2 % des étudiants de premier cycle. Quant à la clientèle de deuxième cycle, elle a augmenté de 8,4 % au cours de la même période, alors que celle de troisième cycle faisait un bond de 14,7 %. Soulignons que le volume des étudiants de deuxième et de troisième cycles a enregistré une croissance de 34,0 % depuis l'automne 1999.

INDICATEURS (EN %)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
% D'INSCRIPTIONS AU BACCALAURÉAT À TEMPS PLEIN SUR L'ENSEMBLE DES INSCRIPTIONS DE 1 ^{er} CYCLE	40,9	51,7	45,8	53,7	45,7	32,9	N.A.P.	N.A.P.	56,5	1,8	39,9
% D'INSCRIPTIONS AUX CYCLES SUPÉRIEURS SUR L'ENSEMBLE DES INSCRIPTIONS	17,0	13,7	16,8	17,9	19,3	17,0	100,0	100,0	12,6	4,9	17,5
% DE FEMMES AUX CYCLES SUPÉRIEURS	49,0	51,1	58,4	54,2	57,3	62,7	42,6	51,9	15,5	54,5	50,1

À l'automne 2002, 39,9 % des étudiants de premier cycle à l'Université du Québec étaient inscrits à temps plein à un programme de baccalauréat (**figure 1**). Le poids relatif des étudiants aux cycles supérieurs continue d'augmenter et atteint maintenant 17,5 % (**figure 2**), alors qu'il n'était que de 13,3 % en 1999. En ce qui concerne la proportion des femmes aux cycles supérieurs, elle se situe à 50,1 % (**figure 3**).

Figure 1

Baccalauréat à temps plein sur les inscriptions du 1^{er} cycle (en %)

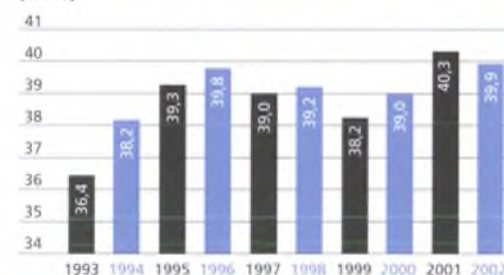


Figure 2

Inscriptions aux cycles supérieurs sur l'ensemble des inscriptions (en %)

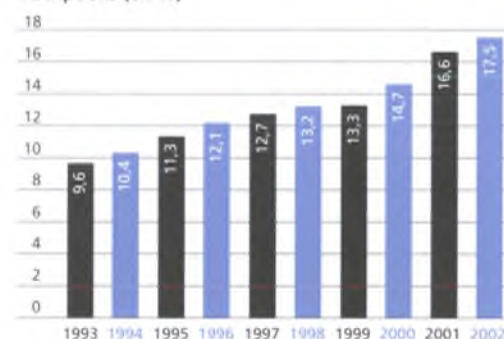
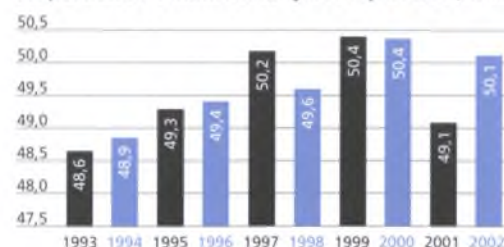


Figure 3

Proportion de femmes aux cycles supérieurs (en %)



¹ Source: Système PRISME, Direction du recensement étudiant et de la recherche institutionnelle, Vice-présidence à l'enseignement et à la recherche.

RÉPARTITION SELON LE GENRE DE PROGRAMME (EN %)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
BACCALAURÉAT ²	45,9	54,4	48,2	53,6	49,0	33,6	N.A.P.	N.A.P.	67,3	7,1	43,5
CERTIFICAT	29,3	23,9	28,5	24,1	26,6	36,7	N.A.P.	N.A.P.	9,2	51,4	28,6
AUTRES 1 ^{er} CYCLE	7,8	8,1	6,5	4,5	5,2	12,7	N.A.P.	N.A.P.	10,9	36,5	10,3
MAÎTRISE	10,9	8,0	7,4	9,5	8,8	6,3	47,5	50,0	8,5	0,3	9,8
DIPLOME	1,1	0,9	4,5	3,3	6,1	5,6	1,4	28,6	2,0	2,0	2,6
DOCTORAT	3,0	2,7	1,3	1,6	0,2	0,6	34,0	1,8	1,8	0,0	2,3
AUTRES 2 ^e ET 3 ^e CYCLES	2,0	2,1	3,5	3,5	4,2	4,5	17,0	19,6	0,4	2,6	2,8

Une proportion de 72,2 % des étudiants de l'Université du Québec sont inscrits à un programme de baccalauréat ou de certificat, tandis que 14,7 % des étudiants poursuivent des études à la maîtrise, au diplôme ou au doctorat (figures 4 et 5). Le poids relatif des programmes menant à un grade par rapport à celui des programmes d'autres types et des études libres est demeuré stable comparativement à l'année précédente, soit 84,3 %.

RÉPARTITION SELON LE DOMAINE D'ÉTUDES (EN %)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
SCIENCES DE LA SANTÉ	0,0	9,4	5,8	11,8	8,0	15,7	17,6	-	-	1,8	3,5
SCIENCES PURES	5,0	5,9	3,1	7,3	-	0,7	49,8	-	-	1,8	4,3
SCIENCES APPLIQUÉES	6,8	8,9	10,7	3,5	7,9	4,7	13,8	-	89,8	5,4	11,4
SCIENCES HUMAINES	19,1	21,8	18,9	7,7	14,1	13,4	11,2	-	-	8,9	15,8
LETTRES	7,1	3,3	4,6	1,5	5,4	-	-	-	-	4,9	5,1
DROIT	2,0	-	0,0	-	-	-	-	-	-	-	1,0
SCIENCES DE L'ÉDUCATION	13,7	17,2	21,9	30,9	15,3	21,7	-	-	-	2,7	13,9
SCIENCES DE L'ADMINISTRATION	31,5	28,8	26,9	32,4	42,0	33,4	-	98,9	-	44,1	32,2
ARTS	6,9	1,0	3,3	-	3,6	8,9	-	-	-	-	4,2
AUTRES ³	7,9	3,7	4,8	4,9	3,7	1,4	7,6	1,1	10,2	30,5	8,7

À l'automne 2002, 73,3 % des étudiants de l'Université du Québec ont choisi d'étudier en sciences humaines, en sciences de l'éducation, en sciences de l'administration ou en sciences appliquées. Cette proportion s'est avérée relativement stable au fil des ans. Depuis 1999, la proportion d'inscriptions enregistrées dans le secteur de l'administration a augmenté de 30,7 % à 32,2 %, alors qu'elle a fléchi de 16,1 % à 13,9 % dans le secteur de l'éducation (figure 6). Le secteur des sciences humaines, qui était en baisse depuis plusieurs années, a connu cette année une augmentation, passant de 14,9 % l'an dernier à 15,8 % cette année.

2 Les données de l'UQTR incluent le doctorat de 1^{er} cycle en chiropratique.

3 Comprend les programmes d'échanges ou les programmes relevant de l'entente sur les transferts de crédits gérée par la CREPUQ, les études plurisectorielles ainsi que les étudiants libres et auditeurs.

N.A.P. : Ne s'applique pas.

Figure 4
Évolution de la proportion des inscriptions (en %)

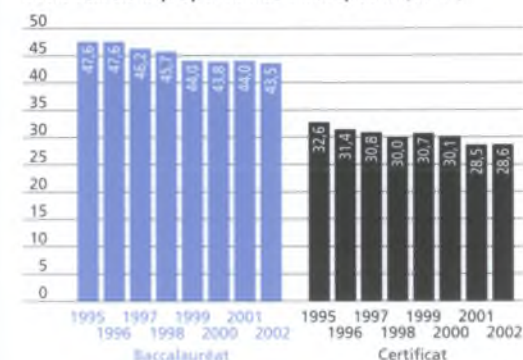


Figure 5
Évolution de la proportion des inscriptions (en %)

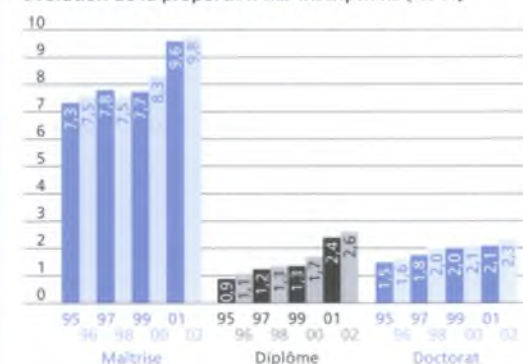
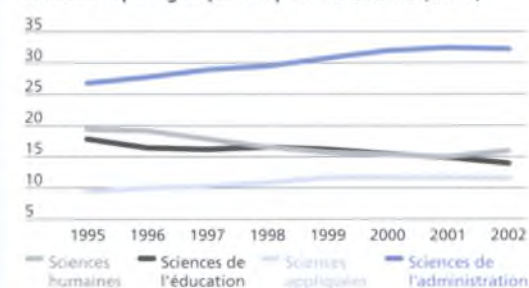


Figure 6
Évolution de la proportion des inscriptions dans les domaines qui regroupent le plus d'étudiants (en %)



LES DIPLÔMES¹

TOTAL DES DIPLÔMES DÉCERNÉS

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
EN 2002	8 684	2 038	1 387	955	1 032	357	84	282	565	806	16 190
DE 1968 À 2002 INCLUSIVEMENT	178 815	56 067	34 808	27 607	23 481	10 016	1 273	4 951	7 621	15 486	360 125

Depuis sa fondation, l'Université du Québec a délivré 360 126 diplômes, dont 56,7 % ont été attribués à des femmes. En 2002, 16 190 nouveaux diplômes ont été décernés. De ce nombre, 7 513² l'ont été par l'Assemblée des gouverneurs et 8 677 par le conseil d'administration de l'Université du Québec à Montréal. La proportion de femmes diplômées au premier cycle demeure particulièrement élevée, atteignant 64,6 % au baccalauréat et 65,0 % au certificat. Quant au nombre de femmes ayant obtenu un doctorat, il est en hausse constante, atteignant 52,8 % en 2002, comparativement à 51,9 % en 2001 et à 50,0 % en 2000 (figure 7).

RÉPARTITION DES DIPLÔMES DÉCERNÉS EN 2002 SELON LE GENRE (EN %)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
BACCALAURÉAT	46,3	61,4	57,1	59,1	54,2	49,3	-	-	77,3	14,6	48,9
CERTIFICAT	37,2	25,6	30,6	29,3	34,2	47,1	-	-	10,6	84,0	35,3
MAÎTRISE	13,9	9,9	10,5	8,6	7,6	1,7	78,6	64,5	9,4	0,6	12,5
DIPLÔME	1,7	2,8	1,2	2,8	4,1	2,0	-	35,5	1,9	0,7	2,5
DOCTORAT	1,0	0,4	0,6	0,2	-	-	21,4	-	0,7	-	0,8

Près de la moitié des diplômes décernés par l'Université du Québec en 2002 sont des baccalauréats et 15,8 % sont des diplômes de cycles supérieurs (figure 8).

Figure 7

Proportion des hommes et des femmes selon le genre de diplôme décerné en 2002 (en %)

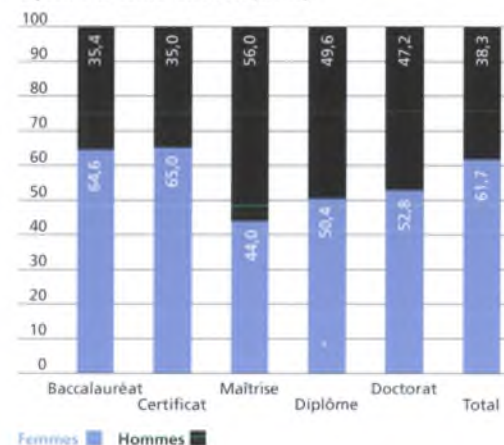
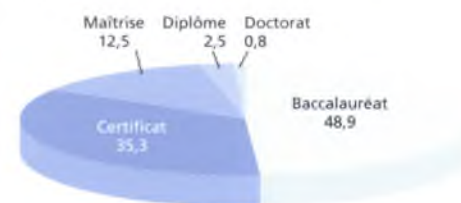


Figure 8

Répartition des diplômes décernés en 2002 selon le genre (en %)



1 Source : Système PRISME, Direction du recensement étudiant et de la recherche institutionnelle, Vice-présidence à l'enseignement et à la recherche.

2 Comprend la maîtrise en analyse et gestion urbaine de l'UQAM, décernée par l'Assemblée des gouverneurs.

RÉPARTITION DES DIPLÔMES DÉCERNÉS EN 2002 SELON LE DOMAINE D'ÉTUDES (EN %)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
SCIENCES DE LA SANTÉ	0,1	9,8	4,0	10,9	6,4	8,7	29,8	-	-	-	3,0
SCIENCES PURES	5,1	8,4	4,1	7,0	0,2	-	50,0	-	-	4,8	5,1
SCIENCES APPLIQUÉES	8,0	8,0	11,4	4,4	9,1	3,9	14,3	-	100,0	8,6	11,2
SCIENCES HUMAINES	16,5	25,5	12,9	6,9	12,1	24,6	6,0	-	-	10,3	15,4
SCIENCES DE L'ÉDUCATION	13,0	16,7	28,3	37,2	17,4	21,0	-	-	-	6,2	15,6
SCIENCES DE L'ADMINISTRATION	42,4	27,9	31,9	31,6	45,2	38,1	-	100,0	-	55,2	39,1
ARTS	5,8	1,4	3,0	-	3,4	3,1	-	-	-	-	3,8
LETTRES	7,0	2,0	3,9	1,3	5,6	-	-	-	-	1,1	4,8
DROIT	1,6	-	0,1	-	-	-	-	-	-	-	0,9
AUTRES ²	0,6	0,3	0,6	0,7	0,6	0,6	-	-	-	13,8	1,2

La proportion de diplômes décernés en sciences de l'administration est en hausse constante, passant de 31,1 % du total des diplômes émis en 1997 à 39,1 % en 2002. Au cours de la même période, cette proportion est passée de 20,1 % à 15,6 % en sciences de l'éducation, de 19,8 % à 15,4 % en sciences humaines, et de 7,9 % à 11,2 % en sciences appliquées, les autres secteurs étant demeurés relativement stables (figure 9).

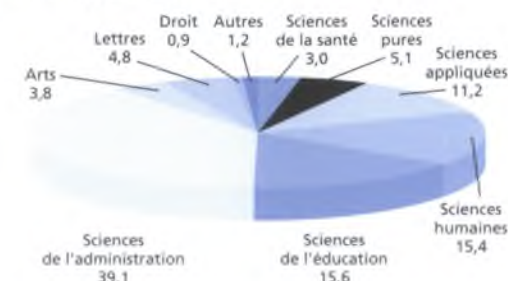
RÉPARTITION DES DIPLÔMES ENTRE LES DOMAINES D'ÉTUDES, SELON LE GRADE DÉCERNÉ (EN %)

	BACCALAURÉAT	MAÎTRISE	DOCTORAT
SCIENCES DE LA SANTÉ	3	1	1
SCIENCES PURES	6	10	33
SCIENCES APPLIQUÉES	15	7	7
SCIENCES HUMAINES	19	15	39
SCIENCES DE L'ÉDUCATION	24	4	13
SCIENCES DE L'ADMINISTRATION	21	57	2
ARTS	6	2	2
LETTRES	3	3	2
DROIT	1	1	-
AUTRES ³	1	-	-

La répartition des diplômes entre les différents domaines d'études varie selon le grade décerné. Ainsi, 33 % des diplômes de doctorat sont décernés en sciences pures, alors que ce même secteur ne compte que pour 6 % des diplômes de baccalauréat. De même, la proportion de diplômes décernés en sciences humaines est largement plus élevée au niveau du doctorat qu'au niveau du baccalauréat. À l'inverse, le secteur des sciences de l'administration, qui compte pour 21 % de tous les diplômes de baccalauréat décernés et pour 57 % des diplômes de maîtrise, se retrouve avec seulement 2 % du volume des doctorats. Notons que la proportion des diplômes de maîtrise décernés en sciences de l'administration n'était que de 31 % en 1997, ce qui indique donc qu'il y a eu une augmentation de 26 points.

³ Comprend les baccalauréats ès arts avec majeure(s), les baccalauréats ès arts par cumul de certificats ou mineures, le certificat d'études pluridisciplinaires et le certificat personnalisé.

Figure 9
Répartition des diplômes décernés en 2002 selon le domaine d'études (en %)



LE PERSONNEL

RÉPARTITION DU PERSONNEL RÉGULIER PAR CATÉGORIE ¹

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	UQ	CSC	TOTAL
ENSEIGNANT	943	330	204	162	152	72	135	35	127	40	—	—	2 200
DIRECTION	100	31	19	18	18	9	14	9	23	15	17	1	274
PROFESSIONNEL	306	101	78	54	48	23	70	22	62	70	27	15	876
TECHNIQUE	249	94	52	41	41	13	86	23	64	34	14	5	715
BUREAU	521	154	121	75	78	34	52	29	91	76	24	3	1 256
MÉTIER ET SERVICES	142	35	21	28	7	1	38	5	26	—	2	—	306
TOTAL	2 261	745	495	378	343	153	395	123	393	234	84	24	5 626

Parmi le personnel régulier de l'Université du Québec, près de quatre individus sur dix (39,1 %) sont des enseignants. Vient ensuite le personnel professionnel et technique qui représente 28,3 % des effectifs et qui surpasse maintenant en nombre le personnel des groupes bureau et métiers et services (27,8 % des effectifs). À titre de comparaison, en 1999 le personnel professionnel et technique représentait 25,8 % des effectifs, alors que le personnel des groupes bureau et métiers et services en comptait 29,3 %. Quant au personnel de direction, il constitue 4,9 % du personnel régulier (figure 10). Après avoir connu une diminution constante pendant plusieurs années, l'ensemble du personnel régulier est en hausse depuis 2000 (5,6 % en trois ans). Les plus fortes hausses se situent chez le personnel professionnel (16,2 % depuis 2000) et technique (12,0 % depuis 2000), alors que le personnel de direction est en baisse (-2,8 % au cours de la même période).

RÉPARTITION DU PERSONNEL ENSEIGNANT PAR DISCIPLINE ² (EN %)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
SCIENCES DE LA SANTÉ	0,5	8,0	3,3	5,0	8,3	7,2	17,1	—	—	2,2	4,0
SCIENCES PURES	13,3	18,3	19,2	22,4	—	3,1	44,9	—	11,9	6,7	16,8
SCIENCES APPLIQUÉES	7,2	11,3	11,7	8,1	12,5	18,6	15,8	2,4	86,2	8,9	13,8
SCIENCES HUMAINES	33,8	26,6	20,2	20,5	16,7	23,7	21,5	36,6	0,9	24,4	26,7
LETTRES	6,0	5,2	7,5	6,2	25,0	3,1	—	—	0,9	6,7	5,3
DROIT	3,0	0,3	1,9	—	—	—	—	4,9	—	—	1,6
SCIENCES DE L'ÉDUCATION	10,8	15,6	15,5	16,1	12,5	25,8	0,6	2,4	—	22,2	11,9
SCIENCES DE L'ADMINISTRATION	15,2	11,6	16,0	20,5	20,8	16,5	—	53,7	—	28,9	14,3
ARTS	10,2	3,1	4,7	1,2	4,2	2,1	—	—	—	—	5,6

Près de 40 % du personnel enseignant régulier enseigne dans des disciplines reliées aux sciences humaines et à l'éducation. Les autres disciplines qui regroupent le plus d'enseignants à l'Université du Québec sont les sciences pures, les sciences de l'administration et les sciences appliquées (figure 11).

Figure 10
Répartition du personnel régulier au 31 mars 2003 selon la catégorie (en %)

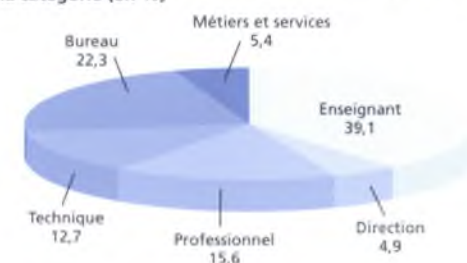
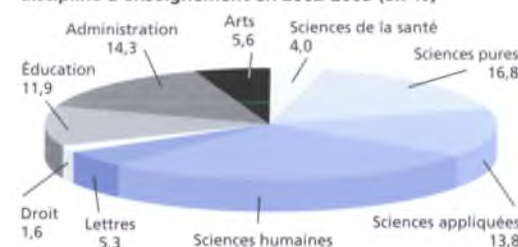


Figure 11
Répartition du personnel enseignant selon la principale discipline d'enseignement en 2002-2003 (en %)



- Source : Budgets de fonctionnement 2002-2003, vice-présidence à l'administration. Personnel régulier en place au 31 mars 2003, sauf pour l'UQO au 30 septembre 2003, et occupant un poste autorisé au fonds de fonctionnement ou au fonds avec restriction. Données arrondies à l'entier.
- Source : Fichiers des établissements transmis à la CREPUQ dans le cadre de l'enquête sur le personnel enseignant. Personnel en fonction au 1^{er} octobre 2002. Jusqu'en 2001, la méthode de regroupement disciplinaire se basait sur la variable « Unité administrative de rattachement » de l'enseignant, alors qu'elle se base maintenant sur la variable « Principale discipline d'enseignement ». Les comparaisons de données avec les années antérieures doivent donc se faire sous toutes réserves. Il est à noter que pour l'UQAM, l'UQAT, l'ETS et la TELUQ, il s'agit de données préliminaires.

INDICATEURS SUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
% DE FEMMES ³	31,0	27,2	26,8	24,2	37,5	37,1	18,4	14,6	11,0	33,3	27,5
% DE DÉTENTEURS DE DOCTORAT ⁴	81,6	83,2	65,7	75,2	75,0	56,7	98,7	85,4	71,6	77,8	79,2
RATIO EEETP/PERSONNEL ENSEIGNANT ⁴	25,1	19,7	19,6	18,1	21,0	16,0	N.A.P.	N.A.P.	27,4	64,5	23,4

Au sein de l'Université du Québec, la proportion de professeurs qui détiennent au moins un doctorat est stable depuis l'année 2000, et se situe à 79,2 %, soit près de quatre professeurs sur cinq (**figure 12**). Signalons également l'accroissement de la représentation des femmes parmi le personnel enseignant régulier (**figure 13**). En effet, la proportion des femmes est passée de 23 % en 1996 à 27,5 % en 2002. Quant au ratio de l'effectif étudiant en équivalence au temps plein sur le nombre de professeurs, il s'élève au-dessus de 23 pour la première fois, se situant à 23,4, comparativement à 22,4 en 2001.

CHARGÉS DE COURS ⁵

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
NOMBRE	1434	434	378	273	385	170	N.A.P.	84	206	N.A.P.	3364
% DE FEMMES	40,3	36,2	36,2	42,5	42,9	44,7	N.A.P.	28,6	13,6	N.A.P.	38,1

³ Source : Fichiers des établissements transmis à la CREPUQ dans le cadre de l'enquête sur le personnel enseignant. Personnel en fonction au 1^{er} octobre 2002.

⁴ Ce ratio est calculé pour les établissements offrant des programmes de premier cycle.

⁵ Source : Données recueillies auprès des établissements pour l'année universitaire 2002-2003 et transmises par le Bureau des relations du travail. Depuis 1997-1998, les données incluent le nombre de chargés de cours ayant donné moins d'une charge de cours. Des écarts peuvent donc être constatés par rapport aux années antérieures.

N.A.P.: Ne s'applique pas.

Figure 12

Évolution de détenteurs de doctorat parmi le personnel enseignant régulier (en %)

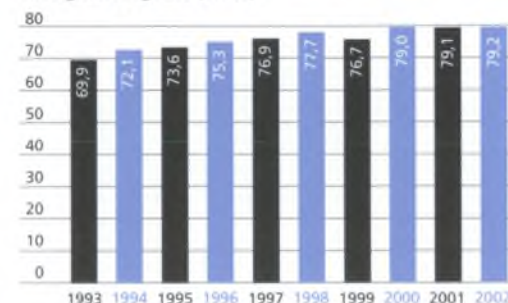


Figure 13

Évolution de la proportion de femmes parmi le personnel enseignant régulier (en %)



RECHERCHE SUBVENTIONNÉE ET CONTRACTUELLE 2002-2003

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
NOMBRE D'OCTROIS	1 543	380	362	258	80	211	608	59	277	44	3 822
MONTANT DES OCTROIS EN 000 \$	46 799	15 796	14 361	6 004	4 475	7 096	33 430	1 712	8 093	2 162	139 929
% DES OCTROIS SOUS FORME DE CONTRATS	14,5	21,8	21,6	31,5	10,1	29,6	30,1	84,1	33,8	24,0	23,2
VALEUR DES OCTROIS / NOMBRE DE PROFESSEURS	49 628	47 867	70 399	37 065	29 836	98 551	247 626	48 904	63 725	54 061	63 662

En 2002-2003, les octrois de recherche de l'Université du Québec totalisaient 139 928 596 \$ comparativement à 134 900 861 \$ en 2001-2002, soit une hausse de 3,7% (**figure 14**). Rappelons que ces données sont provisoires et n'incluent pas toute la recherche interuniversitaire dont l'établissement responsable est à l'extérieur du réseau. En 2001-2002, en incluant toute la recherche interuniversitaire, les octrois de recherche de l'Université du Québec totalisaient 141 653 671 \$ (données au 19 décembre 2003).

OCTROIS 2002-2003 SELON LE DOMAINE DE RECHERCHE EN 000 \$

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
SCIENCES DE LA SANTÉ	1 418	95	976	67	53	119	9 429	—	—	—	12 157
SCIENCES PURES	17 241	4 995	2 028	3 216	—	243	16 937	—	—	—	44 661
SCIENCES APPLIQUÉES	1 871	3 528	9 180	768	1 848	6 087	—	—	7 921	255	31 457
SCIENCES HUMAINES	12 435	1 885	1 463	425	1 772	153	5 513	—	—	521	24 167
LETTRES	887	349	151	50	18	—	—	—	—	13	1 467
DROIT	1 705	—	92	—	—	—	—	—	—	—	1 798
SCIENCES DE L'ÉDUCATION	2 555	1 447	131	149	311	116	—	—	—	1 118	5 826
SCIENCES DE L'ADMINISTRATION	2 336	1 404	48	107	74	179	—	1 672	—	120	5 940
ARTS	2 032	87	24	—	8	—	—	—	—	—	2 151
ÉTUDES PLURISECTORIELLES	1 477	—	9	35	—	—	—	—	—	—	1 522
AUTRES	2 841	2 007	259	1 188	392	198	1 551	40	172	136	8 783
TOTAL	46 799	15 796	14 361	6 004	4 475	7 096	33 430	1 712	8 093	2 162	139 929

En 2002-2003, la recherche dans les domaines des sciences pures et appliquées se voyait attribuer plus de 54% du montant total des octrois, celle dans le domaine des sciences sociales et humaines 28% (incluant les lettres, le droit, les sciences de l'éducation et de l'administration) et celle dans les sciences de la santé 8,7% (**figure 15**).

¹ Source: Données provisoires transmises par les établissements à la Direction des études de cycles supérieurs et de la recherche de la Vice-présidence à l'enseignement et à la recherche.

Figure 14

Évolution du montant des octrois de recherche (en 000 \$)

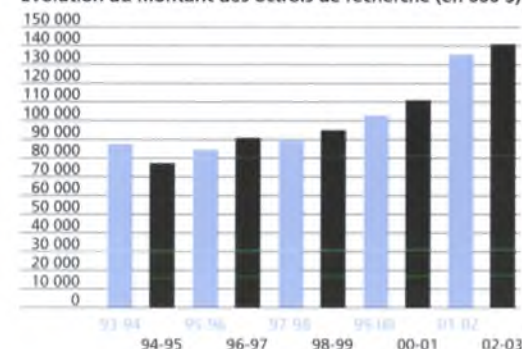
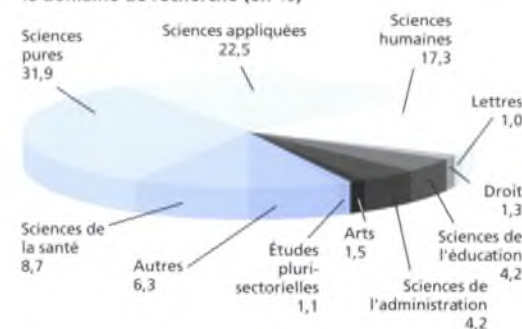


Figure 15

Répartition des octrois de recherche en 2002-2003 selon le domaine de recherche (en %)



OCTROIS 2002-2003 SELON LA CATÉGORIE D'ORGANISME EN 000 \$

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
CRSNG	5 866	2 181	1 811	1 090	485	725	4 923	—	1 739	25	18 844
CRSH	4 667	625	249	73	494	5	787	100	—	142	7 142
IRSC	1 294	—	73	—	262	—	1 194	—	189	—	3 012
GOUVERNEMENT DU CANADA (autres)	6 243	2 941	1 558	1 055	1 358	1 864	6 540	17	938	858	23 373
FQRNT	1 539	481	449	250	42	247	1 613	—	221	—	4 842
FQRSC	5 371	879	247	30	363	9	635	30	—	157	7 722
FRSQ	433	65	476	—	—	70	747	—	10	—	1 801
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (autres)	9 043	4 720	4 964	1 789	979	1 180	7 467	1 182	1 155	308	32 788
AUTRES SOURCES EXTERNES	8 435	2 562	4 230	791	98	2 639	7 820	320	2 985	596	30 479
FIR	2 681	291	247	53	300	202	47	62	326	77	4 285
AUTRES SOURCES INTERNES	1 210	1 033	56	858	88	78	1 615	—	492	—	5 430
UQ ²	16	18	2	15	7	75	42	—	37	—	210
TOTAL	46 799	15 796	14 361	6 004	4 475	7 096	33 430	1 712	8 093	2 162	139 929

Les subventions des conseils fédéraux (CRSNG, CRSH et IRSC) représentent 20,8% de l'ensemble des octrois de recherche de l'Université du Québec et ceux des conseils provinciaux (FQRNT, FQRSC, FRSQ), 10,3%. L'Université du Québec se voit octroyer 17% des subventions versées au Québec par le CRSNG et près de 27% de celles du CRSH. Il importe de souligner la contribution importante du CRSNG, dont les subventions représentaient 13,5% de l'ensemble des octrois de recherche de l'Université du Québec en 2002-2003 (figure 16). En prenant comme référence les universités du groupe de dix³, l'Université du Québec arrive ainsi au 3^e rang sur la base des subventions du CRSH et au 8^e rang pour le CRSNG.

Du côté des conseils provinciaux que sont le FQRNT et le FQRSC, à l'exercice terminé au 31 mars 2003, le FQRNT rapporte avoir versé plus de 29 millions de subventions, dont 16% allaient à l'Université du Québec. Pour le FQRSC, des 30 millions de subventions versées en 2003, près de 26% allaient à l'Université du Québec.

ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DES OCTROIS EXTERNES DE RECHERCHE EN 000 \$

ENSEMBLE DU RÉSEAU	93-94	94-95	95-96	96-97	97-98	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03
SUBVENTIONS DES GRANDS CONSEILS ⁴	25 446	25 775	24 731	24 843	27 057	29 579	35 731	37 737	41 889	43 363
CONTRATS	36 587	22 850	30 171	36 056	34 672	29 584	26 476	29 146	29 831	32 528
AUTRES SUBVENTIONS EXTERNES	17 897	21 680	22 454	23 127	20 006	28 151	32 111	27 552	54 012	54 111
TOTAL DES OCTROIS EXTERNES	79 930	70 305	77 356	84 026	81 735	87 314	94 318	94 435	125 732	130 003

Considérant les données provisoires de 2002-2003, on enregistre, cette année, une hausse de 3,4% de l'ensemble des octrois externes de recherche à l'Université du Québec. Au cours de la dernière année, les subventions des grands conseils subventionnaires ont connu une augmentation de 3,5%; les sommes reçues sous forme de contrats ont connu quant à elles une hausse de 9% (figure 17). Au cours des dix dernières années, les subventions des grands conseils versées à l'Université du Québec ont augmenté de plus de 70%, représentant un accroissement annuel moyen de 5,5%. Au total, les octrois externes de recherche à l'Université du Québec se sont accrus de 62,6% durant les dix dernières années, représentant un accroissement annuel moyen de 5%.

Figure 16
Répartition des octrois de recherche en 2002-2003 selon l'organisme pourvoyeur (en %)

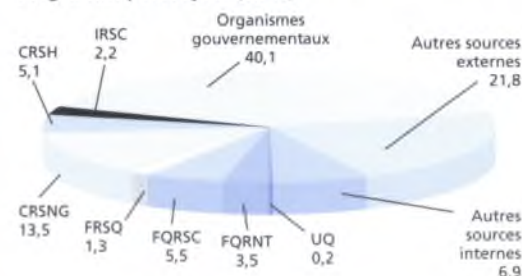
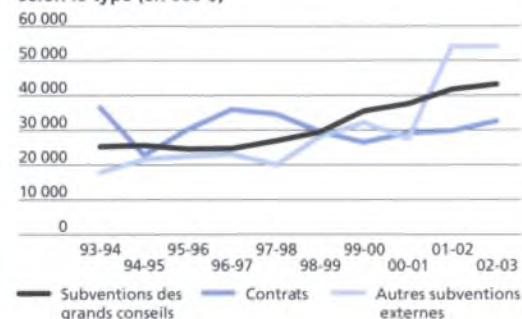


Figure 17
Évolution du montant des octrois externes de recherche selon le type (en 000 \$)



2 Les octrois proviennent du Fonds de développement académique du réseau (FODAR) et du programme Communauté scientifique réseau.

3 Il s'agit des universités d'Alberta, de Colombie Britannique, Laval, McGill, de Montréal (en incluant l'École Polytechnique et l'École des Hautes Études Commerciales), de Toronto, Waterloo, McMaster, Queen's et Western Ontario.

4 Sous le vocable « Grands conseils », sont regroupés certains conseils fédéraux (CRSH, CRSNG, IRSC) et provinciaux (FQRNT, FQRSC, FRSQ).

ABRÉVIATIONS

CRSH	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
CRSNG	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
FIR	Fonds institutionnel de recherche (de l'Université du Québec)
FQRNT	Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies
FQRSC	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture
FRSQ	Fonds de la recherche en santé du Québec
IRSC	Instituts de recherche en santé du Canada

LES DONNÉES FINANCIÈRES¹

FONDS DE FONCTIONNEMENT EN 000 \$ AU 31 MAI 2003

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	UQ	CSC	PROGRAMME RÉSEAU ¹	TOTAL ²
PRODUITS ¹	280 805	81 476	57 327	41 576	40 657	21 874	49 834	14 622	50 374	26 785	8 895	3 555	10 095	674 628
CHARGES	269 823	82 712	54 004	41 342	41 554	21 631	48 446	14 413	50 429	26 070	8 898	3 306	9 614	668 995
EXCÉDENT (insuffisance) DES PRODUITS	10 982	(1 236)	3 323	234	(897)	243	1 388	209	(55)	715	(3)	249	481	5 633
SOLDE DE FONDS	116	(24 450)	(9 985)	(6 254)	(6 574)	(4 942)	(4 449)	2 489	34	1 033	95	214	(15 714)	(78 387)
% DES CHARGES SUR L'ENSEMBLE DU RÉSEAU	40,7	12,5	8,1	6,2	6,3	3,3	7,3	2,2	7,6	3,9	1,3	0,5	N.A.P.	100,0

En 2002-2003, les produits totaux ont augmenté de 8,5 % par rapport à l'exercice précédent, tandis que pour la même période les charges augmentaient de 7,9 % (**figure 18**). L'exercice financier s'est soldé par un excédent des produits sur les charges de 15 633 000 \$. Ces résultats tiennent compte de certaines sommes attribuées au terme de l'année financière, notamment une subvention de 3 300 000 \$ résultant de la majoration du taux de financement des frais indirects de la recherche, une subvention additionnelle de 3 500 000 \$ allouée aux établissements en région et un montant de 1 026 000 \$ à titre de tenant lieu d'intérêts relié au versement de la subvention conditionnelle. Au 31 mai 2003, l'Université du Québec présentait un solde de fonds consolidé déficitaire de 68 387 000 \$.

RÉPARTITION EN % DES PRODUITS DU FONDS DE FONCTIONNEMENT SELON LA SOURCE

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	71,1	73,9	76,4	82,4	75,3	81,5	79,1	65,3	74,6	70,6	74,0
DROITS DE SCOLARITÉ	15,8	15,3	12,5	12,3	16,0	9,1	1,2	11,5	15,6	13,5	13,3
AUTRES ²	13,1	10,8	11,1	5,3	8,6	9,4	19,8	23,2	9,9	16,0	12,7

La subvention de fonctionnement allouée par le ministère de l'Éducation est la principale source de produits du fonds de fonctionnement. En 2002-2003, cette subvention représente 74,0 % des produits totaux, par rapport à 71,5 % en 2001-2002, à 72,6 % en 2000-2001 et à 69,4 % en 1999-2000. Les droits de scolarité constituent la seconde source de produits. Bien qu'en hausse de 5,3 % cette année, leur importance relative diminue, passant de 16,3 % de produits totaux en 1998-1999 à 13,3 % en 2002-2003 (**figure 19**).

Figure 18
Évolution des produits et des charges du Fonds de fonctionnement en 000\$

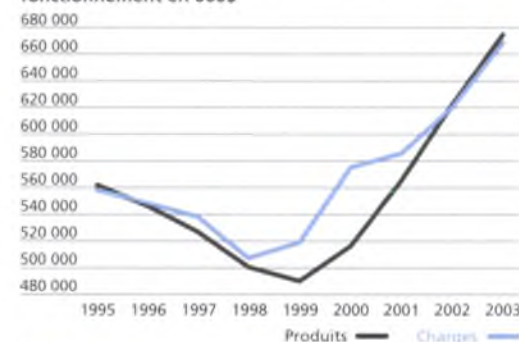
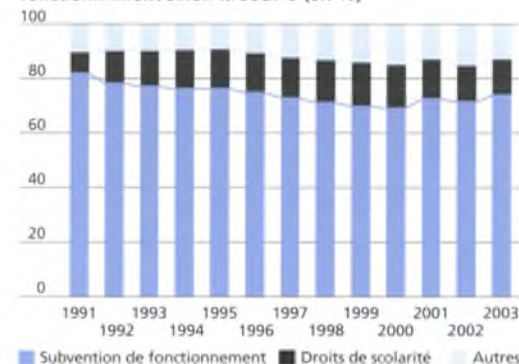


Figure 19
Évolution de la répartition des produits du Fonds de fonctionnement selon la source (en %)



RÉPARTITION EN % DES CHARGES DU FONDS DE FONCTIONNEMENT SELON LA FONCTION (excluant les loyers, les frais financiers et les mauvaises créances)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
ENSEIGNEMENT, RECHERCHE ET SERVICES À LA COLLECTIVITÉ	62,6	67,2	66,6	69,1	67,1	67,3	58,5	64,8	61,4	73,2	62,9
SOUTIEN ⁴	29,9	28,0	27,3	28,1	26,8	29,7	35,6	34,1	32,2	23,8	31,2
AUTRES ⁷	7,5	4,8	6,2	2,8	6,1	3,0	6,0	1,1	6,4	3,0	5,8
CHARGES PAR ÉEETP ⁸	11 270	12 560	13 333	13 837	12 852	18 192	N.A.P.	N.A.P.	14 346	10 089	12 597

L'Université du Québec consacre 62,9 % de ses dépenses de fonctionnement à l'enseignement, à la recherche et aux services à la collectivité (**figure 20**). Bien que les proportions des trois grands regroupements demeurent relativement stables, soulignons que les charges spécifiques d'enseignement et de recherche ont augmenté de 7,5 % par rapport à 2001-2002, alors que le budget consacré aux services aux étudiants a connu une augmentation de 10,1 %.

FONDS AVEC RESTRICTION EN 000 \$ AU 31 MAI 2003

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	UQ	TOTAL
CHARGES	56 128	13 204	12 164	6 736	2 333	6 910	31 534	2 751	7 702	3 176	240	142 878
% UTILISÉ POUR L'ENSEIGNEMENT ET LA RECHERCHE	93,6	87,0	86,8	96,0	100,0	87,0	93,3	42,6	96,3	62,6	N.A.P.	90,6

En 2002-2003, les fonds alloués par le gouvernement du Canada représentent 61 376 000 \$ et sont en hausse de 12,7 % par rapport à l'année précédente. Les produits octroyés par le gouvernement du Québec totalisent 52 220 000 \$ et sont en hausse de 28,1 %. Le total des produits se chiffre à 159 190 000 \$, ce qui représente une hausse de 13,6 % par rapport à 2001-2002. Au fonds avec restriction, 90,6 % des charges sont affectées à la réalisation de projets de recherche. Cette somme de 129 392 000 \$ équivaut à une charge moyenne de 58 868 \$ par professeur.

FONDS DES IMMOBILISATIONS EN 000 \$ AU 31 MAI 2003

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	UQ	TOTAL
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS ⁹	21 975	9 023	5 246	6 760	4 329	1 099	12 365	1 107	12 322	1 052	757	76 035
ACTIFS EN IMMOBILISATIONS AU 31 MAI	461 135	90 791	66 393	57 725	56 095	25 298	80 183	17 421	93 444	10 661	36 779	995 925

En 2002-2003, les acquisitions d'immobilisations s'élèvent à 76 035 000 \$ et représentent 27,7 % des déboursés effectués au fonds des immobilisations. Cette somme a été versée pour le réaménagement d'édifices en propriété (30,7 %), l'achat de mobilier, d'appareils et d'équipement (59,0 %), ainsi que l'acquisition de volumes et collections (10,3 %).

Figure 20
Répartition des charges du Fonds de fonctionnement selon la fonction, excluant les loyers, les frais financiers et les mauvaises créances (en %)



1 Source : États financiers de l'Université du Québec et de ses établissements 2002-2003 : états synoptiques.

Les écarts entre établissements doivent être interprétés à la lumière de la spécificité de chacun. Les calculs pour l'ensemble de l'Université du Québec incluent toujours les données du siège social, du Centre des services communs et des programmes réseau. Les commentaires ont été tirés en partie du Rapport du vice-président à l'administration.

2 Incluant les postes exceptionnels.

3 Comprend le Fonds de développement académique du réseau (FODAR) et autres projets spéciaux.

4 Incluant les écritures d'éliminations effectuées pour la consolidation des états financiers.

5 Comprend les placements et dotations, les entreprises auxiliaires, les recouvrements de coûts indirects et les autres produits.

6 Comprend les bibliothèques, l'audiovisuel, l'informatique, l'administration excluant les frais financiers et les mauvaises créances, ainsi que les terrains et bâtiments excluant les loyers.

7 Comprend principalement les services aux étudiants et les entreprises auxiliaires.

8 Excluant les loyers ainsi que les frais financiers et les mauvaises créances.

9 Incluant tous les biens : terrains et bâtiments, mobiliers, équipements, volumes de bibliothèque, etc. Excluant les intérêts sur emprunt bancaire.

N.A.P.: Ne s'applique pas.



PHOTO : UQAM © LAURENCE LABAT

ROCH
DENIS

L'UQAM a le vent dans les voiles. Gardant le cap sur l'accessibilité, elle veut demeurer à l'affût des talents et miser, par une série d'initiatives, sur l'amélioration de la qualité et la réussite des études. Son offre de formation est de plus en plus diversifiée. La croissance impressionnante des activités de recherche et de création témoigne du dynamisme des professeurs et du personnel et de la renommée de ses regroupements d'experts dans plusieurs domaines.

Rassemblant chercheurs, pédagogues et grand public, les nombreux congrès et conférences contribuent à la diffusion des connaissances. Le colloque soulignant les 40 ans du rapport Parent, au printemps 2003, en est un bon exemple. Toute cette effervescence confirme l'importance de la contribution de notre université à la société.

LES PROGRAMMES D'ÉTUDES ET LES ÉTUDIANTS

L'UQAM a jeté les bases d'un grand projet destiné à renforcer ses engagements en matière d'accessibilité et à rehausser ses exigences et donc les moyens et les ressources consentis à la qualité de l'encadrement et à la réussite des étudiants et des étudiantes. Ce projet, appelé FARE, Fonds à l'accessibilité et à la réussite aux études, regroupe l'ensemble des dispositifs liés à ces enjeux.

L'UQAM et la TÉLUQ ont amorcé un projet de rattachement très prometteur. Il vise à favoriser le déploiement du télé-enseignement au bénéfice de l'enseignement et de la recherche-crédation de tout le réseau de l'Université du Québec. L'UQAM a aussi créé le Centre de formation et de recherche en enseignement supérieur (CEFRES). Dans le même esprit, elle a relancé le Fonds de développement pédagogique qui finance des projets d'innovation, en plus de soutenir la création des Centres d'initiatives facultaires en technologies de la formation.

Plusieurs programmes de cycles supérieurs ont été créés, souvent en partenariat, dont le doctorat international en muséologie, avec l'Université d'Avignon et des pays de Vaucluse, et le profil entrepreneurship technologique qui enrichit la maîtrise en informatique de gestion avec la Société Innovatech du Grand Montréal. Un microprogramme et un diplôme d'études supérieures spécialisées en prévention des incapacités au travail ont aussi été mis sur pied avec l'Université de Sherbrooke.

Au premier cycle, un baccalauréat en communication, politique et société a été créé alors qu'un profil

en stratégies de production s'ajoute au baccalauréat en communication. Un certificat et une mineure en histoire de l'art ont vu le jour, de même qu'un programme court à distance en gestion du tourisme (TÉLUQ). Un cursus de transition a été créé pour permettre aux étudiants provenant des provinces canadiennes de poursuivre des études universitaires au Québec.

Soucieuse de répondre aux besoins des adultes, l'UQAM a mis sur pied, au Service de formation continue, un certificat d'études personnalisées pour les personnes de cinquante ans et plus. Souhaitant diversifier son offre de formation, elle a relancé les campus régionaux et renommé ses centres UQAM Laval, UQAM Lanaudière, UQAM Montérégie et UQAM Ouest-de-l'Île.

Finalement, le Bureau du recrutement a accru ses activités, notamment en Ontario, en France et en Tunisie.

LA RECHERCHE ET LES PARTENARIATS

L'UQAM a accueilli sept chaires de recherche du Canada et leurs titulaires : modélisation de la dynamique terrestre (Alessandro Forte); écologie comportementale (Denis Réale); oncologie moléculaire (Borhane Annabi); philosophie de la logique et des mathématiques (Mathieu Marion); études québécoises et canadiennes (Alain Gagnon); politiques étrangères et de défense canadiennes (Stéphane Roussel); étude des dynamiques territoriales (Bernard Jouve). Ces chaires, qui s'ajoutent aux neuf déjà créées, sont subventionnées par le gouvernement fédéral, la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) et le ministère de l'Éducation pour un montant de près de 8 millions.



Maria Dolores Otero, coordonnatrice du Colloque 40 ans après le rapport Parent, et le Comité organisateur formé de Roch Denis, recteur, Marc Turgeon, doyen de la Faculté des sciences de l'éducation, Louise Julien, professeure au Département d'éducation et de formation spécialisées et Danielle Laberge, vice-rectrice à l'enseignement, à la recherche et à la création.

À la suite de l'évaluation triennale des 19 centres de recherche institutionnels, douze ont obtenu un financement d'infrastructure de 260 000 \$ à 450 000 \$ du Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies (FQRNT) ou encore du Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FQRSC). De plus, au concours stratégique du FQRNT et du FQRSC, l'UQAM a obtenu cinq postes de professeurs, avec un taux de réussite enviable de 80 % pour les cinq ans du concours.

En obtenant 5,1 millions du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), l'UQAM continue de se maintenir parmi les meilleures universités au pays. Avec un taux de succès des demandes de subventions ordinaires de 46 %, elle dépasse le taux national de 41 %. Les chercheurs de l'UQAM se sont également classés au 2^e rang au Canada au programme de l'Initiative de la nouvelle économie.

Ils ont récolté 1,9 million des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC). Shirley Roy étudiera la



Deux sites de connexion sans fil à Internet ont été implantés sur le campus cette année.



Deux professeurs de l'UQAM sont lauréats des Prix d'excellence de l'UQ : Jean-François Chassay (études littéraires) en recherche et Yves Mauffette (sciences biologiques) en enseignement.



Claude Hillaire-Marcel, professeur au Département des sciences de la Terre et de l'atmosphère, a reçu le prix Marie-Victorin du gouvernement du Québec, la plus haute distinction honorifique dans le domaine des sciences de la nature et du génie.

vulnérabilité des populations itinérantes, tandis que Brian Mishara élaborera un programme postdoctoral en prévention du suicide, grâce à une subvention de 1,2 million des IRSC et du Fonds de la recherche en santé du Québec (FRSQ).

De son côté, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG) a accordé 6,2 millions avec un nombre de personnes subventionnées en hausse de 12 %.

Sous l'égide de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), le consortium regroupant l'UQAM, l'Université McGill et l'Université Laval a acquis et rénové le Coriolis II, un navire doté d'équipements ultramodernes pour la recherche et la formation en océanographie, grâce à des octrois de la FCI et du gouvernement du Québec. Le superordinateur de visualisation et de simulation le plus performant au Canada - utilisé par les scientifiques du consortium Laval-UQAM-McGill et l'Est du Québec (CLUMEQ) - a été obtenu grâce aux mêmes organismes subventionnaires.

L'UQAM a fait bonne figure aux concours du FQRSC, alors que deux regroupements de recherche-crédation ont vu le jour à la Faculté des arts, obtenant chacun une subvention de trois ans totalisant 180 000 \$.

En hausse constante, le financement global de la recherche a atteint 46,5 millions, dont 42,6 millions de sources externes, soit 35,8 millions en subventions et 6,8 millions en contrats.

LE PERSONNEL

La convention collective qui lie l'Université et le Syndicat des professeurs et professeuses de l'UQAM (SPUQ) a été renouvelée pour quatre ans, et celle avec le Syndicat des chargées et chargés de cours de l'UQAM (SCCUQ) pour trois ans. Deux professeurs ont récolté les Prix d'excellence 2002 de l'UQ, soit Jean-François Chassay (études littéraires) en recherche, et Yves Mauffette (sciences biologiques) en enseignement.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

Le Service de l'audiovisuel a poursuivi la médiatisation des salles de cours. En trois ans, 88 salles de cours - soit près de la moitié - ont été dotées d'un ordinateur et du service de dépannage. De plus, 30 sites Web ont été conçus pour différentes unités. Le Service des bibliothèques a poursuivi la réalisation du logiciel MANITOU conjointement avec le Service de l'informatique et des télécommunications (SITel). Les développements futurs seront effectués en partenariat avec Telus solutions d'affaires (TSA). Dans le cadre d'un projet pilote, le SITel a mis en place deux sites de connexion sans fil à Internet sur le campus. La connexion Internet haute vitesse est désormais offerte à domicile. Enfin, le SITel prévoit le déploiement d'un réseau unique de convergence des réseaux, pour le transport de la voix, de la vidéo et des données.

LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Profitant d'un soutien financier, notamment dans le cadre du programme de bourses de mobilité du ministère de l'Éducation, 328 étudiants sont allés parfaire leur formation à l'étranger, soit cinq fois plus qu'en 1999-2000. De plus, quelque cinquante étudiants ont suivi des cours d'été au Centre universitaire canadien à Berlin. Enfin, sous la supervision de professeurs, 233 stagiaires ont pu explorer l'écologie au Costa Rica, la muséologie à l'École du Louvre ou encore la gestion internationale en Tunisie. L'UQAM a également été l'invitée d'honneur de l'Université Libre de Bruxelles, alors que le Centre Wallonie-Bruxelles a organisé une semaine de collaboration avec l'Université catholique de Louvain, ce qui donnera naissance à des projets conjoints. Enfin, le colloque sur le nouveau Brésil, organisé par le Centre d'études et de recherches sur le Brésil en collaboration avec l'organisme Alternatives, a attiré plus de 350 personnes.



Dans le cadre de son 35^e anniversaire, l'UQAM sera l'hôte du Congrès de l'Acfas en mai 2004.

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE L'ANNÉE

La création de l'Institut Santé et société et celle de l'Institut d'études internationales de Montréal constituent des événements majeurs. Rassemblant de nombreux professeurs et étudiants, l'Institut Santé et société rapproche les enjeux de formation, de recherche, d'innovation sociale et technologique, d'intervention et de diffusion des connaissances. La mission de l'Institut d'études internationales de Montréal est de stimuler la recherche, la formation et l'animation scientifique dans le champ des relations internationales, des études stratégiques et diplomatiques et de la mondialisation. Enfin, le colloque *40 ans après le rapport Parent, réalisations et prospective* a souligné avec brio la grande réforme du système éducatif québécois.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

En 2003-2004, l'UQAM lance la campagne majeure de développement la plus importante de son histoire. Celle-ci permettra de mieux soutenir les étudiants en plus de doter l'Université d'infrastructures essentielles à la réalisation de ses missions d'enseignement, de recherche et de création. Avec son Fonds à l'accessibilité et à la réussite aux études (FARE), l'UQAM veut, entre autres, accorder un soutien garanti aux étudiants de doctorat. De plus, elle complètera le Complexe des sciences avec la construction du pavillon des Sciences biologiques et du Cœur des sciences. Enfin, dans le cadre de son 35^e anniversaire, l'UQAM sera l'hôte du Congrès de l'Acfas en mai 2004. Cet événement d'importance mobilisera la collectivité universitaire tout au long de l'année.

Roch Denis
Recteur

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

DIRECTION

PIERRE J. JEANNIOT, chancelier • ROCH DENIS, recteur • CLAUDE-YVES CHARRON, vice-recteur aux services académiques et au développement technologique • DANIEL CODERRE, vice-recteur associé à la recherche et à la création • JACQUES DESMARAIS, vice-recteur exécutif • DANIELLE LABERGE, vice-rectrice à l'enseignement, à la recherche et à la création • CAROLE LAMOUREUX, vice-rectrice associée aux études • MAURO F. MALSERVISI, vice-recteur aux ressources humaines et aux affaires administratives • PIERRE PARENT, secrétaire général

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président RICHARD GUAY, premier vice-président aux particuliers et aux entreprises, Banque Laurentienne

Membres DIANE BERTHELETTE, professeure • ROCH DENIS*, recteur • JACQUES DESMARAIS*, vice-recteur exécutif • RICHARD DESROSIERS*, professeur • MICHÈLE DUBREUIL*, notaire et conseillère juridique, Notaires Dubreuil et Leblanc • JACQUES GIRARD, président-directeur général, Montréal International • DANIELLE LABERGE*, vice-rectrice à l'enseignement, à la recherche et à la création • ALAIN LALLIER*, ex-directeur général, Cégep du Vieux-Montréal (retraité) • PIERRE LAMPRON, président, Les films TVA • Henri Lelion, chargé de cours • FRANÇOIS LIMOGES*, étudiant • LUCIE ROBERT, professeure • RENÉ ROY, secrétaire général, Fédération des travailleurs du Québec • DOMINIQUE VACHON, directrice générale, Financière du Québec

Ont également siégé en cours d'année : YANNICK GAUTHIER, étudiant • JEAN-MARC LÉGER, président, Léger Marketing

Secrétaire DANIEL HÉBERT, adjoint au secrétaire général et directeur, Secrétariat des instances • NORMAND PETITCLERC a également agi comme secrétaire alors qu'il était directeur intérimaire du Secrétariat des instances

COMMISSION DES ÉTUDES

Présidente DANIELLE LABERGE, vice-rectrice à l'enseignement, à la recherche et à la création

Membres JONATHAN ASPIREAU-MASSÉ, étudiant • JEAN P. BOUCHER, directeur de département • SAMI BOUALLEGUE, étudiant • MATHIEU BOUGIE, étudiant • ANDRÉ F. CHARETTE, directeur de département • LOUIS CHARBONNEAU, professeur • DANIEL CODERRE, vice-recteur associé à la recherche et à la création • ROBERT CÔMEAU, directeur de programme de premier cycle • ROCH DENIS, recteur • HUGO DUCHARME, étudiant • JEAN-PHILIPPE GINGRAS, étudiant • PATRICE HOULÉ, étudiant • PIERRE JASMIN, professeur • CLAUDETTE JODOIN, registraire • RENÉE JOYAL, professeure • CAROLE LAMOUREUX, vice-rectrice associée aux études • FRANCE L'HÉRAULT, agente à la gestion technique • LANGIS MADGIN, chargé de cours • CHARLES PÉRRATON, directeur de programme de deuxième cycle • ÉTIENNE POITRAS, étudiant • THÉRÈSE SAINT-GELAIS, chargée de cours • HUGUETTE VARIN, attachée d'administration

Secrétaire DANIEL HÉBERT, adjoint au secrétaire général et directeur, Secrétariat des instances • NORMAND PETITCLERC a également agi comme secrétaire alors qu'il était directeur intérimaire du Secrétariat des instances

Ont également siégé en cours d'année : ROBERT V. ANDERSON, directeur de département • PIERRE LALONGÉ, chargé de cours • DANIELLE PILETTE, directrice de programme de premier cycle • SYLVIE QUÈRE, chargée de cours, ainsi que les étudiants DAVID D'ARRISSO, NATHALIE CHAPDELAINE, NANCY COLLIN, JULIE LAROSÉ, MARIE-JOSÉE LECLAIR, MARC LÉTOURNEAU, NANCY QUELLET et KARINE RONDEAU

* Membre du Comité exécutif

CLAIRE V. DE
LA DURANTAYE

LES PROGRAMMES D'ÉTUDES ET LES ÉTUDIANTS

L'UQTR a diplômé 2183 étudiantes et étudiants depuis avril 2002, dont les toutes premières bachelières en pratique sage-femme, une formation unique au Québec. De tels résultats, combinés à la nouvelle hausse de près de 3% de la population étudiante, illustrent bien le dynamisme de notre jeune Université ainsi que la qualité de ses interventions. À la suite des nouvelles mesures adoptées par les instances en 2001-2002, les départements ont entrepris un véritable chantier à l'échelle de l'Université et progressivement nos champs de formation se reprécisent, avec une meilleure articulation d'ensemble de nos cours. L'exemple du baccalauréat en récréologie, qui s'affiche maintenant en

loisir, culture, tourisme, le montre bien. On pourrait citer aussi l'accent sur la géomatique et l'environnement en géographie ou encore sur la kinésiothérapie en sciences de l'activité physique. Nous comptons également de nouvelles percées, avec le démarrage à l'automne 2002 du doctorat conjoint (UQTR-UQAC-UQAR) en lettres, la création d'un DESS en communication sociale intégré à la maîtrise en loisir, culture et tourisme, et la mise au point d'un profil de formation supérieure en sciences comptables s'intégrant à la maîtrise en gestion des PME. Deux nouveaux certificats ont aussi vu le jour au premier cycle, l'un en direction des organisations policières et l'autre, de concert avec le Cégep de Trois-Rivières, en programmation d'application Internet et de commerce électronique.

L'année 2002-2003 aura été, à plus d'un titre, l'année de l'UQTR, celle du regain tant attendu de nos programmes, de notre population étudiante et de notre financement.

À l'aube de son 35^e anniversaire, l'UQTR réunit à nouveau des conditions favorables pour la poursuite de son développement. Pour une deuxième année consécutive, la population étudiante a augmenté et le bilan financier montre que l'Université parviendra très prochainement à l'équilibre budgétaire. À l'échéance de son contrat de performance, la plupart des indicateurs sont passés au vert et sont à la hausse. De plus, s'est amorcée, en janvier 2003, une opération qui permettra de faire le pont entre le changement vécu depuis l'année 2000 et la vision à se donner pour les prochaines années. Il s'agit de l'élaboration, d'ici le 1^{er} juin 2004, du prochain plan stratégique de développement de l'UQTR pour 2004-2007.



Sylvia Gilbert, nouvelle diplômée en génie industriel, 1^{re} étudiante canadienne à remporter le Concours international de l'IIE (Institute of Industrial Engineers). Sylvia est membre de l'équipe de l'entreprise Bombardier aéronautique de Saint-Laurent.

LA RECHERCHE

Des octrois de recherche de l'ordre de 14,7 millions en 2002-2003 constituent un sommet à l'UQTR, et cela sans compter que fut confirmée la création du Centre intégré de formation et de recherche en pâtes et papiers (CIPP), projet d'une valeur de 80 millions qui associe l'UQTR et le Cégep de Trois-Rivières. Les années plus difficiles qui ont fait suite au départ massif à la retraite d'une quarantaine de nos chercheurs seniors en 1997 sont maintenant derrière nous. L'UQTR fait le plein de nouvelles expertises dans ses créneaux d'excellence et la relève est admirablement assumée. En nous reportant à l'année 2000, nous observons une hausse de 13% de nos subventions auprès des grands conseils nationaux. L'apport de quatre nouvelles chaires de recherche a aussi été un réel tonifiant. L'Institut de recherche sur les PME s'est distingué en obtenant deux de ces chaires (Josée St-Pierre et Louis Raymond). Une chaire industrielle sur le stockage de l'hydrogène (Richard Chahine) est venue appuyer les recherches de l'IRH sur les énergies nouvelles. Nous comptons aussi une nouvelle chaire du millénaire en histoire environnementale du Québec (Stéphane Castonguay), la première en sciences humaines.

LES PARTENARIATS ET L'IMPLICATION DANS LE MILIEU

Le développement régional a été au cœur de nos actions. L'UQTR a été de toutes les tables pour donner forme à des projets et à des concertations bien concrètes. Dans la foulée du *Rendez-vous national des régions*, la Mauricie et le Centre-du-Québec se sont donné des priorités de développement et les secteurs identifiés cadrent bien avec les champs d'expertise de l'Université. Outre les avancées bien connues dans les domaines des pâtes et papiers et des énergies nouvelles (hydrogène), nous prenons le leadership en Mauricie d'un observatoire régional sur l'insertion socioprofessionnelle des jeunes, alors qu'au Centre-du-Québec, en



Les membres du Comité institutionnel du Plan de développement 2004-2007 : 1^{re} RANGÉE : Louisette Lord-Bolduc, présidente du conseil d'administration de l'UQTR, Claire V. de la Durantaye, rectrice, présidente du Comité institutionnel du Plan. 2^e RANGÉE : François Durand, adjoint à la rectrice, secrétaire du Comité institutionnel du Plan, Sylvain Delisle, professeur au Département de mathématiques et d'informatique, Marie-Claude Denis, directrice du Département de psychologie, Louise Deshaies, membre socioéconomique du conseil d'administration de l'UQTR, Jacques Bégin, membre de la communauté régionale, et René-Paul Fournier, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche.

ciblant le transport et les PME, ce sont trois pôles d'intervention qui se dessinent : un pôle en formation policière à Nicolet, un pôle technologique à Victoriaville et un pôle d'intervention en PME à Drummondville. L'UQTR a par ailleurs pratiquement doublé depuis un an ses octrois contractuels de recherche, en plus de réaliser plus de 120 activités de formation continue dans la région. L'excellente réponse que les partenaires donnent à la campagne majeure de la Fondation de l'UQTR, en cours depuis septembre 2002 auprès des milieux d'affaires et des municipalités, est aussi un indice qui ne ment pas sur le maillage entre l'UQTR et son milieu. L'objectif de 15 millions en dons est déjà pratiquement atteint.

LE PERSONNEL

La mise en œuvre, au tout début de l'automne 2002, du premier plan d'action du nouveau vice-rectorat aux ressources humaines, traduit bien l'accent que l'UQTR met sur le développement et la mise en valeur de ses ressources humaines. C'est dans ce contexte plus que positif, qu'est entré en fonction en décembre 2002, le nouveau vice-recteur aux ressources humaines, André G. Roy. Un autre fait saillant fut le dénouement heureux, à l'hiver, de la négociation de la convention collective des professeurs. Ce règlement est arrivé à point nommé pour garder l'élan de notre remontée d'étudiants et du développement de nos ressources professorales.



Vernissage de l'œuvre qui illustrera le volume *L'Histoire du Centre-du-Québec*. Alain Lemaire, vice-président exécutif Cascades, André Paquin, directeur général chez Verrier, Paquin, Hébert, Claire V. de la Durantaye, rectrice, Pierre Lapointe, directeur général de l'INRS, M^{gr} Raymond St-Gelais, évêque du diocèse de Nicolet, et Claude Bellavance, directeur du CIEQ-UQTR (Centre interuniversitaire d'études québécoises).

Il a aussi ouvert la voie à l'acceptation ministérielle de notre nouveau plan de retour à l'équilibre budgétaire et au déblocage de l'étude de nos nouveaux programmes au Ministère, comme celui de la podiatrie.

L'UQTR a honoré douze de ses pionniers et partenaires : trois doctorats *honoris causa* (Georges Brosard, Pierre Angers, Roger D. Landry); quatre éméritats (les frères Guy, Jean et Pierre Chatillon, tous trois professeurs, et Michel Marchesnay, collaborateur européen à l'IRPME), deux Prix de l'UQTR (Gaston Bellemare et Roland O. Cyrenne); deux médailles institutionnelles (Corina Reischer et Andrej Barwicz); un prix de reconnaissance en enseignement (Pierre Nolin).

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

L'UQTR a fait des progrès considérables en 2002-2003. Le déficit de fin d'exercice de l'Université est tombé sous la barre des 2 millions, ce qui constitue une très nette amélioration de la situation annoncée dans le budget initial adopté par le conseil d'administration

en mai 2002, qui laissait présager un déficit de 3,04 millions. L'UQTR est donc en avance par rapport à l'entente ministérielle conclue en avril 2003 à ce sujet.

Sur le campus, on remarque un indice de plus en plus élevé d'utilisation des technologies de l'information et des communications (TIC). Nous avons complété avec succès notre deuxième plan directeur sur les TIC. L'aménagement, en 2002-2003, de sept nouvelles salles d'enseignement médiatisé fait que nos étudiants sont dans

un environnement technologique dans plus de la moitié des salles de cours. Nous avons aussi amorcé le renouvellement de l'infrastructure réseautique de l'Université, de sorte que nous disposerons, en 2003-2004, d'un réseau beaucoup plus robuste offrant une grande capacité de transmission. Mentionnons que l'UQTR a démarré 28 nouveaux projets de médiatisation d'enseignement, créé un portail pour tous les cours de l'institution, porté à 7000 titres la collection de ressources électroniques de la bibliothèque, en plus de concrétiser la production de quatre cours en ligne.

LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Un des moteurs de l'activité internationale de l'UQTR est depuis longtemps l'aide au développement. S'agissant de projets de plusieurs années, c'est donc avec une grande intensité que nous avons vécu l'achèvement de quatre d'entre eux en 2002-2003. Deux collations de grades, l'une au Venezuela, à l'intention de 28 ingénieurs formés à la maîtrise en sciences des pâtes et papiers, et l'autre en Guinée, conférant le DESS en admi-



L'équipe de la Formule SAE sur le site de compétition à Pontiac au Michigan a terminé première parmi les 19 universités canadiennes participantes, et au 14^e rang au classement général sur les 123 formations universitaires ayant complété l'épreuve.

nistration scolaire à 28 directeurs du réseau de l'enseignement technique et professionnel, ont couronné de belle façon l'atteinte des objectifs de nos partenaires et les nôtres. Nous avons de plus achevé avec succès notre projet de développement des facultés des sciences et techniques au Maroc, de même que celui, à l'Île Maurice, portant sur la mise à niveau des formateurs de l'Industrial and Vocational Training Board. Nous avons également constaté le grand potentiel d'échanges internationaux que suscite l'avancée de l'UQTR dans l'intégration des TIC, notamment en France et au Maroc. D'autres champs d'expertise comme l'ingénierie, les langues, les communications et la gestion nous ont valu six nouveaux accords de coopération scientifique.

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE L'ANNÉE

Depuis l'été 2002, il s'est tenu sur le campus dix congrès et colloques à portée interuniversitaire ou internationale. L'un d'eux a servi de tremplin à la création d'un réseau de recherche panquébécois sur le fleuve



Forces Avenir : Prix Avenir Entraide, Paix et Justice, décerné au Comité d'intégration internationale universitaire (CIU) de l'UQTR, représenté par Darryl Barnabo (à gauche) et Dominique Houle (à droite), recevant leur trophée d'un représentant de Forces Avenir lors de la soirée Gala Forces Avenir.

Saint-Laurent, coordonné à l'UQTR. Nous avons par ailleurs tenu un colloque institutionnel sur la valeur ajoutée des TIC à la formation et accueilli le symposium de la Commission de planification de l'Université du Québec, portant sur le développement régional. L'UQTR a aussi fort bien figuré au Gala Forces Avenir (Marie-Soleil Bergeron et Comité d'Intégration Internationale Universitaire) et aux Prix du ministre de l'Éducation (Lyne Cloutier et Odette Doyon ainsi que Sylvie Deslauriers), se distinguant par l'obtention de deux prix à chacun des deux événements.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

En remontée de plus en plus significative de ses effets étudiants et avec la perspective d'un retour très prochain à l'équilibre budgétaire, l'UQTR est en position avantageuse pour accentuer son développement au cours de la période 2004-2007.

Claire V. de la Durantaye
Rectrice

DIRECTION

CLAIRE V. DE LA DURANTAYE, rectrice • RENÉ-PAUL FOURNIER, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche • DANIEL MCMAHON, vice-recteur à l'administration et aux finances et vice-recteur aux ressources humaines par intérim • FRANÇOIS HEROUX, vice-recteur aux ressources humaines • ANDRÉ G. ROY, vice-recteur aux ressources humaines • ANDRÉ PARADIS, vice-recteur associé aux services académiques et aux technologies • LUCIEN BÉDARD, secrétaire général et directeur des affaires juridiques

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente LOUISETTE LORD-BOLDUC*, gynécologue consultante
Membres LOUISETTE BERNARD, chargée de cours • JEAN-CLAUDE BERNATCHEZ*, professeur • RICHARD BOUCHER, ingénieur, directeur général, Abitibi-Consolidated inc., division Belgo • PIERRE-ANDRÉ DESCHÊNES, entrepreneur-conseil • LOUISE DESHAIES, pharmacienne propriétaire, Gestion P. L. Deshaies inc. • Chaine Jean-Coutu • DANIEL DÉSILETS*, diplômé, président-directeur général, Groupe Buromax inc. • CLAIRE V. DE LA DURANTAYE*, rectrice • RENÉ-PAUL FOURNIER*, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche • JEAN-PIERRE GAUDETTE*, retraité, Kruger inc. • CLAUDE G. GENEST, professeur • LUCIE GUILLEMETTE, professeure • RENÉ LESAGE, professeur • ALAIN MAIRE, doyen des études de cycles supérieurs et de la recherche • DANIEL MCMAHON, vice-recteur à l'administration et aux finances • PASCALLE I. NADEAU*, étudiante • CLAUDE ST-CYR, directeur général, Cégep de Drummondville
Secrétaire LUCIEN BÉDARD, secrétaire général et directeur des affaires juridiques

COMMISSION DES ÉTUDES

Présidente CLAIRE V. DE LA DURANTAYE, rectrice
Membres CLAUDE ARBOUR, doyen des études de premier cycle • SYLVIE AUGER, chargée de cours • AYMIE BROUSSEAU, étudiante • GUY CHARPENTIER, professeur • MARIE-CLAUDE DENIS, professeure • RENÉ-PAUL FOURNIER, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche • LUCIE GUILLEMETTE, directrice • DENIS LAMY, chargé de cours • CLOÉ LAPOINTE, étudiante • CHARLES LEROUX, étudiant • ROBERT MAGER, professeur • ALAIN MAIRE, doyen des études de cycles supérieurs et de la recherche • DENIS MAYRAND, doyen des études de cycles supérieurs et de la recherche • ANNE-CLAUDE MORISSETTE OSMANN, étudiante • JULIE O'SHAUGHNESSY, étudiante • BENOÎT-MARIO PAPILLON, professeur • JEAN-FRANÇOIS PERREAULT, étudiant • GINETTE PLESSIS-BÉLAIR, professeure • RICHARD PURDY, professeur • MACK ST-LOUIS, professeur • BRIGITTE VEILLEUX, étudiante • LOUISE VERREAULT, chargée de cours • ISABELLE VIVIERS, étudiante
Secrétaire LUCIEN BÉDARD, secrétaire général et directeur des affaires juridiques

* Membre du Comité exécutif

Forces Avenir : Prix Avenir Personnalité 1^{er} cycle, décerné à Marie-Soleil Bergeron, récemment diplômée au baccalauréat en récréologie de l'UQTR.



MICHEL
BELLEY

L'UQAC a réalisé son retour à l'équilibre budgétaire une année plus tôt que prévu au contrat de performance avec le ministère de l'Éducation, ce qui renforce sa capacité à remplir sa mission d'enseignement et de recherche.

Résultat de l'effort collectif pour faire reconnaître l'importance de notre mission et la remplir efficacement, l'UQAC s'est encore une fois montrée capable de dépassement et de volonté pour atteindre cet objectif. Toutes les actions entreprises par l'équipe de la direction, du conseil d'administration et de la communauté universitaire, ont porté fruit et ont donné le goût du dépassement au personnel.

LES PROGRAMMES D'ÉTUDES ET LES ÉTUDIANTS

À l'automne 2002, l'UQAC comptait 6540 étudiants dans 165 programmes, sur le campus et dans ses quatre centres d'études. Il s'agit d'une légère baisse de moins de 2 %. C'est au premier cycle que la baisse de l'effectif est la plus marquée puisque, aux cycles supérieurs, l'augmentation est de 12,5 % pour les maîtrises et de 13 % pour les doctorats.

Au premier cycle, l'année a été marquée par la signature de sept protocoles avec les collèges portant à vingt le nombre de cheminements DEC-BAC. On a créé un baccalauréat avec majeure en sciences de l'activité physique s'ajoutant aux huit programmes de ce type déjà existants. Le baccalauréat avec majeure en sociologie a été modifié pour y introduire l'anthropologie. Le baccalauréat en psychologie a obtenu sa pleine autonomie.

Plusieurs programmes d'études avancées ont été implantés. On peut, entre autres, souligner la signa-

ture du protocole d'entente du doctorat conjoint en lettres (UQAR, UQAC, UQTR). L'UQAC offre également un programme de maîtrise en travail social par extension de l'UQO. L'implantation d'un programme court de deuxième cycle d'éducation à la citoyenneté dans le domaine social a permis de répondre aux besoins grandissants des enseignants liés à la réforme scolaire au secondaire.

En juillet, le ministère de l'Éducation a autorisé le doctorat en psychologie, profil intervention (D.Ps.). Il est offert depuis l'automne.

LA RECHERCHE ET LA FORMATION DE CHERCHEURS

L'année 2002-2003 a vu l'implantation de trois Chaires du Canada de niveau 1. La première porte sur la métallogénèse magmatique et la titulaire en est la professeure Sarah-Jane Barnes. Les études pluridisciplinaires en laboratoire et sur le terrain permettront d'acquérir une meilleure connaissance des processus



Une entente originale visant à offrir un programme de formation de premier cycle en administration des affaires a été conclue entre l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), San Diego State University (SDSU) et l'Universidad Autónoma de Baja California (UABC). Elle permet une triple diplomation entre le Canada, le Mexique et les États-Unis. Les étudiants développeront une expertise trilingue et triculturelle qui favorisera une intégration efficace dans le monde des affaires à travers le continent. Sur le cliché, on retrouve Michel Belley, recteur de l'UQAC, Stephen L. Weber, recteur du SDSU et Víctor Beltrán Corona, recteur de l'UABC lors de la signature du protocole d'entente CaMexUs.



Suzanne Aucoin, professeure du module des sciences infirmières et de la santé de l'UQAC, a obtenu la bourse Alice-Girard lors de la collation des grades de la Faculté des sciences infirmières de l'Université de Montréal. Cette prestigieuse bourse de 10 000 \$ est attribuée à une candidate aux études doctorales qui a manifesté des aptitudes exceptionnelles pour la recherche.

menant à la formation de gisements de minerai dans les roches fondues.

La seconde chaire sur la dynamique comparée des imaginaires collectifs a pour titulaire le professeur Gérard Bouchard. Elle rend possible le parachèvement d'une banque de données sociohistoriques et l'étude des principaux penseurs québécois et canadiens de la période 1850-1960.

Finalement, la troisième chaire, dont le titulaire est le professeur Massoud Farzaneh, porte sur la conception de modèles mathématiques du givrage et de son délestage. Elle permettra d'élaborer des outils pour prévoir des catastrophes comme la crise du verglas de janvier 1998 et pour assurer le délestage du givre sur les équipements électriques.

Il faut aussi noter la création du Carrefour d'analyse des innovations et de soutien aux entreprises (CAISEN), sous la direction du professeur Brahim Meddeb, dont les activités concernent les enjeux

liés aux innovations technico-organisationnelles favorables à l'optimisation de l'efficacité productive dans une économie axée sur le savoir. Le Centre universitaire de recherche sur l'aluminium (CURAL) a obtenu une subvention de plus de 3 millions du gouvernement du Québec afin de procéder à la mise à niveau de ses infrastructures. Le Groupe de recherche sur les ressources renouvelables en milieu boréal (GR³MB) a démarré une programmation de recherche en thermotransformation par haute température du bois. Le Groupe de recherche en informatique (GRI) a entretenu des collaborations de recherche soutenues avec des groupes universitaires français. Dans un autre secteur, le Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR) a publié dix documents (monographies, rapports de recherche et ouvrages collectifs) produits par ses membres.

LES PARTENARIATS ET L'IMPLICATION DANS LE MILIEU

Les directions des cinq maisons d'enseignement supérieur de la région (Collèges d'Alma, de Chicoutimi, de Jonquière, de Saint-Félicien et l'UQAC) ont profité de l'occasion du *Rendez-vous national des régions* pour signaler qu'elles refusaient de s'en tenir aux seules perspectives démographiques comme paramètre du développement de la formation supérieure. Elles ont rappelé au gouvernement que l'accessibilité aux études supérieures constitue un défi collectif bien actuel.

L'UQAC a été l'hôte de la Compétition québécoise d'ingénierie 2003. Le thème *Au-delà des ressources, l'innovation* a permis d'offrir une activité appréciée par les quelque 200 participants. Les efforts considérables des étudiants de l'UQAC pour mener à bien cet événement des plus prestigieux pour les écoles de génie méritent d'être soulignés.

LE PERSONNEL

L'UQAC dénombre plus de 500 employés dont 239 professeurs. S'ajoutent quelques centaines de chargés de cours et superviseurs de stage. L'UQAC a souligné le départ à la retraite de 17 employés. Pierre Lincourt a été nommé directeur à l'École de langue française et de culture québécoise.



Une première pour le milieu universitaire, Ghislain Laflamme, coordonnateur du Département des sciences fondamentales de l'UQAC, a reçu le prix Têtes chercheuses - Merck Frosst en éducation scientifique. Il a également été nommé au Cercle d'excellence de l'Université du Québec. Monsieur Laflamme est bénévole au sein des Expo-sciences depuis 1977 à titre de juge. Il est juge en chef de la finale régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean depuis dix ans.



L'équipe formée des professeurs de l'UQAC Michel J. Gagnon, André Leclerc et Guy Simard, ainsi que le chercheur de l'Alcan, Guy Péloquin, a gagné le prix du meilleur article scientifique, section Alumina & Bauxite (Best Paper Award), lors du congrès international de la Minerals, Metals & Materials Society (TMS) tenu à San Diego en mars dernier. L'article scientifique est intitulé *A Fractal Model for the Aggregate Size Distribution Generated During Red Mud Flocculation*.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

L'UQAC s'est donné un plan d'aménagement des terrains s'échelonnant sur une période de cinq ans, au coût de 1,2 million; ce plan est financé par les revenus du stationnement. L'UQAC a également accueilli sur ses terrains le Centre des technologies de l'aluminium (CTA), obtenu le financement et construit le pavillon sur le traitement thermique du bois, et obtenu le financement et préparé les plans du pavillon de recherche de la forêt Simoncouche.

L'UQAC s'est jointe au Réseau d'informations scientifiques du Québec (RISQ) pour faciliter la communication entre ses chercheurs et les

autres scientifiques de la planète. Elle a réalisé son retour à l'équilibre budgétaire une année plus tôt que prévu au contrat de performance avec le ministère de l'Éducation. L'exercice financier 2002-2003 se solde par un surplus de 3,3 millions.

LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

L'UQAC poursuit la délocalisation d'une vingtaine de programmes d'enseignement en partenariat avec des universités privées et publiques au Maroc, au Liban, au Brésil, en Chine et en Colombie. Au Maroc et au Liban, on note une augmentation de clientèle constante, en particulier à la maîtrise en gestion des organisations; les ententes doivent être renégociées en 2004. Une entente-cadre a été signée en mai 2002 avec la Escuela de administracion de negocios (EAN) en Colombie. Les clauses financières ont été révisées et le démarrage des programmes de la maîtrise en gestion des organisations et du baccalauréat en administration est effectif depuis novembre. La maîtrise en gestion de projet est dispensée à Tianjin et Guiyang (Chine) depuis mai 2002. L'épidémie de SRAS qui a causé des problèmes mineurs est terminée et les activités se poursuivent de façon satisfaisante.

L'École de langue française et de culture québécoise a connu une légère augmentation de clientèle

malgré un contexte mondial assez bouleversé qui laissait transpirer des lendemains incertains. Une délégation de l'UQAC a répondu à la demande du Mid-Consortium for International Education qui organisait un colloque, à Jackson au Tennessee, sur la possibilité de créer un programme d'études québécoises en sol américain.

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE L'ANNÉE

Les étudiants de la cohorte 2002-2003 du Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en éco-conseil ont organisé l'événement Éco-Conseil. Trois jours durant, l'UQAC a été animée par une campagne de sensibilisation au café équitable et l'événement a culminé avec le colloque *La commercialisation de l'eau... source de développement durable ?* Cette manifestation, officiellement reconnue par la Commission canadienne de l'UNESCO, se déroulait dans le cadre de l'Année internationale de l'eau.

L'historien et sociologue Gérard Bouchard a été décoré par le gouvernement français de l'Ordre de la Légion d'honneur (au rang de Chevalier). La France a voulu ainsi souligner l'apport de cet universitaire à la culture francophone. Le professeur Bouchard a également été admis à l'Académie des lettres du Québec. L'Académie a ainsi voulu recon-

Le géographe Jules Dufour a accédé à la présidence du Comité de coordination du Parc marin Saguenay-Saint-Laurent, par suite d'une élection parmi les membres. Professeur à l'UQAC, Jules Dufour est déjà très engagé au sein du parc marin, assumant la présidence du comité-conseil sur la thématique, l'éducation et l'interprétation. Au sein du comité de coordination, il dirige le suivi du plan directeur du parc marin.



La Section Saguenay de l'Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole (ICM) a remis à M. Jayanta Guha, professeur en sciences de la Terre à l'UQAC, la médaille de Service Méritoire du District No 2 (province de Québec) de l'ICM, organisme qui regroupe plus de 12 000 membres au Canada. Ce prix est décerné en reconnaissance d'une contribution exceptionnelle d'un individu à l'industrie des minéraux et à l'ICM. M. Guha a fondé la Section Saguenay de l'ICM au début des années 70.

naître et souligner sa participation à la vie intellectuelle du Québec.

Les finissants en arts de l'UQAC se sont éclatés pendant plus d'un mois à l'occasion du tout premier festival intitulé *Du coq à l'art*. Cette manifestation, que l'on souhaite annuelle, était destinée à sensibiliser le grand public à tout ce qui se passe chez eux, à leurs possibilités de créer et de montrer des spectacles et des œuvres à la fois accessibles et de qualité professionnelle. Dans cette optique, pièces de théâtre, expositions en arts visuels, performances, œuvres cinématographiques ont été proposées.

Toujours du côté des arts, un diplômé du baccalauréat interdisciplinaire en arts, option cinéma et vidéo, de la promotion 1998, Patrick Bouchard, a reçu le prix Jutra 2003 pour le meilleur film d'animation intitulé *Les ramoneurs cérébraux*.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Les changements organisationnels des dernières années ont permis à l'UQAC de redéfinir ses liens avec le réseau UQ sur la base d'une plus large autonomie, que ce soit dans ses rapports financiers avec le MEQ ou encore pour ce qui touche à sa participation aux grands débats sur l'ensemble des politiques affectant le monde universitaire.

Mieux informée, plus autonome, l'UQAC est en mesure d'affirmer davantage son originalité. La poursuite d'une gestion rigoureuse et efficace permettra de relever les nombreux défis que réserve l'avenir. C'est avec fermeté que nous poursuivrons ce travail avec nos partenaires privés et gouvernementaux afin d'offrir ce qu'il y a de mieux à nos étudiants et à nos professeurs-chercheurs.

Michel Belley
Recteur

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

DIRECTION

MICHEL BELLEY, recteur • GHISLAIN BOURQUE, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche • GILLES BERGERON, vice-recteur à l'administration et aux finances • MARTIN CÔTÉ, secrétaire général

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président MICHEL BELLEY*, recteur
Membres GILLES BERGERON, vice-recteur à l'administration et aux finances • NICOLE BLUTEAU, vice-présidente, FTQ • GERMAINE BOLDUC, chargée de cours • DOMINIQUE BOUCHARD*, directeur Usine Alma, Alcan International • LAVAL BOULIANNE, comptable agréé • DENIS BOURQUE*, professeur • GHISLAIN BOURQUE*, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche • JOSUÉ HAMANN, étudiant • JEAN-GUY HUDON, professeur • JEAN LEFEBVRE, directeur général, Cégep d'Alma • FRÉDÉRIC SIMARD*, étudiant • FRANCINE TREMBLAY, diplômée de l'UQAC • RICHARD VÉZINA, professeur
Secrétaire MARTIN CÔTÉ, secrétaire général

COMMISSION DES ÉTUDES

Président MICHEL BELLEY, recteur
Membres STÉPHANE AUBIN, professeur • MARTIN BOIVIN, étudiant • GHISLAIN BOURQUE, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche • DENIS BUSSIÈRES, professeur • YVES CHIRICOTA, professeur • KARINE DUPERRÉ, étudiante • MUSTAPHA ELAYOUBI, chargé de cours • GABRIEL FORTIER, professeur • CLAUDE GOUDREAU, étudiant • JOSUÉ HAMANN, étudiant • GILLES IMBEAU, doyen des études de premier cycle • ÉRIC LABERGE, étudiant • NATHALIE LEHMANN, étudiante • SYLVAIN MERCIER, étudiant • VINCENT MORIN, professeur • SUZIE ROBICHAUD, doyenne des études de cycles supérieurs et de la recherche • JEAN ROUETTE, professeur
Secrétaire MARTIN CÔTÉ, secrétaire général

* Membre du Comité exécutif

MICHEL
RINGUET

L'organisation et la tenue du 71^e Congrès de l'Acfas, en mai 2003, a été l'événement marquant de l'année, une belle occasion de mobiliser le personnel et les étudiants et de démontrer notre savoir-faire à toute la communauté scientifique francophone. Plusieurs autres réalisations méritent l'attention en cette année de transition à la direction de l'Université.

LES PROGRAMMES D'ÉTUDES ET LES ÉTUDIANTS

Signalons une hausse de 5 % des inscriptions à temps complet, relativisée par une légère diminution de la population étudiante à temps partiel. La mise en place du Bureau de la formation continue permettra d'évaluer les besoins des organismes et entreprises et de mieux y répondre. En équivalence au temps plein, nous avons connu une augmentation de 3 %.

Pour le temps plein, nos programmes de bourses ont sans doute contribué à l'attrait de l'Université : 116 bourses d'accueil ont été remises par la Fondation et l'UQAR à des diplômés des collèges de tout le Québec et 20 bourses de la Corporation de soutien au développement technologique des PME ont été attribuées à des étudiants en sciences.

Des étudiants ont brillé de tous leurs feux : Simon-Nicolas Deschênes a remporté le prix AVENIR Environnement au Gala Forces AVENIR, pour La Rimous, un prototype de moteur à l'azote liquide. Après Pascale Lafrance l'an dernier, Céline Duluc (océanographie) a obtenu la bourse Leo-Margolis de la Société canadienne de zoologie. Étudiante en développement régional, Marie Legaré a gagné le Prix en études féministes de la Chaire d'études Claire-Bonenfant. En chimie, David Gagnon a reçu la bourse Lucien-Piché, pendant que Danick Gallant remportait une bourse de la Société canadienne de chimie

pour participer à leur congrès de Vancouver, et que Isabelle Migneault, une diplômée, recevait quatre bourses au mérite pour ses études de maîtrise. Au Campus de Lévis, Nathalie Morneau (sciences comptables) est arrivée 1^{re} au Québec lors d'un examen CGA, alors que Jérôme Dionne (administration) obtenait un 2^e rang au Québec à un examen de l'Institut québécois de planification financière, et Valérie Caron (sciences comptables), un 3^e rang aux examens CMA.

Félicitons les étudiants qui ont terminé leur doctorat : Sébastien Plante et Jean-François Cremer, océanographie; Hortensia Acacha et Marcel Méthot, développement régional; Bastien Sasseville, éducation; et Mathieu Côté, tout premier diplômé au doctorat en environnement. Nous avons également accordé un diplôme à un premier finissant au baccalauréat avec majeure en transport maritime, Alain L'Écuyer.



À Lévis, Patricia Michaud, entourée de Pierre Couture, recteur, et de Michel Ringuet, vice-recteur à la formation et la recherche, a reçu une Médaille de la Gouverneure générale.



À Lévis, l'éducateur Loïc Bernard a reçu un doctorat honorifique. Il est entouré de Pierre Couture, recteur, et de Pierre Lucier, président de l'Université du Québec.

Nous avons lancé un programme de deuxième cycle en énergie éolienne et signé une entente DEC-BAC avec le collège LaSalle en administration des affaires.

Enfin, la bibliothèque a mis sur pied un biblio-café, un club du livre et une exposition permanente d'œuvres artistiques.

LA RECHERCHE ET LA FORMATION DES CHERCHEURS

Ce fut une année intensive en recherche. Le Centre de recherche sur le développement territorial a été reconnu par le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC); l'UQAC, l'UQAT et l'UQO sont partenaires de ce centre. Bionord, un nouveau groupe de recherche sur la biodiversité et la conservation en milieu nordique, a été constitué. Une chaire de recherche de Pêches et Océans Canada a été créée sur la modélisation régionale du climat océanique, sous la direction de François Saucier.

Par ailleurs, deux projets renforcent la vocation maritime de la région : la construction du Centre de recherche sur les biotechnologies marines, par les deux paliers de gouvernement et par la ville de Rimouski, et la mise en place d'un Centre interdisciplinaire de développement en cartographie des océans.



Les bourses de la Corporation de soutien au développement technologique des PME (CSDT-PME) contribuent à garder en région des jeunes doués pour les sciences.



Lors du baptême du Coriolis II, on retrouvait Émilien Pelletier et Serge Demers (ISMER), en compagnie de Kim Juniper (UQAM) et Louis Fortier (Laval).

Conçue à l'UQAR, une technologie éolienne a été lancée sur le marché international. La première éolienne industrielle entièrement construite au Québec, en collaboration avec l'Université et des entreprises du milieu, a été inaugurée.

En biologie, une découverte de chercheurs de l'UQAR, de McGill et de l'Université de l'Alberta a fait la preuve de l'adaptation animale à court terme aux changements climatiques.

En lettres, le professeur et écrivain Paul-Chanel Malenfant a reçu le Prix à la création artistique en région du Conseil des arts et des lettres du Québec. Aussi, le dramaturge Normand Chaurette a séjourné à l'UQAR à titre d'invité du Département de lettres.

Parmi les activités scientifiques, outre l'Acfas, il faut mentionner le Congrès de l'Association des biologistes du Québec, un symposium international sur la biologie et la chimie, ainsi que des colloques sur l'aménagement forestier, sur l'énergie éolienne et sur la formation intégrée en sciences infirmières.

Soulignons la publication d'ouvrages, notamment sur l'aménagement de l'habitat de l'orignal, sur la littéra-

ture en rapport avec les mathématiques, sur la formation en alternance travail-études, sur les formes d'intelligence, sur les algues et la faune du littoral du Saint-Laurent, sur l'éthique dans les démocraties libérales, sur Rabelais, sur la prématurité extrême des nouveau-nés, sans oublier un guide des carrières et un répertoire des lieux de recherche dans le domaine maritime. Ces publications démontrent la diversité des objets de recherche.



François Saucier, détenteur d'une chaire de recherche en modélisation du climat océanique.



Robert Paré, prix Carrière de l'Université du Québec.



Les recteurs de quatre universités participantes étaient présents au lancement du Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT).
DEVANT : Louise Dandurand (Fonds québécois de recherche sur la société et la culture), Bruno Jean, directeur scientifique du nouveau centre, et le recteur de l'UQAR Michel Ringuet.
DERRIÈRE : les recteurs Michel Belley (UQAC), Jules Arsenaault (UQAT) et Francis R. Whyte (UQO).



Le comité organisateur du Colloque de l'Association des biologistes.



À la collation des grades, le recteur Pierre Couture, Louis Saint-Laurent, Prix du Lieutenant-gouverneur du Québec, Pierre Dansereau, qui a reçu un doctorat honorifique, et Laurence Mercier, récipiendaire de la Médaille de la Gouverneure générale du Canada.

LES PARTENARIATS ET L'IMPLICATION DANS LE MILIEU

Moult événements publics ont nécessité la participation de l'UQAR : Carrefour maritime, Rendez-vous de la Francophonie, Journée carrière, Journée santé, Semaine de la citoyenneté, Semaine des étudiants, sessions de formation sur l'énergie éolienne, conférences au Musée régional de Rimouski, École d'été en océanographie côtière, causeries en éthique, etc.

À la bibliothèque, un parc technologique a été créé pour l'intégration des personnes avec une limitation physique ou sensorielle. La bibliothèque a aussi reçu en dépôt des documents rares : les archives du Storstad qui avait éperonné l'Empress of Ireland près de Sainte-Luce en 1914.

L'UQAR a investi dans des projets prometteurs : recherche sur la glucosamine, avec le Cégep de Rimouski et ABK-Gaspésie; entente avec Boralex pour le développement de l'énergie éolienne; projets au Carrefour des sciences et de la technologie pour aider les jeunes du secondaire à persévérer dans les études scientifiques.

La Fondation de l'UQAR a recueilli près de 450 000 \$. Maître Gaston Desrosiers assure maintenant la présidence, en remplacement de maître Hermina Popescu.

L'homme d'affaires Valmond Santerre a reçu le Prix émérite de l'Association des diplômés.

Signalons que des étudiants en éducation ont participé, sous la direction du professeur et artiste Roger Langevin, à la création des décors d'un opéra qui a été joué à Rimouski.

LE PERSONNEL

En janvier 2003, Pierre Couture a pris sa retraite après avoir été recteur pendant plus de six ans. Nous le remercions vivement pour tous ses accomplissements. Merci aussi à Michel Bourassa qui a assuré l'intérim.

Une quinzaine de nouveaux professeurs se sont joints à notre personnel. Nous avons aussi ajouté du personnel et des équipements dans les technologies

de l'information, tant à Rimouski qu'à Lévis.

Robert Paré, directeur du Campus de Lévis, a remporté le prix Carrière 2002 de l'Université du Québec. L'océanographe Gaston Desrosiers a reçu la Distinction Alcide-C.-Horth alors qu'un prix Reconnaissance pour le personnel de l'UQAR a été remis à Annette Lebrun.

Nous avons souligné les 25 ans de service de 25 employés et le Syndicat des personnes chargées de cours a fêté ses 20 ans.



Le président du Congrès de l'Acfas, Michel Bourassa, remet un souvenir à la conférencière Lise Bissonnette.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

La direction de l'UQAR et le Ministère considèrent que la majorité des cibles et des engagements fixés par le contrat de performance ont été atteints, principalement en ce qui a trait à la hausse de l'effectif étudiant, à l'efficacité en gestion et à l'atteinte de l'équilibre budgétaire. Ce résultat honore l'ensemble de la communauté universitaire qui a dû faire des efforts et des concessions pour y arriver.

Le conseil d'administration a adopté un budget de fonctionnement équilibré pour la prochaine année, ce qui comporte des revenus et des dépenses anticipés de près de 42 millions.

LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Au terme du Programme de renforcement institutionnel canadien au Maroc, une coopération a été envisagée avec l'Afrique du Nord en sciences de la mer. Signalons les missions en océanographie dans les

Territoires du Nord-Ouest et en Argentine, un stage d'étudiantes en éducation, dans le Grand-Nord, chez les Inuits; aussi, la visite du haut-commissaire du Canada au Cameroun et de l'ambassadeur du Canada au Burkina Faso et celles de délégations du Bénin et du Maroc venues discuter de nouveaux projets.

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE L'ANNÉE

Les commentaires ont été élogieux sur l'organisation du Congrès de l'Acfas. Une centaine de colloques se sont déroulés rondement, dont 28 à l'initiative même de l'UQAR. De l'Acfas-Jeunesse, dans les écoles secondaires, jusqu'au volet Fenêtre maritime, en passant par les conférences publiques de Anny Cazenave, de Claude Villeneuve et de Lise Bissonnette, le succès a été complet.

Le navire interuniversitaire, le Coriolis II, a été baptisé et le Laboratoire d'informatique Alphonse-Desjardins a été inauguré.

Des doctorats honorifiques ont été remis à M. Loïc Bernard, enseignant et archiviste à Lévis, et à l'écologiste Pierre Dansereau, alors que maître André P. Casgrain a reçu la Médaille de l'UQAR.

Les Médailles d'argent et d'or de la Gouverneure générale du Canada ont été respectivement attribuées aux étudiantes Patricia Michaud, sciences comptables, à Lévis, et Laurence Mercier, océanographie. Louis Saint-Laurent, génie, a reçu le Prix de la Lieutenant-gouverneur.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Les trois principaux défis à relever pour les prochaines années concernent le maintien des effectifs étudiants, dans un contexte où la population des régions périphériques est en diminution; le renouvellement du personnel enseignant, alors que les prises de retraite s'accroîtront; et le développement du pôle universitaire de Lévis, qui nécessite une nouvelle phase d'investissement en matière d'espaces et de fonctionnement.

Michel Ringuet
Recteur

DIRECTION

PIERRE COUTURE, recteur • LOUIS GOSSELIN, vice-recteur aux ressources humaines et à l'administration • MICHEL RINGUET, vice-recteur à la formation et à la recherche • MICHEL BOURASSA, vice-recteur aux ressources informationnelles et secrétaire général

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente	FRANCINE JULIEN, * membre socio-économique, directrice de secteur, Réglementation, Télus
Membres	CATHY ARSENAULT, professeure • ROLAND AUGER, directeur général, Cégep de la Gaspésie et des Îles • GUYLAINE BÉLANGER, coordonnatrice aux finances et à l'administration, Centre financier aux entreprises Desjardins du Bas-Saint-Laurent • LOUISE BÉRUBÉ, chargée de cours • JEAN-FRANÇOIS BOUTIN, professeur • PIERRE COUTURE*, recteur • MARC DOUCET*, greffier, Ville de Rimouski • ROBERT GAGNÉ*, étudiant • PAUL-EUGÈNE GAGNON*, retraité • FLORENT GARNEROT, étudiant • LOUIS GOSSELIN*, vice-recteur aux ressources humaines et à l'administration • PIERRE LAPLANTE*, professeur • SIMON LEPAGE, étudiant • MÉLANIE MURPHY*, étudiante • MICHEL PARÉ, comptable agréé, associé et responsable du Département d'insolvabilité, Lemieux Nolet • JEAN-CLAUDE PARENTEAU*, directeur général adjoint, Fédération de l'Union des producteurs agricoles • CÉLINE PLANTE, avocate, Pouliot, L'Écuyer • PIERRE PROVOST, directeur du CLSC au Centre de santé Tulattavik de l'Ungava à Kuujuaq • MICHEL RINGUET*, vice-recteur à la formation et à la recherche • FRANCE RUEST*, professeure
	Personnes convoquées : SERGE DEMERS, directeur ISMER • MARIE-FRANCE MAHEU, directrice du Service des communications • DENIS OUELLET, président SCFP, section locale 1575 • JEAN-NIL THÉRIAULT, Service des communications • MARJOLAIN VIEL, vice-rectrice aux ressources humaines et à l'administration par intérim
Secrétaire	MICHEL BOURASSA, vice-recteur aux ressources informationnelles et secrétaire général
	Attachée d'assemblée : CLAUDETTE BÉDARD

COMMISSION DES ÉTUDES

Président	PIERRE COUTURE, recteur
Membres	CÉCILE ANGOT, étudiante • BENOÎT AUCLAIR, étudiant • BENOÎT BEAUCAGE, professeur • YVON BOUCHARD, doyen des études avancées et de la recherche • ÉMILIE CARON-FOURNIER, étudiante • JEAN-PIERRE CHANUT, professeur • CAROLÉ CHEVARIÉ, étudiante • CHANTAL DESROSNIERS, chargée de cours • CHANTAL DUMONT, étudiante • VINCENT HENRI-CÔTÉ, étudiant • BENJAMIN LAPLANTE, étudiant • ANIBAL MÉDINA, étudiant • GINETTE PELLETIER, chargée de cours • CHRISTINE PORTELANCÉ, professeure • DENIS RAJOTTE, doyen des études de premier cycle • MICHEL RINGUET, vice-recteur à la formation et à la recherche • CLAUDE RIGOUX, professeur • JACQUES ROY, professeur • JULIE ROY, étudiante • AHMED SIAH, étudiant • FRÉDÉRIC VILLENEUVE, étudiant • BRUND ZAKARDJIAN, professeur

* Membre du Comité exécutif

C'est l'occasion de souligner les 20 ans de service à l'UQAR pour un groupe de chargés de cours.





FRANCIS R. WHYTE

2002-2003 n'aura pas vu que de l'eau couler sous les ponts de l'Outaouais. À l'UQO, c'est un véritable raz-de-marée d'événements et de réalisations qui a rejailli sur toute la communauté universitaire tant au niveau de l'enseignement que de la recherche, projetant ainsi l'Université dans une toute nouvelle phase de son développement.

LES PROGRAMMES D'ÉTUDES ET LES ÉTUDIANTS

La volonté d'augmenter l'offre de programmes s'est concrétisée dans des travaux de développement de programmes qui permettront à l'UQO de proposer sous peu un doctorat en psychologie, un doctorat en relations industrielles et une maîtrise en administration des affaires (MBA) spécialisée en sciences comptables.

Au premier cycle, l'Université s'est dotée d'un profil d'accueil permettant aux étudiants franco-canadiens de s'intégrer aux études universitaires au Québec, et ce, dès la fin de leur secondaire. Soucieuse d'étendre ses services sur l'ensemble du territoire qu'elle dessert, l'Université offre le programme de baccalauréat en travail social et s'apprête à offrir le baccalauréat en éducation préscolaire et en enseignement primaire à Mont-Laurier et a ouvert un nouveau point de service à Maniwaki. Le projet de consortium en sciences infirmières, formé de l'UQO et des collèges de l'Outaouais, de Saint-Jérôme et de Montmorency, s'est concrétisé et permet maintenant l'offre d'un plan de formation intégré réparti sur cinq ans.

Deux nouveaux départements ont vu le jour à l'UQO, soit le Département d'études langagières et l'École multidisciplinaire de l'image, témoignant de la vitalité

des programmes offerts dans ces domaines de spécialité. Par ailleurs, l'Université a poursuivi le processus d'évaluation de plusieurs de ses programmes.

À l'hiver 2003, l'UQO a été l'hôte de la Psychoed-Fest et des Jeux du Commerce, lors desquels elle s'est classée première en simulation boursière et deuxième dans cinq autres disciplines, et elle a fait son entrée sur la scène sportive universitaire par l'entremise de sa nouvelle équipe de soccer L'INTER.

LA RECHERCHE ET LA FORMATION DE CHERCHEURS

L'année 2002-2003 aura été très significative dans l'actualisation du Plan stratégique de la recherche de l'UQO. D'abord, deux nouvelles chaires de recherche du Canada ont été octroyées à des chercheurs de l'UQO dans les créneaux spécialisés de la photonique et de la



Les membres du cabinet de la campagne de financement pour la Fondation de l'UQO à Mont-Laurier : M^{re} Romy St-Pierre, M^{re} Pierre Hamel, M^{re} Nathalie Piché, Andrée Campeau et Audrey Hepleston.



Les Maisons de ville de l'UQO. Ces nouvelles résidences permettront de doubler la capacité d'accueil des étudiants. DE GAUCHE À DROITE : Bill Atkins, directeur des Services aux étudiants, Francis R. Whyte, recteur, et Pierre Dorval, directeur du Service de l'équipement.



Quelques membres de l'équipe qui ont travaillé à la mise sur pied du portail intranet étudiant *Symbiose*, lauréat du premier prix de la catégorie Intranet d'entreprise dans le cadre des prix OCTAS 2003 de la Fédération de l'informatique du Québec. DE GAUCHE À DROITE : Marc Pelletier, du Bureau de la promotion des programmes, Mourad Mohand-Saïd, des Services aux étudiants, Éric Tremblay, webmestre, et Martin Thibert, du Service de l'informatique et de l'audiovisuel.

cyberpsychologie clinique. De plus, le gouvernement du Canada a annoncé en mars 2003 qu'il accordait une somme de 10 millions étalée sur cinq ans pour la création du Centre de recherches en technologies langagières qui aura pignon sur rue sur le campus de l'UQO.

Dans le cadre d'un protocole de partenariat avec l'Institut québécois d'aménagement de la forêt feuillue (IQAFF), deux chercheurs de cet organisme ont été nommés à titre de professeurs associés au Département d'informatique et d'ingénierie. Cette collaboration devrait mener à la constitution d'une nouvelle infrastructure majeure conjointe UQO-IQAFF pour accentuer les efforts de recherche régionaux en aménagement forestier.

À l'instar des années passées, l'expertise en recherche des professeurs a continué d'être reconnue dans

le cadre des concours nationaux de financement basés sur l'évaluation par les pairs, ainsi qu'à l'occasion des collaborations interinstitutionnelles avec des équipes de recherche reconnues, ce qui a permis à l'UQO, encore cette année, de voir augmenter le financement de ses activités de recherche.

LES PARTENARIATS ET L'IMPLICATION DANS LE MILIEU

L'implication de l'UQO dans le milieu s'est concrétisée cette année sous diverses formes. Le Bureau de liaison université-milieu (BLUM) a coordonné le développement et l'offre de formation continue, notamment en comptabilité d'exercice, pour le compte de Formation et perfectionnement Canada, et en communication écrite pour des employés de la Régie régionale

de la santé et des services sociaux de la région de l'Outaouais, ou encore pour le compte des chefs d'unité et des agents des services correctionnels du Québec et à l'intention des gestionnaires de centres de la petite enfance.

Le BLUM a également collaboré à un colloque à l'intention des professionnels en intervention familiale portant sur le développement et le partage des compétences et des pouvoirs des familles et des intervenants. Par ailleurs, une journée de perfectionnement a été organisée en collaboration avec l'Association québécoise de gérontologie de l'Outaouais sous le thème *Abus et violence envers les aînés : un défi et une responsabilité à partager*.

LE PERSONNEL

Au cours de l'année, l'Université s'est penchée sur le dossier des conventions collectives de travail de trois groupes de son personnel syndiqué. L'UQO a convenu avec le Syndicat du personnel de soutien de prolonger pour une année supplémentaire la convention collective de travail qui venait à échéance le 31 mai 2003 et a entamé des discussions avec le Syndicat des chargés de cours visant à renouveler leur convention collective de travail qui arrivait aussi à échéance le 31 mai. Enfin, l'Université a convenu d'une entente avec le Syndicat des professeurs visant à renouveler leur convention collective jusqu'en mai 2007.

L'année 2002-2003 a mené à l'embauche de 23 nouveaux membres du personnel, dont 17 professeurs, faisant ainsi passer le corps professoral à plus de 160 personnes.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

Au terme du contrat de performance signé avec le ministère de l'Éducation, l'UQO a réussi à atteindre, voire même dépasser, de nombreuses cibles, tels le développement de la programmation et de

la recherche et l'augmentation des effectifs étudiants. Toutefois, l'objectif d'équilibre budgétaire prévu au contrat est toujours hors d'atteinte malgré les nombreux efforts déployés. La situation financière de l'Université reste donc difficile et nécessite toujours un ajustement significatif de sa subvention de base. Un budget révisé a été adopté en octobre 2002 avec pour objectif d'entamer le redressement dès 2002-2003. On y prévoyait un déficit annuel d'environ 1,6 million. Toutefois, le résultat final devrait se solder sous les prévisions avec un déficit en deçà de 1 million.

Par ailleurs, au cours de l'année, l'Université a entamé la construction de nouvelles résidences étudiantes qui permettront de doubler la capacité d'accueil dès l'automne 2003.

LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

L'année qui se termine a permis de consolider les actions de l'UQO sur le plan international. Entre autres, un protocole d'entente avec l'Universidad Acción pro educación y cultura de la République Dominicaine permet à l'UQO d'offrir une formation de deuxième cycle en gestion de projet en sol dominicain.

Un certain nombre d'ententes signées avec des universités européennes favorisent les activités conjointes de recherche ainsi que les échanges d'étudiants. Les ententes avec l'Université d'Almería (Espagne), l'École polytechnique de Varsovie (Pologne), l'Institut supérieur des matériaux et mécaniques avancés - ISMANS (France) et l'Euromed Marseille - École de management (France) ne sont que quelques exemples de ce type de collaboration. Chaque année, une soixantaine d'étudiants de premier ou de deuxième cycle tirent avantage de ces ententes.

L'UQO a aussi signé un protocole d'entente avec l'Institut international de planification de l'éducation (IIPe) de l'UNESCO. Le domaine de coopération touche la formation, la recherche et le développement



Dans le cadre de la collation des grades, Diane Dubeau, professeure au Département de psychoéducation et de psychologie, a reçu le Prix d'excellence en enseignement 2002. Dans l'ordre habituel, Francis R. Whyte, recteur, Diane Dubeau, et Denis Dubé, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche.

des compétences des gestionnaires de projet en éducation. Dans ce contexte, des professeurs en gestion et en éducation de l'UQO ont agi en tant qu'experts et formateurs dans le cadre de l'Université d'été 2002 de l'IIPe à Paris. À la suite de cette intervention, les membres de l'UQO se sont vu confier le mandat d'organiser la session d'été 2004 à Gatineau.

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE L'ANNÉE

Outre la création de nouveaux programmes, départements et instances de recherche, l'année aura été marquée par la hausse remarquable des ins-

criptions qui ont augmenté de 7,3 % au premier cycle et de 24,2 % aux cycles supérieurs par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, l'Université a été récompensée à plusieurs reprises pour ses réalisations, notamment en obtenant le prix de bronze du Conseil canadien pour l'avancement de l'éducation dans la catégorie Meilleur magazine ou meilleure revue - petits bureaux pour son magazine *Savoir Outaouais* et en remportant le premier prix de la catégorie Intranet d'entreprise dans le cadre des prix OCTAS 2003 de la Fédération de l'informatique du Québec pour son portail intranet étudiant *Symbiose*.



Inauguration de la Chaire de recherche du Canada en photonique. DANS L'ORDRE HABITUEL : Denis Dubé, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, Marcel Proulx, député fédéral de Hull-Aylmer, Wojtek Bock, professeur au Département d'informatique et d'ingénierie et titulaire de la chaire, et Suzanne Corbeil, vice-présidente, relations extérieures, de la Fondation canadienne pour l'innovation.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Il n'y a aucun doute que l'UQO est entrée dans une phase d'accélération de son développement. À cet effet, la tenue du Forum sur l'enseignement supérieur en Outaouais, en octobre 2003, permettra à l'Université de définir clairement ses orientations de développement stratégique pour les dix prochaines années, dans le cadre d'une démarche novatrice de collaboration entre les établissements d'enseignement supérieur de la région et la communauté. Cette démarche devrait permettre à l'UQO de mieux situer ses stratégies de développement par rapport aux paramètres de développement de la région et d'obtenir des ressources additionnelles. L'avenir est donc prometteur pour notre université qui entend occuper toute la place qui lui revient dans le développement du Québec et dans le réseau des universités québécoises.

Francis R. Whyte
Recteur

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

DIRECTION

FRANCIS R. WHYTE, recteur • DENIS DUBÉ, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche • LOUIS CHAPELAIN, vice-recteur à l'administration et aux ressources • MICHELINE BONDU, secrétaire général

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président PIERRE-JACQUES JPPERSIEL*

Membres DENIS BROCHU, professeur • LOUIS CHAPELAIN, vice-recteur à l'administration et aux ressources • PIERRE CHARRON, professeur • HUGUETTE COUSINEAU, chef de l'administration des programmes, CLSC des Draveurs • DENIS DUBÉ, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche • PIERRETTE DUPONT-ROUSSE, avocate retraitée • JOCELYNE GADBOIS, coordonnatrice des services cliniques, Hôpital Montfort • JEAN-PIERRE GIROUX*, diplômé, gestionnaire, marketing et développement, Groupe ADGA • JACQUELINE GRÉGOIRE, propriétaire dirigeante, Univers de la promotion • HUBERT LACROIX, chargé de cours • GINETTE OUELLETTE, représentante des collèges, directrice du Collège de l'Outaouais • FRANCINE RANCOURT*, professeure • FRANCIS R. WHYTE*, recteur

Secrétaire MICHELINE BONDU, secrétaire général

COMMISSION DES ÉTUDES

Président FRANCIS R. WHYTE, recteur

Membres RENÉ BÉDARD, chargé de cours • CHRISTIANE BENOÎT, professeure • MONIQUE BOURGET, chargée de cours • GINETTE DAIGNEAULT, professeure • ANDRÉ DOLBEC, professeur • DENIS DUBÉ, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche • MICHEL FILION, professeur • ISABELLE GREEN-DEMERS, professeure • SIMON LEMIEUX, étudiant • ANTOINE MÉMÉ, étudiant • ISMAEL OUÉDRAOGO, étudiant • DANIEL PELLETIER, doyen des études • SÉBASTIEN ROY, étudiant • JUAN SALAZAR, professeur • JEAN VAILLANCOURT, doyen de la recherche • FRANCIS R. WHYTE, recteur

Secrétaire MICHELINE BONDU, secrétaire général

* Membre du Comité exécutif

Le pavillon Lucien-Brault



RAPPORT DU RECTEUR



PHOTO : CHRISTIAN LEDUC

JULES
ARSENULT

L'année 2002-2003 a marqué la fin du contrat de performance de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT). L'UQAT a atteint ses principaux objectifs, dont l'équilibre budgétaire. En outre, la région et la province ont fortement sollicité les membres de la direction dans des dossiers déterminants comme le Rendez-vous national des régions. Johanne Jean, vice-rectrice à l'enseignement et à la recherche, s'est ainsi investie dans les travaux devant mener à l'entente ACCORD. Pour sa part, le recteur Jules Arsenault a coprésidé avec Michel Belley, recteur de l'Université du Québec à Chicoutimi, la Commission d'étude sur la maximisation des retombées économiques de l'exploitation des ressources naturelles dans les régions ressources. Enfin, la préparation du prochain plan de développement s'est amorcée.

LES PROGRAMMES D'ÉTUDES
ET LES ÉTUDIANTS

Forte d'un baccalauréat en multimédia unique au Québec, l'UQAT y a ajouté un programme de certificat en création 3D au cours de 2002-2003. De plus, l'Université propose un nouveau certificat en peinture. Pour aller plus loin et mieux répondre aux besoins de ses étudiants adultes, elle a approuvé la constitution d'un certificat multidisciplinaire. Ce certificat, qui comporte un minimum de contraintes, s'adapte fort bien à une clientèle qui veut explorer plusieurs domaines de formation sans être limitée par les règles rigides des programmes disciplinaires ou même du certificat personnalisé. Du côté de la santé, les étudiants en sciences infirmières profiteront eux aussi en région d'un tout nouveau DEC-BAC intégré en vertu d'une entente entre l'UQAT et le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue. Le baccalauréat en sciences infirmières a été revu en conséquence.

Le professeur François Ruph, de concert avec la Direction des services à la clientèle, a publié un *Guide de réflexion sur les stratégies d'apprentissage à l'université* dans lequel les étudiants peuvent puiser pour mieux se connaître et tirer le meilleur parti de leurs aptitudes.

Les étudiants à la maîtrise en gestion de projet ont connu un beau succès avec leur premier Salon de la gestion de projet. Plus d'une centaine de personnes y ont participé et la plupart ont exprimé le vœu que l'activité se poursuive d'année en année. Celles et ceux de comptabilité ont maintenu la tradition d'excellence de l'UQAT en obtenant de très

bonnes positions aux concours nationaux. Dans le même esprit, l'Ordre des comptables en management accrédités (CMA) a remis son accréditation à l'UQAT. Les étudiants sont ainsi exemptés d'examens pour obtenir le titre professionnel.

Il faut aussi souligner l'excellente initiative de deux étudiantes en travail social, Carole Boisclair et Nathalie Côté, qui ont mis sur pied le comité Dépanne-moi pour venir en aide aux étudiants avec des problèmes de pauvreté.

Pour leur part, Isabelle Gaumond et Anne Marcouiller ont reçu respectivement les Médailles d'or et d'argent du mérite scolaire de la Gouverneure



PHOTO : BERNARD PELLETIER

Le recteur Arsenault, à droite, souhaite la bienvenue dans l'équipe au directeur du campus d'Amos, Daniel Lampron.



PHOTO : ANNIE BOUDREAU

Le noyau du LARESCO. DE GAUCHE À DROITE : les professeurs Suzanne Dugré, André Gagnon, Daniel Thomas et Sébastien Savard.

générale du Canada, la très honorable Adrienne Clarkson, pour marquer la grande qualité de leurs performances. Le Prix de la Lieutenant-gouverneur du Québec, l'honorable Lise Thibault, a été attribué à Karine Boutin-Chartier.

LA RECHERCHE ET LA FORMATION DE CHERCHEURS

Avec un peu plus de 8 millions de dollars de contrats et de subventions, le secteur de la recherche demeure toujours aussi performant. Au cours de l'année, deux Chaires de recherche du Canada et la chaire conjointe UQAT - Université de Sherbrooke en douleur ont vu le jour. De plus, la Chaire industrielle CRSNG-UQAT-UQAM en aménagement foresterie durable s'est consolidée grâce à un appui financier majeur du gouvernement québécois. Toujours en foresterie, l'UQAT a profité de l'ouverture de son campus d'Amos pour

y installer un groupe de recherche en ligniculture. Pour sa part, le Laboratoire Télébec Mobilité de recherche en communications souterraines a entrepris un ambitieux projet auquel collaborent l'INRS-Télécommunications, l'Université Laval, l'Université d'Ottawa, Télébec et les Laboratoires universitaires Bell. L'Unité de recherche et de développement en agroalimentaire met à profit une ressource méconnue de l'Abitibi-Témiscamingue en menant des travaux sur la production d'un bœuf à l'herbe, sans hormones et sans antibiotiques. Préoccupés par l'avancement du milieu, des professeurs de l'Unité d'enseignement et de recherche en développement humain et social ont créé le Laboratoire de recherche pour le soutien des communautés. Déjà, les demandes affluent. L'Unité de recherche sur les interactions humaines a lancé le programme *Écopréscolaire* à l'intention des enfants, des parents et des éducateurs.

LES PARTENARIATS ET L'IMPLICATION DANS LE MILIEU

L'UQAT est reconnue pour les liens étroits qu'elle entretient avec son milieu, l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec. Elle noue des partenariats aussi bien en enseignement qu'en recherche. Ainsi, s'est-elle associée aux deux autres ordres d'enseignement de la région pour présenter une position commune à la Commission de l'éducation sur les fluctuations de clientèles dans le secteur de l'éducation. Les trois partenaires ont demandé à l'État de considérer leur rôle dans le développement régional et d'ajuster leur financement en conséquence.

Du côté de l'enseignement, elle a conclu une entente de coopération avec le Collège Mérici de Québec pour poursuivre le développement d'une filière intégrée d'enseignement postsecondaire du multimédia. Elle a aussi réalisé une première au Québec en s'associant à l'École D'Iberville de Rouyn-Noranda pour l'appuyer dans la mise en place de l'approche orientante.

LE PERSONNEL

L'année a été marquée par plusieurs nominations à des postes importants à l'Université. Roger Gauthier a été élu à la présidence du conseil d'administration. Yolette Lévy occupe dorénavant la vice-présidence. Pour sa part, Johanne Jean a vu son mandat reconduit au vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche et Daniel Lampron est devenu directeur du campus de l'UQAT à Amos.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

L'exercice financier 2002-2003 s'est terminé par un excédent de 243 650 \$. Par contre, l'UQAT demeure à l'étroit dans son campus de Rouyn-Noranda à cause, notamment, de ses excellentes performances en recherche. À Val-d'Or, l'Université a mené une étude en vue



Nathalie Côté et
Carole Boisclair
du comité
Dépanne-moi.

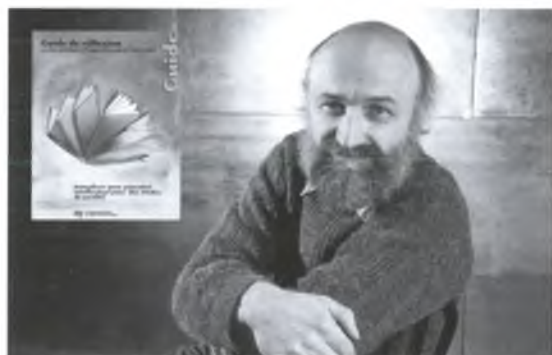
PHOTO : FRANÇOIS JALBERT

de construire un pavillon des Premières Nations, car cette clientèle y prend une importance grandissante. Enfin, l'UQAT a emménagé dans un nouveau campus à Amos. Elle y dispose maintenant de locaux adéquats tant pour l'enseignement que pour les activités de recherche. L'UQAT a aussi entrepris la construction de sa station de recherche de la Forêt d'enseignement et de recherche du lac Duparquet. Les locaux deviendront disponibles au cours de la prochaine année.



Le recteur Arsenault, Isabelle Gaumont, Karine Boutin-Chartier, Anne Marcouiller et le président Roger Gauthier.

PHOTO : GUY PREVOST



Le professeur Ruph offre aux étudiants une méthode pour se découvrir et mieux apprendre.

PHOTO : MANON POITRAS

LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

L'UQAT attire davantage d'étudiants étrangers d'année en année. L'Université poursuit aussi ses collaborations avec d'autres établissements de partout sur la planète. Ses étudiants, pour leur part, s'intéressent de plus en plus à ce qui se passe outre-frontières. En collaboration avec Jeunesse du monde, un groupe d'étudiants et de diplômés en éducation et en psychoéducation s'est ainsi rendu au Cameroun pour procurer des activités socioéducatives

aux enfants d'une colonie de vacances. Des représentants du multimédia à l'UQAT ont aussi participé à l'université d'été de Toulouse en France. Il est permis de croire que ces relations prendront de l'importance à l'avenir. En éducation, les échanges se poursuivent avec l'Institut de formation des maîtres de Reims.

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE L'ANNÉE

L'année 2002-2003 a vu la mise sur pied du comité de planification du nouveau plan de développement de l'UQAT. Les premiers travaux ont permis de dresser un bilan des cinq dernières années. Des rencontres ont eu lieu dans tous les centres de l'Université en Abitibi-Témiscamingue et au Nord-du-Québec. Force est de constater les attentes considérables des communautés envers l'UQAT quant à leur développement. L'année écoulée a aussi vu les universités en région du réseau de l'Université du Québec se rapprocher et signer une entente cadre de collaboration.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Du côté des clientèles, l'UQAT se fixe comme objectif d'atteindre 1500 étudiants en équivalence au temps. Pour y arriver, elle misera sur l'amélioration de son taux de rétention des étudiants inscrits, sur l'enseignement à distance et sur la formation des communautés autochtones. En effet, ces populations sont jeunes, encore sous-scolarisées, et ont la volonté de prendre leur avenir en main. L'Université demande aussi à l'État de lui reconnaître des programmes particuliers et uniques : le multimédia en est un exemple.

En recherche, l'UQAT entend bien consolider son leadership en ajoutant deux nouvelles chaires : une en mines et une autre en forêt. Elle poursuivra son développement dans le domaine de l'agroalimentaire



Le futur pavillon des Premières Nations du campus de Val-d'Or.

et investira dans le développement des ressources hydriques. L'Université entend enfin se repositionner en ce qui concerne le développement régional.

Pour soutenir ses équipes performantes en recherche, l'UQAT devra disposer des locaux nécessaires. Elle aura à tenir à jour ses laboratoires et autres outils de recherche et d'enseignement. La solution repose sur un meilleur financement des frais indirects de la recherche.

L'UQAT fera aussi face à un problème de relève de son personnel particulièrement chez les professeurs. Dans le contexte des années à venir, elle doit envisager de les former en son sein même.

L'Université maintiendra le cap sur l'équilibre budgétaire et commencera à résorber son déficit accumulé. À ce titre, l'UQAT compte faire valoir ses arguments à la Commission parlementaire sur la qualité, l'accessibilité et le financement des universités, promise par le ministre de l'Éducation, Pierre Reid.

Jules Arsenaault
Recteur

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

DIRECTION

JULES ARSENAULT, recteur • LUC BERGERON, vice-recteur aux ressources • JOHANNE JEAN, vice-rectrice à l'enseignement et à la recherche et registraire • JEAN TURGEON, secrétaire général et directeur des Services aux étudiants.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président	ROGER GAUTHIER*
Membres	JULES ARSENAULT*, recteur • MARTINE AYOTTE, directrice des relations avec la clientèle • LOUISE BÉDARD, chargée de cours • ADELE BELANGER, directrice des relations générales, Tembec Inc. • MÉLANIE CORRIVEAU, étudiante • RAYMOND GAULIN, professeur, Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue • FRANÇOIS GODARD*, professeur • JOHANNE JEAN, vice-rectrice à l'enseignement et à la recherche • YOLETTE LÉVY*, membre socioéconomique • MICHEL MARŠAN, professeur • JOHANNE MORASSE, professeure, Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue • CLÉMENT ROY*, membre socioéconomique • NATASHA SMITH, étudiante • SUZANNE TAMSE, professeure • RAYMOND THIBAUT, vice-président exploitation, Société de développement de la Baie-James
Observateurs	CLAIRE HOGAN, technicienne en administration • DANIEL LAMPRON, directeur du campus d'Amos • ROBERT PAQUIN, directeur du campus de Val-d'Or
Invité permanent	LUC BERGERON, vice-recteur aux ressources
Secrétaire	JEAN TURGEON, secrétaire général

COMMISSION DES ÉTUDES

Président	JULES ARSENAULT, recteur
Membres	ANDRÉ BELLAVANCE, professeur • ÈVE BOYER, étudiante • SYLVIE CARON, étudiante • DONIS CARRIER, professeure • LYNE FECTEAU, professeure • ANDRÉ GAGNON, professeur • SIMON GAIVIN, étudiant • JOHANNE JEAN, vice-rectrice à l'enseignement et à la recherche • KARINE JOBIN, étudiante • LOUISE LEMIEUX, chargée de cours • MÉLANIE RIVARD, étudiante • SUZIE ROY, étudiante • FRANCINE TREMBLAY, professeure • SERGE TREMBLAY, professeur
Observateurs	MARTINE AYOTTE, directrice des relations avec la clientèle • JEAN-CLAUDE BOURASSA, coordonnateur au vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche • LUC SIGOUIN, directeur de la bibliothèque • DENIS VERRÉT, responsable du Bureau du registraire
Secrétaire	JEAN TURGEON, secrétaire général

*Membre du Comité exécutif

RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

PIERRE
LAPOINTE

Une année féconde ponctuée par de nombreuses réalisations scientifiques, d'importants investissements dans les infrastructures de recherche et surtout par le recrutement d'une vingtaine de nouveaux professeurs-chercheurs. Présent dans des créneaux porteurs de développement pour la société, l'INRS continue d'exceller et de relever les défis de la recherche universitaire et de la formation de deuxième et de troisième cycle en ce début de XXI^e siècle.

LA RECHERCHE

Cinq nouvelles Chaires de recherche du Canada ont été attribuées à des professeurs-chercheurs de l'INRS au cours de la dernière année. Elles s'inscrivent dans les grandes priorités de recherche de l'Institut, notamment l'immunité et les maladies infectieuses, les communications sans fil à haute vitesse, les nanotechnologies,

la photonique ultrarapide ainsi que la gestion intégrée des ressources.

D'autres sujets figurent à l'agenda des professeurs-chercheurs. Ceux-ci s'intéressent aux trajectoires familiales en changement, aux pratiques de formation dans les petites et moyennes entreprises manufacturières, à l'intégration des immigrants au Québec et au Canada, aux trajectoires de réussite scolaire pour les groupes immigrants et les groupes autochtones.

Leur action est multiple, allant de la recherche au développement d'applications environnementales, biomédicales, industrielles. Comment réagissent les écosystèmes des mers glacées aux variations climatiques ? Quels effets ont les innovations technologiques sur la consommation québécoise d'électricité ? Quel est le rôle des facteurs environnementaux et du mode de vie dans l'apparition du cancer de la prostate ? Ces questions et bien d'autres motivent leurs travaux de recherche.

De plus, l'INRS a accru ses capacités de recherche en se dotant de nouvelles infrastructures de pointe, grâce au soutien de la Fondation canadienne pour l'innovation et du gouvernement du Québec. L'implantation d'une usine-pilote mobile permet maintenant aux professeurs-chercheurs de tester des technologies environnementales. Ils ont également accès au Laboratoire de limnologie et de géochimie pour étudier les changements climatiques, ainsi qu'à de nouveaux équipements dans le domaine des micro et des nanotechnologies. Ils disposent enfin de nouveaux instruments pour étudier les relations hôte-pathogènes et pour comprendre comment une réponse antivirale rapide et efficace peut être générée.

LA FORMATION DE CHERCHEURS

À l'automne 2002, l'INRS a accueilli 278 étudiants à la maîtrise, 196 au doctorat ainsi que 53 étudiants postdoctoraux dans la vingtaine de programmes d'études offerts à l'Institut.

Des programmes de maîtrise et de doctorat en études démographiques sont maintenant offerts conjointement par l'INRS et l'Université de Montréal. Une table ronde sur les enjeux contemporains de la



Le recteur de l'Université de Montréal, Robert Lacroix, et le directeur général de l'INRS, Pierre Lapointe, ratifient le protocole d'entente de collaboration en statistiques sociales en présence du doyen de la Faculté des arts et des sciences de l'Université de Montréal, Joseph Hubert, de la directrice du Centre interuniversitaire québécois de statistiques sociales, Céline Le Bourdais, du professeur Paul Bernard du Département de sociologie de l'Université de Montréal et du directeur du centre Urbanisation, Culture et Société de l'INRS, Gérard Divay.



Les chercheurs de l'INRS accumulent des connaissances sur les mécanismes de contamination de l'environnement et développent des outils pratiques pour estimer la qualité des écosystèmes aquatiques.

démographie a été organisée pour souligner la mise en œuvre de ces programmes et s'interroger sur la formation qui devrait être offerte aux futurs démographes.

LES PARTENARIATS ET L'IMPLICATION DANS LE MILIEU

Au chapitre des partenariats, signalons que l'INRS a renouvelé son entente de collaboration scientifique avec la Commission géologique du Canada et a signé un protocole de collaboration dans le domaine des statistiques sociales avec l'Université de Montréal.

Par ailleurs, l'implication des professeurs-chercheurs ne s'est pas démentie. Ces derniers ont pré-

senté un mémoire concernant le traitement du lisier de porc et l'usage des antibiotiques dans ce type d'élevage, lors de la Consultation publique sur le développement durable de l'industrie porcine au Québec réalisée par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement. Leur expertise a également été fortement sollicitée lors de la crise du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS).

L'état de contamination de l'eau à Shannon et dans la rivière Jacques-Cartier a donné lieu à un rapport qui a soulevé un vif intérêt. La question de l'approvisionnement en eau des municipalités de la Côte-Nord a aussi retenu l'attention des professeurs-chercheurs.

L'expertise des professeurs-chercheurs de l'INRS dans le domaine de nouveaux matériaux a été également sollicitée par l'Agence spatiale canadienne. Ils sont également impliqués dans de nombreux réseaux de recherche axés, entre autres, sur les nanotechnologies, les changements climatiques, les plasmas, les études urbaines, la gouvernance chez les autochtones.

En vue de soutenir et de promouvoir le développement de la culture scientifique, l'INRS est devenu partenaire de Télésience, le seul festival international du film scientifique au Canada.

En mai 2003, la Bibliothèque nationale du Québec et la Chaire Fernand-Dumont sur la culture de l'INRS ont organisé le colloque *Bibliothèques publiques et transmission de la culture à l'orée du XXI^e siècle*, en collaboration avec la bibliothèque Gabrielle-Roy et l'Association pour l'avancement des sciences et des technologies de la documentation.

LES RESSOURCES HUMAINES

Deux nouvelles conventions collectives sont entrées en vigueur au cours de l'année, à la suite des ententes intervenues avec le Syndicat des professeurs de l'INRS et le Syndicat des employés de soutien de l'INRS-Institut Armand-Frappier, section locale 1733 du Syndicat canadien de la Fonction publique (SCFP).

Au chapitre des nominations, soulignons celles de Michèle Gauthier à titre de secrétaire générale de l'INRS et de Carl A. Gagnon au poste de directeur du Centre de biologie expérimentale.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

La situation financière de l'Institut présente un surplus d'opération non récurrent. Ce surplus s'explique en grande partie par la difficulté à recruter de nouveaux professeurs, les universités étant aux prises avec une pénurie de candidats.



Le directeur du centre Urbanisation, Culture et Société, Gérard Divay, la directrice du Musée de la civilisation, Claire Simard, et le directeur général de l'INRS, Pierre Lapointe, sont en compagnie de la coordonnatrice du *Traité de la culture*, Denise Lemieux, professeure-chercheure au centre Urbanisation, Culture et Société, lors du lancement de cet ouvrage qui illustre la richesse remarquable de la création au Québec dans tous les domaines culturels.

Le projet de l'édifice à Québec, qui regroupera toutes les installations de l'INRS dans la région, a progressé de façon notable. La construction a débuté et le tout devrait être terminé comme prévu en septembre 2004.

En collaboration avec le fonds immobilier du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FSTQ), l'INRS a contribué à la mise en place du Centre de développement des biotechnologies de Laval (CDBL), un projet multilocationnel de 128 000 pieds carrés dont la dernière phase est en cours de réalisation. Au cœur de la Cité de la biotechnologie et de la santé humaine, ce centre offre des installations de pointe et des avantages fiscaux aux entreprises désirant poursuivre des activités de recherche et de développement dans les domaines de la biotechnologie et de la santé humaine.

LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Des professeurs-chercheurs de l'INRS participent à une mission de recherche en vue de mettre en lumière les effets des changements climatiques dans l'Arctique et de cerner les conséquences des contaminants sur la santé des espèces marines.

Ils se préoccupent de la lutte contre la pauvreté et de l'insertion en emploi en Argentine. Ils sont également présents au Honduras et au Nicaragua pour seconder leurs collègues en matière de gestion urbaine.

L'expertise du Laboratoire de contrôle du dopage de l'INRS a été mise à profit pour effectuer les tests de dépistage lors des derniers Jeux Panaméricains, tenus en République dominicaine.

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE L'ANNÉE

Le directeur du centre Eau, Terre et Environnement, Jean-Pierre Villeneuve, a reçu le prix Adrien-Pouliot de l'Acfas, pour son importante coopération scientifique avec la France dans le domaine de la gestion de l'eau par bassin versant. Le professeur Peter G.C. Campbell du centre Eau, Terre et Environnement a fait son entrée à la Société royale du Canada alors que le directeur général de l'INRS, Pierre Lapointe, a reçu le titre de chevalier dans l'Ordre national des Palmes académiques, un honneur attribué par le gouvernement français en guise de reconnaissance pour son engagement dans le rapprochement universitaire de la France et du Québec.

L'année a également été marquée par le lancement du *Traité de la culture* qui fait le point sur les savoirs accumulés au cours de 25 ans de recherche sur la culture tout en illustrant la richesse remarquable de la création au Québec dans tous les domaines culturels. Par ailleurs, les conclusions d'un important projet de recherche portant sur la dynamique spatiale de l'économie canadienne et l'avenir des régions périphériques du Québec et des provinces de l'Atlantique ont contribué au débat sur le devenir des régions.



L'électronique et les télécommunications de demain reposeront sur des composants de plus en plus miniaturisés : les circuits intégrés et dispositifs optiques d'aujourd'hui seront remplacés par de nouveaux matériaux dans lesquels seront sculptées de minuscules structures ne dépassant guère quelques milliardièmes de mètres.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Être à l'avant-garde pour contribuer à l'innovation sociale, scientifique et technologique demeure une priorité pour l'INRS. Pour cela, il faut anticiper les changements, déceler les tendances qui se dessinent et développer une meilleure compréhension des besoins. L'INRS est bien positionné pour faire face à ces exigences comme en témoignent les acquis et les succès



Les chercheurs scrutent dans le détail le comportement des cellules du système immunitaire pour comprendre le rôle de chacune de ces entités dans la génération d'une réponse immunitaire. Leurs travaux pourraient permettre d'imaginer de nouvelles stratégies pour lutter contre de nombreuses maladies.

des dernières années. Comme institution universitaire, l'INRS est appelé à jouer un rôle de premier plan dans un monde où les modes de vie et la culture sont façonnés de plus en plus par les avancées scientifiques et technologiques.

Pierre Lapointe
Directeur général

DIRECTION

PIERRE LAPOINTE, directeur général • JEAN LAVOIE, directeur de l'administration et des finances • SINH LEQUOC, directeur scientifique • MICHÈLE GAUTHIER, secrétaire générale

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président ARMAND COUTURE*, président, La Société Bédemar ltée

Membres PIERRE BÉLANGER, directeur général, Laval Technopole • MARY-ANN BELL, première vice-présidente, Centre de contact clients - Marché consommateur, Bell Canada • NICOLE BOULET, commissaire, Bureau d'audiences publiques sur l'environnement • PIERRE COULOMBE, consultant • GILBERT DIONNE, consultant • MARC-ANDRÉ FORTIN, étudiant, Centre Énergie, Matériaux et Télécommunications, INRS • MADELEINE GAUTHIER, professeure, Centre Urbanisation, Culture et Société, INRS • PAVEL HAMET, directeur de la recherche, Centre hospitalier de l'Université de Montréal • JEAN-CLAUDE KIEFFER, professeur, Centre Énergie, Matériaux et Télécommunications, INRS • JEAN-FRANÇOIS LALIBERTÉ, professeur, Centre Institut Armand-Frappier, INRS • PIERRE LAPOINTE*, directeur général, INRS • SINH LEQUOC*, directeur scientifique, INRS • CHRISTINE MARTEL*, consultante en administration publique • LOUISE MILOT, consultante • JEAN-PIERRE VILLENEUVE*, directeur, Centre Eau, Terre et Environnement, INRS

Secrétaire MICHÈLE GAUTHIER*, secrétaire générale

COMMISSION DE LA RECHERCHE

Président PIERRE LAPOINTE, directeur général, INRS

Membres SIMON BARNABÉ, étudiant, Centre Eau, Terre et Environnement, INRS • DIANE BARRIAULT, agente de recherche, Centre INRS-Institut Armand Frappier, INRS • MOHAMED CHAKÉR, directeur, Centre Énergie, Matériaux et Télécommunications, INRS • MAUDE DESROSNIERS-TALBOT, étudiante, Centre Urbanisation, Culture et Société, INRS • GÉRARD DIVAY, directeur, Centre Urbanisation, Culture et Société, INRS • MARTIN GIROUX, étudiant, Centre INRS-Institut Armand-Frappier, INRS • ÉRIC IRISSOU, étudiant, Centre Énergie, Matériaux et Télécommunications, INRS • BENOÎT LATREILLE, professionnel de recherche, Centre INRS-Institut Armand-Frappier, INRS • SINH LEQUOC, directeur scientifique, INRS • ALAIN MAILHOT, professeur, Centre Eau, Terre et Environnement, INRS • LOUIS MATHIER, directeur, Service des études supérieures, INRS • HORST D. PACHER, professeur, Centre Énergie, Matériaux et Télécommunications, INRS • RICHARD SHEARMUR, professeur, Centre Urbanisation, Culture et Société, INRS • YVES ST-PIERRE, professeur, Centre INRS-Institut Armand-Frappier, INRS • PIERRE TALBOT, directeur, Centre INRS-Institut Armand-Frappier, INRS • JEAN-PIERRE VILLENEUVE, directeur, Centre Eau, Terre et Environnement, INRS

Secrétaire MICHÈLE GAUTHIER, secrétaire générale

* Membres du Comité exécutif



MARCEL
PROULX

L'année 2002-2003 a été pour l'ÉNAP une année de réalisations exceptionnelles conformément aux objectifs ambitieux qu'elle s'était fixés en début d'année; renforcement de la visibilité organisationnelle, raffermissement de nos liens avec le gouvernement du Québec, consolidation de nos programmes crédités, amélioration de notre offre de services aux organisations, développement de nos réseaux internationaux, croissance de notre clientèle aux études créditées et de notre contribution à la préparation de la relève dans le secteur public.

LES PROGRAMMES D'ÉTUDES ET LES ÉTUDIANTS

Au cours de l'année 2002-2003, l'École a connu, pour une autre année consécutive, une augmentation de plus de 12 % de sa clientèle à ses programmes d'étu-

des créditées. L'évolution démographique des secteurs public et parapublic québécois a entraîné un plus grand besoin de formation pour des gestionnaires appelés à assumer de nouvelles fonctions ou des employés nouvellement embauchés par les ministères et organismes.

La maîtrise pour gestionnaires est encore le programme qui attire le plus grand nombre d'étudiants (33 %) alors que pour la maîtrise pour analystes, où les étudiants qui forment la relève de demain s'inscrivent en plus grand nombre à temps plein, le niveau des inscriptions est également en hausse. Au total, le nombre d'étudiants a augmenté de plus de 34 % en deux ans.

En ce qui a trait aux programmes de troisième cycle, le nombre d'étudiants se maintient et demeure

au maximum de la capacité d'accueil de l'École. Au cours de l'année 2002-2003, 28 étudiants étaient inscrits au programme de doctorat et sept étudiants au programme court de troisième cycle pour un total de 35 étudiants.

Au total, à la session d'hiver 2003, 1602 étudiants étaient inscrits aux différents programmes d'études créditées alors qu'à la collation des grades, en novembre 2002, l'École a remis 283 diplômes de deuxième cycle.

LE PERFECTIONNEMENT

L'acquisition et l'actualisation des compétences reposent sur une panoplie de moyens qui s'avèrent les plus appropriés selon les circonstances et les besoins.



Étudiants à la maîtrise en administration publique.



DE GAUCHE À DROITE : Luc Bernier, directeur de l'enseignement et de la recherche, Geneviève Poulin, récipiendaire du prix Gérard-Bergeron, Madone Turcotte, présidente de l'ADENAP.

En plus de ses programmes d'études créditées, l'ÉNAP propose aux individus et aux organisations différentes avenues qui permettent le développement des compétences en gestion et l'amélioration du fonctionnement des administrations publiques pour de meilleurs services à la population.

L'évaluation des compétences, le perfectionnement, le conseil en gestion, l'accompagnement professionnel, l'animation du milieu constituent les principaux services professionnels offerts par l'ÉNAP. En 2002-2003, 3675 professionnels et gestionnaires ont eu recours à ces services qui ont généré des revenus totalisant 2 484 000 \$.

Pour être significatif et valable, il est préférable que le développement des capacités s'effectue dans la durée, en fonction de l'évolution des organisations et des changements qui s'y opèrent. Aussi, au cours de la dernière année, l'ÉNAP a accordé une attention toute particulière à consolider et à



DE GAUCHE À DROITE : Luc Bernier, directeur de l'enseignement et de la recherche, Denis Proulx, récipiendaire du prix d'excellence en enseignement de l'ÉNAP, Marcel Proulx, directeur général.

élargir des collaborations soutenues avec plusieurs acteurs importants du secteur public tels que le Secrétariat du Conseil du trésor, le Conseil exécutif, le Forum des jeunes, l'Association des cadres de la fonction publique, la Ville de Québec, le Conseil canadien de police. De même, des ententes de partenariat avec certaines entreprises privées comme Bell, Technomedia formation et CGI ont donné lieu à la réalisation de projets conjoints dans le domaine de la formation continue.

LA RECHERCHE

La dernière année a été marquée du sceau de la structuration alors qu'un plan triennal de développement stratégique de la recherche a été mis en œuvre. L'ÉNAP a mis d'abord sur ses acquis et consolidé la recherche dans quatre domaines qui ont contribué à affirmer son autorité : le management public et les théories des organisations; l'analyse



DE GAUCHE À DROITE : Madone Turcotte, présidente de l'ADENAP, Luc Bernier, directeur de l'enseignement et de la recherche, Claude-Michel Gagnon, récipiendaire du prix Roland-Parenteau.

et le management des politiques; les dimensions humaines de l'organisation; les dimensions technologiques de l'organisation. Elle a aussi investi dans deux domaines en émergence, la gouvernance et l'éthique publique, où de jeunes chercheurs ont initié des maillages interuniversitaires.

Concrètement, cela s'est traduit par un nombre record de projets soumis aux organismes subventionnaires et à la Fondation canadienne pour l'innovation. Les chercheurs de l'ÉNAP ont particulièrement bien performé au nouveau programme de recherche innovante du Fonds québécois de recherche sur la société et la culture, contribuant ainsi à affirmer la qualité, la pertinence et le caractère innovant de la recherche menée à l'ÉNAP. À ces réussites du côté de la recherche subventionnée s'ajoute l'essor remarquable de la recherche commanditée, inspiré notamment par les activités de l'Observatoire de l'administration publique.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

L'ENAP a terminé l'année 2002-2003 avec un excédent des produits sur les charges de 211 023 \$ au fonds de fonctionnement, laissant ainsi un surplus accumulé de 2 490 690 \$ au 31 mai 2003.

Les charges du fonds de fonctionnement s'élevaient à 14 413 088 \$. De ce montant, les dépenses relevant de l'enseignement et de la recherche totalisaient 7 392 415 \$ et les dépenses liées aux activités de perfectionnement se situaient à 1 931 673 \$.

Les dépenses du fonds avec restriction s'élevaient à 2 751 340 \$ et elles étaient réparties entre les affaires internationales et la recherche.

Du côté des revenus, la subvention provenant du ministère de l'Éducation du gouvernement du Québec

et redistribuée par l'Université du Québec s'élevait à 9 545 956 \$, ce qui représente 55 % des revenus totaux de fonctionnement. L'ENAP autofinance donc plus de 45 % de ses revenus.

LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Sur le plan des relations internationales institutionnelles, l'ENAP a raffermi et développé ses liens avec des écoles européennes ayant une mission semblable à la sienne. Cela s'est traduit notamment par la signature d'accords de coopération bilatérale avec l'Institut national d'études territoriales (INET) de Strasbourg, avec l'Institut régional d'administration (IRA) de Lille et avec celui de Lyon, ainsi que par le développement de liens privilégiés avec les IRA de Bastia et de Metz. Ces accords encadrent l'échange d'étudiants dans le cadre de

stages d'études et de stages pratiques. De plus, l'ENAP a signé un accord de coopération avec le Centre d'études européennes de Strasbourg (CEES); cet accord se traduira par la mise sur pied de programmes d'information et de formation pour des hauts fonctionnaires européens et québécois. Ces programmes sont développés avec la collaboration du Conseil du trésor, du ministère du Conseil exécutif et du ministère de Relations internationales québécois.

En matière de coopération internationale, l'année 2002-2003 a été caractérisée par la consolidation et l'extension de la Didacthèque internationale en management public qui compte maintenant six nouveaux partenaires dans autant de pays: Burkina Faso, Chili, Costa Rica, Maroc, Niger et République de Guinée. Des activités de formation de formateurs ont été réalisées au Costa Rica, au Maroc et à Québec; un programme visant à supporter les femmes cadres des administrations publiques a été élaboré pendant qu'un vaste chantier visant le développement d'un DESS à distance a été ouvert. Pour ce dernier projet, l'ENAP a reçu un financement complémentaire de Valorisation-Recherche Québec.

Par ailleurs, à la demande du gouvernement du Viet-Nam, l'ENAP a reçu à Québec un groupe de 22 formateurs de ce pays dans le cadre d'un programme de formation de formateurs.

L'ENAP a de plus obtenu un contrat du Department for International Development du gouvernement du Royaume-Uni pour concevoir et développer un programme de formation en ligne pour les cadres de l'administration publique rwandaise.

Comme chaque année, le Programme intégré de management pour les cadres étrangers a attiré une vingtaine de cadres de pays en développement à Québec en mai et juin.



Le professeur Jean Leclerc, en classe de maîtrise.



L'ÉNAP, dans le quartier Saint-Roch.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

L'année 2003-2004 sera une autre année de développement stimulante. L'ÉNAP retient cette année encore des objectifs élevés aussi bien dans le domaine de l'enseignement et de la recherche qu'en ce qui concerne le soutien administratif. L'ÉNAP souhaite maintenir la croissance de ses clientèles étudiantes, compléter et mettre en œuvre la réforme des programmes d'études, favoriser le développement de la recherche et des publications, étendre la pénétration de ses programmes d'études dans la fonction publique fédérale, maintenir son offre de services aux organisations, notamment dans le secteur de l'évaluation et du développement des compétences. L'École voudrait aussi diversifier les sources de financement de ses activités internationales et amorcer l'offre de cours à distance à l'étranger.

*Marcel Proulx
Directeur général*

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

DIRECTION

MARCEL PROULX, directeur général • LUC BERNIER, directeur de l'enseignement et de la recherche • ROBERT BRULOTTE, directeur des services administratifs et secrétaire général

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président MARCEL PROULX*, directeur général

Membres CLAUDE BEAUREGARD, professeur • LUC BERNIER, directeur de l'enseignement et de la recherche • SERGE BOUTIN, étudiant • JEAN-PIERRE DUPLANTIE*, directeur général, Les Centres de Jeunesse de Montréal • FRANÇOIS GIROUX*, secrétaire associé au secrétariat du Conseil du trésor • FRANÇOIS JOLY, président et chef d'exploitation, Desjardins Sécurité financière • AURÉLIE LEBLANC-CÔTÉ, Coordonnatrice de soins infirmiers, Hôpital du Haut-Richelieu • HÉLÈNE LEE-GOSSELIN, professeure, Université Laval • RICHARD MARCEAU, professeur • GUY MORNEAU, président-directeur général, Régie des rentes du Québec • FRANCINE SÉGUIN*, professeure, HEC • ANDRÉ TRUDEAU, sous-ministre, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale • SERGE VIAU*, directeur général, Ville de Québec

Secrétaire Robert Brulotte, secrétaire général

Ont également siégé en cours d'année : SYLVIE BEAUCHAMP, directrice de l'administration et secrétaire générale • JEAN-FRANÇOIS BÉLAND, étudiant • YVES POULIN, conseiller en administration publique

COMMISSION DES ÉTUDES

Président MARCEL PROULX, directeur général

Membres JEAN ASSELIN, professeur associé • ANDRÉ BAZINET, chef du service des politiques de personnel, Conseil du trésor • BENOÎT BAZINET, étudiant • SERGE BELLEY, directeur des programmes de troisième cycle • DIEUFERT BELLOT, étudiant • LUC BERNIER, directeur de l'enseignement et de la recherche • RAYMOND BLOUIN, directeur du perfectionnement, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation • SERGE BOUTIN, étudiant • MARIE-JOSÉE CAYER, conseillère en ressources humaines, Agence des douanes et du revenu du Canada • MOHAMED CHARIH, directeur des études à l'ÉNAP-Hull • FRANCIS GAUTHIER, étudiant • LOUISE LEMIRE, directrice des études à Montréal • DANIEL LOZEAU, professeur • NELSON MICHAUD, professeur • LUC PERRON, président du Syndicat des professeurs de l'État du Québec • MARCEL PROULX, directeur général • NATALIE RINFRET, professeure • LUCIE ROUILLARD, professeure • PIERRE VOYER, professeur • ROBERT BRULOTTE, registraire (membre non votant)

Secrétaire ROBERT BRULOTTE, secrétaire général

Ont également siégé en cours d'année : MARC BILOCOQ, directeur, Commission des droits de la personne et de la jeunesse • JULIE DE CARUFEL, étudiante • PATRICK NUGENT, conseiller en administration publique

* Membre du Comité exécutif

RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

YVES
BEAUCHAMP

Au menu de l'année: des travaux de rénovation et de construction, la création d'un programme de baccalauréat, d'excellents résultats des clubs étudiants aux compétitions estivales, sans oublier, encore cette année, une importante augmentation des nouveaux étudiants.

Yves Beauchamp a été nommé directeur général le 25 juin. Il a assuré la direction générale par intérim à partir du 1^{er} juin 2002, en plus de celle de directeur de l'enseignement et de la recherche. Cette nomination a entraîné celle de Claude Olivier à la direction de l'enseignement et de la recherche.

LES PROGRAMMES D'ÉTUDES ET LES ÉTUDIANTS

À l'automne 2003, l'augmentation des étudiants de premier cycle se chiffrait à plus de 8 %. Au baccalau-

réat, l'augmentation est de 10 %. Notons le nouvel arrivage au baccalauréat en génie des technologies de l'information, avec une cohorte de 77 individus. Aux cycles supérieurs, on note une légère baisse de 2 %, malgré une augmentation de près de 59 % au doctorat.

L'ÉTS a mis sur pied un programme de baccalauréat en génie des opérations et de la logistique, présentement à l'étude à la CREPUQ, pour former des professionnels aptes à résoudre des problèmes complexes faisant appel aux sciences de l'ingénieur, aux sciences de la gestion et aux outils de la logistique moderne. À l'heure actuelle, aucune université nord-américaine n'offre un tel programme accrédité, alors que plusieurs programmes d'études supérieures couvrent ce champ disciplinaire. Il y a là une belle occasion d'innover, tout en répondant à un besoin important pour un secteur en plein développement. Pour ce qui est des autres baccalauréats, le Bureau canadien d'accréditation des programmes d'ingénierie a renouvelé leur agrément.

LA RECHERCHE ET LA FORMATION DE CHERCHEURS

Les fonds de recherche ont dépassé 6,8 millions, soit une augmentation de 5 %. Les commandites se maintiennent à un niveau des plus satisfaisants (3 millions), alors que les subventions ont augmenté de 10 %. Cette progression est significative dans un contexte où la concurrence entre les chercheurs est des plus vives. Près de 1,8 million provient du CRSNG où le nombre de professeurs financés a augmenté de 15 %. L'École a également obtenu trois

projets de la Fondation canadienne pour l'innovation, dont les deux premiers au Fonds de relève : Laboratoire d'intégration des technologies de production, Développement d'une plate-forme pour l'étude des troubles musculo-squelettiques du corps humain et Tours météorologiques synchronisées et laboratoire de simulation de l'aérodynamique des éoliennes en milieu nordique. L'ÉTS a aussi obtenu une Chaire de recherche du Canada sur l'aérodynamique des éoliennes en milieu nordique. De plus, les efforts en génie biomédical ont été récompensés par l'obtention des premières subventions des Ins-



Claude Olivier occupe maintenant les fonctions de directeur de l'enseignement et de la recherche de l'École de technologie supérieure.

tituts de recherche en santé du Canada pour les projets Mise au point d'un procédé semi-automatisé pour la fabrication de prothèses articulaires personnalisées, et Élaboration de nouvelles approches biomécaniques pour l'évaluation des traitements de la gonarthrose. Ces octrois sont le reflet d'une importante croissance de la recherche biomédicale.

La direction a décerné au professeur Jacques de Guise, du Département de génie de la production automatisée, le Prix d'excellence en recherche, à la professeure Michèle St-Jacques, du Département de génie de la construction, le Prix d'excellence en enseignement, et à Kathleen Pineau, du Service des enseignements généraux, le Prix d'excellence en enseignement pour les chargés d'enseignement.

L'IMPLICATION DANS LE MILIEU

Dans le cadre du projet Découverte, qui vise à initier des élèves de 6^e année aux sciences et aux technologies, des élèves de l'école primaire de la Petite-Bourgogne ont visité l'Agence spatiale canadienne. Cette visite a été l'initiative d'une étudiante de l'École qui effectuait un stage à l'Agence spatiale. Les participants ont pu découvrir une réplique du bras canadien ainsi que le programme d'entraînement des astronautes pour sa manipulation, admirer des répliques de Radarsat, de même que de nombreuses images de la terre.

LE PERSONNEL

L'École comptait 423 postes dont 145 professeurs et chargés d'enseignement. Toutefois, seulement 127 postes ont pu être comblés. Le corps professoral a aussi pu compter sur de nombreux chargés de cours.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

La construction du nouveau pavillon suit son cours et devrait être terminée pour l'automne 2004. L'École désire créer un centre de formation aérospatiale pour

réaliser une infrastructure de collaboration avec l'industrie aérospatiale. Des travaux d'aménagement doivent être exécutés afin d'accueillir les étudiants et les chercheurs de ce nouveau laboratoire dans la partie sud de l'immeuble de la rue Peel. De plus, la croissance de la clientèle étudiante nous a obligés à aménager des salles dans cet immeuble pour des étudiants de deuxième et de troisième cycles. Aussi, comme la très forte croissance des clientèles de l'ÉTS se poursuivra, des discussions ont été entreprises avec le ministère de l'Éducation pour la réalisation d'une phase III, qui serait réalisée sur la partie basse du pavillon Notre-Dame.

LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

L'École a consolidé ses activités d'internationalisation de la formation, principalement par l'accroissement de la mobilité des étudiants de premier cycle. Ainsi, 23 étudiants ont poursuivi des études à l'extérieur du Québec, alors que 93 étudiants étrangers ont choisi l'ÉTS. Des orientations majeures ont été arrêtées en matière d'internationalisation, notamment en ce qui concerne la mobilité des étudiants aux cycles supérieurs et une insertion plus grande des professeurs dans les activités des grands réseaux internationaux de la recherche.

Afin d'établir un juste équilibre dans le nombre d'étudiants en programmes d'échanges, une clause de réciprocité a été apportée au contenu de nos ententes bilatérales en ce qui concerne les stages en industrie. De nouveaux milieux d'accueil de stagiaires ont été ouverts à nos étudiants en France, dans la Région Nord-Pas de Calais, dans les secteurs de l'imprimerie et des transports routier et ferroviaire, notamment chez Bombardier, Hélogravure Didier Quebecor, Sevelnord et PSA Peugeot Citroën.

L'équipe du Programme de regroupement étudiant pour la coopération internationale (PRÉCI), qui permet à des étudiants de vivre une expérience d'aide



L'ÉTS a obtenu une Chaire de recherche du Canada sur l'aérodynamique des éoliennes en milieu nordique, dont l'objectif est de favoriser l'exploitation de la ressource éolienne dans ce milieu. Christian Masson, professeur au Département de génie mécanique de l'École, en est le titulaire.



Dans le cadre du projet Découverte, un programme de jumelage scientifique unique et innovateur créé par l'ÉTS, des élèves de 6^e année ont visité l'Agence spatiale canadienne. L'astronaute Marc Garneau, aussi président de l'Agence, a salué le groupe de jeunes apprentis.

humanitaire en mettant à profit leurs connaissances en ingénierie dans un pays en développement, a complété la construction d'une école primaire au Népal.

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

À l'occasion du Gala Forces AVENIR, deux clubs étudiants étaient en nomination dans la catégorie Sciences et applications technologiques. C'est le club du sous-marin autonome S.O.N.I.A. qui a remporté le prix AVENIR de cette catégorie, accompagné d'une bourse de 4000 \$. Les clubs Évolution, le véhicule à faible consommation d'essence, et Photon, le bateau à énergie solaire, ont été recom-

pensés dans la catégorie des projets étudiants lors du Gala Énergia, organisé par l'Association québécoise pour la maîtrise de l'énergie. L'ÉTS compte maintenant un club étudiant de plus, le Stage band, regroupant une quinzaine de musiciens. À l'été 2003, les clubs étudiants ont connu des performances exceptionnelles. Pour n'en nommer que quelques-unes, citons la 1^{re} place de même que la très convoitée coupe Dayton (*ex æquo* avec Tennessee Tech University) sur 122 équipes en Amérique du Nord pour l'équipe du Mini-Baja, le VTT amphibie, la 1^{re} place pour Photon, le bateau à énergie solaire, à la Solar Splash 2003 de Buffalo, et la 1^{re} place ainsi qu'un

record du monde de vitesse pour Omer 5, le sous-marin à propulsion humaine.

La Coopérative étudiante de l'École, qui fêtait ses quinze ans, a remporté le prix de la Coop de l'année et sa directrice générale a mérité le prix de la Gestionnaire de l'année, lors du Gala Coopsco 2003, qui vise à promouvoir les initiatives du réseau des coopératives en milieu scolaire. De plus, le nouveau site Web de l'École a été mis en ligne. Fruit de plus d'un an de travail, cet outil de communication des plus souples sera bien sûr appelé à se développer, à être sans cesse mis à jour et de nombreux sites pédagogiques viendront s'y greffer.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

L'École devra faire face à des enjeux importants au cours des prochaines années et relever de nombreux défis. Premièrement, elle devra se donner les moyens de répondre à la forte demande de formation qui existe actuellement en génie par le développement de la formation en réponse directe aux attentes du milieu et par le maintien de l'intégrité et de la qualité de son modèle de formation. Deuxièmement, l'ÉTS devra favoriser l'accessibilité et la réussite par le maintien de sa politique selon laquelle elle doit offrir ses programmes de baccalauréat en génie en priorité et en majorité aux titulaires de DEC techniques. Il s'agit là d'une caractéristique unique à maintenir à tout prix. De plus, elle devra mettre en place des mécanismes visant à accroître le taux de rétention, et ce, particulièrement aux cycles supérieurs.

L'ÉTS dispose maintenant d'une aire de développement. Le Conseil des ministres a émis les décrets permettant à notre École de se développer pour les dix à quinze prochaines années. Ainsi, par exemple, de nouvelles résidences étudiantes et des bâtiments destinés à la recherche et au développement pourraient éventuellement voir le jour d'ici les prochaines années. Enfin, il va de soi que tous les scénarios de croissance et de dé-



Cette photo montre un appareil de visualisation pour objets dans un monde virtuel. À l'aide de son casque de vision, l'utilisateur peut percevoir des images de synthèse superposées à la réalité.

veloppement ne peuvent tenir la route que dans la mesure où les ressources humaines, physiques et financières sont adéquates. Au chapitre des ressources physiques, une fois la construction du nouveau pavillon complétée, l'École pourra accueillir 3250 étudiants en équivalence au temps plein (EEETP). Toutefois, comme nos effectifs étudiants atteignent déjà 3700 EEETP, des travaux préliminaires pour la construction d'un troisième bâtiment pouvant accueillir 4800 EEETP sont en cours.

Yves Beauchamp
Directeur général

ÉCOLE DE TECHNOLOGIES SUPÉRIEURE

DIRECTION

YVES BEAUCHAMP, directeur général • ROBERT NELSON, directeur de l'administration • CLAUDE OLIVIER, directeur de l'enseignement et de la recherche • GILLES ROUSSEAU, directeur des relations avec l'industrie • NORMAND TRUDEL, secrétaire général et adjoint au directeur général

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente MARTINE CORRIVEAU-GOUGEON*, consultante
Vice-président PATRICK CHAMPAGNE*, vice-président - ingénierie, CMC Électronique inc.
Membres KAMAL AL-HADDAD, professeur • YVES BEAUCHAMP*, directeur général • NICOLE BOUTIN, directrice générale, Collège Montmorency • DOMINIC BRIAND-HUDON, étudiant • LUC J. FOUQUETTE*, directeur de projets, Bombardier Transport • GABY GAUDORD, responsable de l'informatique et des systèmes d'informations - DSM Biologics inc. • YVES LANGHAMÉ, chef - Innovation stratégique, Institut de recherche d'Hydro-Québec (IREQ) • CHRISTIANE MARCOUX*, directrice générale adjointe, BPR CSO • CHRISTIAN MASSON, professeur • ROBERT NELSON, directeur de l'administration • CLAUDE OLIVIER, directeur de l'enseignement et de la recherche • MARC PROTEAU*, vice-président - technique et développement, Constructions DJL inc.
Observateurs OLIVIER AUDET, agent d'information • ALAIN HÉNAULT, chargé d'enseignement
Secrétaire NORMAND TRUDEL, secrétaire général et adjoint au directeur général

COMMISSION DES ÉTUDES

Président YVES BEAUCHAMP, directeur général
Membres CLAUDE BÉDARD, doyen à la recherche et au transfert technologique • LINDSAY BOULANGER, étudiant • FRANÇOIS BRISSETTE, professeur • GASPARE CAPOGROSSO, étudiant • LOUISE CARTIER, consultante en ressources humaines, Bombardier inc. • FRANCE DUFÉRE, vice-présidente, ressources humaines, SNC Technologies inc. • ROLAND MARANZANA, professeur • JACQUES MASOUNAVÉ, professeur • CLAUDE OLIVIER, directeur de l'enseignement et de la recherche • JEAN-CLAUDE PROVOST, directeur de projets, Groupe-conseil EME-BPR • JULES RICHARD, chargé d'enseignement • JEAN SAUVÉ, directeur, rémunération et avantages sociaux, CAE inc. • ROBERT STAMPLER, doyen à la formation
Observateurs FRANCINE GAMACHE, registraire • PAUL GELY, doyen de la gestion des ressources • LOUISE THIBAUDEAU, directrice du Service de la bibliothèque
Secrétaire NORMAND TRUDEL, secrétaire général et adjoint au directeur général

* Membre du Comité exécutif

RAPPORT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

LOUISE
BERTRAND

Préparer une relance sans précédent en nous appuyant sur notre mission au sein de la population québécoise a été la consigne. Donner un enseignement de qualité et élargi, performer dans la recherche et offrir des services accrus à la collectivité sont les principes qui nous guident, en misant sur ce qui nous distingue des autres établissements universitaires, soit le mandat d'assurer une plus grande accessibilité à l'enseignement universitaire par la formation à distance.

LES PROGRAMMES ET LES ÉTUDIANTS

La Télé-université a connu une augmentation étudiante de 5,44 %, avec 2638 étudiants en équivalence au temps plein. Les diplômés sont en hausse de 3,7 % et les attestations d'études de 9,5 %.

Deux nouveaux programmes se sont ajoutés, le baccalauréat ès sciences et le certificat en administration de services, avec trois cheminements : général, gestion du crédit et assurance de dommages.

Il faut souligner l'approbation du programme court de deuxième cycle d'accompagnement des aînés ainsi que du programme court de premier cycle en gestion du tourisme, ce dernier offert conjointement avec l'UQAM, le premier faisant l'objet d'une entente avec l'Université du Québec à Chicoutimi et l'Université du Québec à Rimouski.

Le dossier de programme en management événementiel a été approuvé et pourra être intégré au MBA. Enfin, plusieurs autres programmes ont été modifiés ou révisés, tels le doctorat en informatique cognitive et les certificats en informatique appliquée à l'organisation et en intégration des technologies informatiques en éducation.

Le développement de la banque de cours s'est poursuivi de façon intensive et comprend 334 titres, soit une augmentation de 10,5 %; quinze nouveaux cours ont été offerts.

Afin d'améliorer le soutien à l'enseignement, le système de gestion du dossier académique (GDA) est demeuré au cœur des activités de diffusion des enseignements. La gestion des examens sous surveillance et le portail étudiant ont été implantés.

On note une recrudescence de la production audiovisuelle. Un des éléments marquants est sans conteste la mise en place graduelle de La Bibliotech @ distance, qui permet d'offrir toute la gamme des services contemporains. Les travaux ont, entre autres, porté sur l'élaboration du site portail, sur sa médiatisation, sur la poursuite du banc d'essai du cours POL 1010, sur la finalisation des travaux de mise en ligne du compendium en formation à distance (FAM) et sur la formation des chercheurs.



Collation des grades 2002 .

PHOTO : GILLES FRÉCHETTE

L'enseignement universitaire à distance :
« Où je veux, quand je veux »



LA RECHERCHE ET LA FORMATION DES CHERCHEURS

En 2002-2003, il faut souligner l'obtention de la Chaire Bell-Téluq-Énap en technologies et organisation du travail et de la Chaire de recherche du Canada de niveau 1 sur les enjeux socio-organisationnels de l'économie du savoir. Ces deux projets ont généré des subventions de 700 000 \$ sur sept ans.

Trois projets de recherche dans l'axe des enjeux sociaux liés aux nouvelles formes d'emploi ont été reconnus à des fins de financement : Les entreprises familiales dans la nouvelle économie, les nouvelles formes d'organisation du travail et de la collaboration, La reconversion économique dans le secteur du vêtement et de la mode à Montréal et Les obstacles à la formation professionnelle dans les PME des secteurs du commerce et du tourisme-hôtellerie.

Outre le fait que plusieurs cours et programmes, tels que le DESS en technologies de l'information et environnements d'apprentissage et le doctorat en in-

formatique cognitive, ont été élaborés et diffusés avec les méthodes mises au point par le LICEF, une première application du projet SavoirNet a vu le jour avec l'offre du cours *Des technologies pour apprendre* par le Canal Savoir.

Parmi les activités du CIRT, on peut noter les ateliers du vendredi et un colloque à l'ACFAS. La demande de subvention au CRSNG de 7,5 millions sur cinq ans pour un Réseau de recherche sur les objets d'apprentissage (LORNET) a été confirmée. Le Laboratoire d'observation et de recherche sur l'ingénierie du téléapprentissage (LORIT) a été mis en place grâce à la Fondation canadienne pour l'innovation.

Le Fonds institutionnel de recherche (FIR) a apporté un soutien à sept projets. La Société pour l'apprentissage à vie (SAVIE) a poursuivi ses travaux en fournissant un lieu d'échanges virtuel et en développant des modèles qui contribuent à l'amélioration des contenus de formation, d'information et de communication en français sur l'inforoute.



PHOTO : GILLES FRÉCHETTE

Remise de la Médaille d'argent de la Gouverneure générale à Denis Lacombe Pelletier par le professeur Michel Sénécal, Télé-université.

De plus, les recherches en cours attirent au LICEF et au Groupe interinstitutionnel de recherche en formation à distance (GIREFAD) un nombre croissant d'étudiantes et d'étudiants diplômés, notamment dans le secteur des enjeux socio-organisationnels de l'économie du savoir.

PARTENAIRES ET IMPLICATION DANS LE MILIEU

Des discussions et des échanges se sont poursuivis avec différents partenaires, permettant ainsi la conclusion de plusieurs ententes, tels un protocole de collaboration avec EDUK pour l'offre de programmes et de cours en Alberta, une entente avec l'ÉTS pour la diffusion de cours pour l'École de technologie de l'information (ÉTI), et une avec l'Université de Metz pour le cours *Environnements d'apprentissage multimédias* (2^e cycle). La Télé-université continue ainsi le développement et l'élargissement de ses alliances stratégiques et s'assure une place de premier rang dans différents milieux. Soulignons la poursuite d'ententes avec l'Université virtuelle canadienne (UVC), le Centre romand d'enseignement à distance (CRED), la Fondation haïtienne pour la formation à distance (FOHFAD) et la Fondation connaissance et liberté (FOKAL).

LES RESSOURCES HUMAINES

Ce fut une année intense, entre autres, avec la négociation pour le renouvellement de la convention collective des tuteurs et tutrices, négociation qui se poursuivra d'ailleurs en 2003-2004. Les auxiliaires d'enseignement et chargés d'encadrement s'étant accrédités en 2002 avec le SCFP, les parties ont amorcé la négociation en vue de la première convention collective. Finalement, la Télé-université a implanté avec le SCFP les modalités de l'horaire variable et a mis sur pied le comité sur la mobilité, l'expérimentation du télétravail et l'accréditation des professionnels de recherche du LICEF.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

Une hausse de fréquentation étudiante a assuré une situation financière saine, permettant même de présenter un léger surplus budgétaire. La Direction des ressources financières a été fort occupée, entre autres, avec la consolidation du système de gestion du dossier académique. De nouvelles applications ont été implantées, notamment pour une meilleure gestion des comptes à recevoir étudiants.

En vue d'accroître le nombre de personnes inscrites, la Direction des services de l'informatique et des télécommunications a poursuivi le développement des nouvelles fonctionnalités du GDA, pour accroître la productivité et une plus grande satisfaction des étudiantes et étudiants.

La Direction des ressources matérielles a suivi sa ligne directrice d'offrir un service constamment amélioré à la clientèle et au personnel.



Étudier avec de multiples outils à la Télé-université.



LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

La première partie du quatrième plan annuel du Centre d'application, d'étude et de ressources en apprentissage à distance (CÆRENAD) s'est réalisée telle que prévue.

De plus, les alliances développées dans ce programme se sont suffisamment consolidées pour récolter dans le futur les résultats des efforts des équipes multipartenaires. Ces résultats se retrouvent dans des cours et des programmes dans la formation à distance, la formation des professeurs du postsecondaire, la communication interculturelle, l'environnement ainsi que dans la recherche sur le tutorat en formation à distance et dans des études sur l'intégration des genres dans le développement.

D'autres projets entrepris dans le passé se poursuivent normalement, tels que la diffusion de cours d'anglais aux Soudanais réfugiés au Congo avec un financement du Haut-commissariat aux réfugiés par l'intermédiaire d'Oxfam-Québec, la diffusion de cours d'anglais à des enseignantes et enseignants haïtiens avec un financement du FOKAL, la diffusion de cours en technologies de l'information à des Africains grâce à un financement de l'Institut francophone des nouvelles technologies de l'information et de la formation (INTIF), et le projet de recherche et développement sur les TIC appliquées à la formation avec l'Université de Veracruz (LANIA), financé par la Table de concertation Québec-Mexique.

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE L'ANNÉE

Lors de la collation des grades, Denis Lacombe-Pelletier s'est vu attribuer la Médaille académique d'argent de la Gouverneure générale du Canada et le Certificat du Lieutenant-gouverneur du Québec pour l'année 2001-2002.

Le Service d'évaluation linguistique (SEL) a réalisé des revenus nets de 307 000 \$, soit un dépassement de l'objectif fixé de 22,8 %, ce qui représente un taux de rendement de 37 %, le meilleur depuis sa création.

La Fondation universitaire de l'Université du Québec a remis des certificats de reconnaissance à plus de 40 donateurs majeurs.

Finalement, en avril 2002, le conseil d'administration mandatait un comité stratégique sur le processus exploratoire et les négociations à mener dans le cadre d'un projet de rattachement TÉLUQ-UQAM et un comité afin d'en définir les assises académiques. En septembre 2002, trois sous-comités supplémentaires ont été créés, soit les comités administratif, technologique et juridique. Les rapports ont été déposés aux chefs des deux établissements laissant entrevoir une alliance prometteuse pour les deux institutions.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

La Télé-université continue de maintenir le cap sur son objectif ultime, soit l'excellence dans sa programmation, dans ses services aux étudiantes et étudiants, en technopédagogie et en recherche.

Le projet de rattachement avec l'Université du Québec à Montréal soulève certes des défis de grande taille, mais son aboutissement pourrait être porteur de grandes réalisations et permettre une expansion considérable de la formation à distance.

Louise Bertrand
Directrice générale

TÉLÉ-UNIVERSITÉ

DIRECTION

ANNE MARREC, directrice générale • LOUISE BERTRAND, directrice de l'enseignement et de la recherche • FRANCE BILODEAU, directrice du développement des marchés • PIERRE LE GALLAIS, secrétaire général et directeur des affaires juridiques • ROBERT MARANDA, directeur des affaires administratives

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président GABRIEL J. GIGUÈRE*, président fondateur F.D. Jui inc.
Membres ANDRÉE BABIN, spécialiste en sciences de l'éducation • LOUISE BERTRAND*, directrice de l'enseignement et de la recherche • STÉPHANE BRANEY, étudiant • SERGE COURVILLE, professeur, Université Laval • YVES JEAN*, professeur • ANDRÉ L'ÉCUYER*, président et chef d'exploitation, SGF Rexfor inc. • ANDRÉE LONGPRÉ, diplômée • ROBERT MARANDA*, directeur des affaires administratives • ANNE MARREC*, directrice générale • PIERRE ROUTHIER, étudiant • VINCENT TANGUAY, conseiller directeur, AGTI Services Conseils inc. • CHANTAL TELLIER, vice-présidente PME et stratégie régionale (Québec), Bell Canada • KEVIN WILSON, professeur
Secrétaire M^{re} PIERRE LE GALLAIS, secrétaire général et directeur des affaires juridiques

COMMISSION DES ÉTUDES

Présidente ANNE MARREC, directrice générale
Membres LOUISE BERTRAND, directrice de l'enseignement et de la recherche • RAYMOND BRULOTTE, professeur • PIERRE CHAGNON, directeur de la formation permanente du Barreau • RAYMOND DUCHESNE, directeur des études • JACQUES DUVAL, directeur de l'Association canadienne pour la santé mentale, filiale de Montréal • FRANCE GAGNON, directrice de l'unité d'enseignement et de recherche Travail, économie et gestion • YVES GROLEAU, professeur • OTTO IKOMÉ, directeur de l'unité d'enseignement et de recherche Sciences humaines, lettres et communications • MICHEL LAMONTAGNE, coordonnateur à l'encadrement • JEAN-YVES LESCOPI, professeur • JEAN-PIERRE MASSON, spécialiste en sciences de l'éducation • YOLANDE PIEYNS, étudiante • PIERRE ROUTHIER, étudiant • DIANE-GABRIELLE TREMBLAY, directrice de la recherche • ROCH TREMBLAY, directeur des études, Collège Ahuntsic
Secrétaire M^{re} PIERRE LE GALLAIS, secrétaire général et directeur des affaires juridiques

* Membre du Comité exécutif

Réunion de l'Université Virtuelle Canadienne.



ÉTATS FINANCIERS

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC ET SES UNIVERSITÉS CONSTITUANTES, ÉCOLES SUPÉRIEURES,
INSTITUTS DE RECHERCHES ET AUTRES UNITÉS CONSTITUANTES

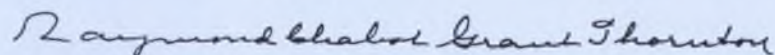
Rapport des vérificateurs

*Aux membres de l'Assemblée des gouverneurs
Université du Québec*

Nous avons vérifié les bilans consolidés et synoptiques des fonds de fonctionnement, avec restriction, des immobilisations et de dotation de l'Université du Québec au 31 mai 2003, les états consolidés et synoptiques des résultats et de l'évolution des soldes de fonds des fonds de fonctionnement, avec restriction, des immobilisations et de dotation, ainsi que l'évolution de la situation financière du fonds des immobilisations de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers consolidés et synoptiques incombe à la direction de l'Université. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés et synoptiques en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés et synoptiques sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers consolidés et synoptiques. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés et synoptiques.

À notre avis, ces états financiers consolidés et synoptiques donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Université au 31 mai 2003, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2.



*Comptables agréés
Québec
Le 18 novembre 2003*

FONDS DE FONCTIONNEMENT

ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS SYNOPTIQUE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2003 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

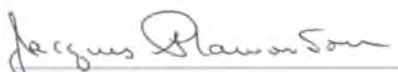
	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	ENAP	TELUQ	ETS	INRS	UQ	CSC	RÉSEAU	ÉLIMI- NATIONS	2003 TOTAL	2002 TOTAL
SOLDE (déficit) AU DÉBUT	(10 866)	(23 214)	(11 197)	(6 288)	(5 677)	(5 185)	2 280	319	89	(5 837)	98	(35)	(16 346)	-	(81 859)	(81 136)
EXCÉDENT (insuffisance) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	10 982	(1 236)	3 323	234	(897)	243	209	715	(55)	1 388	(3)	249	481	-	15 633	1 744
VIREMENTS INTERFONDS	-	-	(2 111)	(200)	-	-	-	(1)	-	-	-	-	151	-	(2 161)	(2 844)
AUTRES VIREMENTS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	377
SOLDE (déficit) À LA FIN	116	(24 450)	(9 985)	(6 254)	(6 574)	(4 942)	2 489	1 033	34	(4 449)	95	214	(15 714)	-	(68 387)	(81 859)

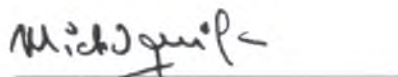
FONDS DES IMMOBILISATIONS

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2003 (en milliers de dollars)

	2003	2002
PROVENANCE DES FONDS		
PRODUIT NET DES ÉMISSIONS DE BILLETS ET DÉBENTURES ET AUTRES DETTES	241 725	124 750
CONTRIBUTIONS DU FONDS		
FONCTIONNEMENT	24 884	23 133
AVEC RESTRICTION	12 213	12 505
DOTATION	261	855
SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS		
MEQ		
SUBVENTIONS	23 463	25 080
SERVICE DE LA DETTE	88 952	89 244
GOUVERNEMENT DU CANADA	1 260	3 512
AUTRES	2 307	1 470
VENTE D'IMMOBILISATIONS	81	1 333
INTÉRÊTS À RECEVOIR	-	205
AUTRES REVENUS	3 299	3 517
DETTE À LONG TERME	2 632	-
OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION	170	-
VIREMENT INTERFONDS	1 354	644
	402 601	286 248
UTILISATION DES FONDS		
ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS	73 153	69 904
CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION		
VARIATION NETTE DES OBLIGATIONS	600	559
INTÉRÊTS SUR CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION	83	118
ACQUISITION D'UN AUTRE ACTIF (RISQ)	2 882	7
SERVICE DE LA DETTE		
CAPITAL	127 340	117 546
INTÉRÊTS	67 617	69 541
FRAIS INHÉRENTS AUX ÉMISSIONS DE BILLETS ET DÉBENTURES	192	2 943
AUTRES	1 024	6 643
INTÉRÊTS SUR EMPRUNT BANCAIRE	1 757	3 773
VIREMENT INTERFONDS	151	-
	274 799	271 034
AUGMENTATION DES FONDS	127 802	15 214
SOLDE NON POURVU AU DÉBUT	(175 239)	(190 453)
SOLDE NON POURVU À LA FIN	(47 437)	(175 239)

Pour l'Assemblée des gouverneurs,


PRÉSIDENT PAR INTÉRIM


SECÉTAIRE GÉNÉRAL

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2003 (en milliers de dollars)

	FONDS DE FONCTIONNEMENT		FONDS AVEC RESTRICTION		FONDS DES IMMOBILISATIONS		FONDS DE DOTATION	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002
PRODUITS								
DROITS DE SCOLARITÉ	89 744	85 197	-	-	-	-	-	-
SUBVENTIONS								
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC								
FONCTIONNEMENT - MEQ	499 566	444 185	5 315	4 272	92 347	93 461	-	-
AUTRES	6 102	7 335	46 905	36 495	1 646	833	-	-
GOUVERNEMENT DU CANADA	154	10 048	61 376	54 482	1 666	3 522	-	-
AUTRES	1 831	2 425	12 357	13 578	20 355	22 245	-	-
PLACEMENTS ET DOTATIONS	587	356	-	-	-	-	1 681	2 477
ENTREPRISES AUXILIAIRES	18 081	16 755	-	-	-	-	-	-
AUTRES REVENUS	53 616	50 732	31 476	29 499	972	2 392	721	1 378
VENTES EXTERNES	-	-	1 207	993	-	-	-	-
RECouvreMENT DE COÛTS INDIRECTS	4 187	3 940	-	-	-	-	-	-
CONTRIBUTION INTERFONDS	760	636	554	764	36 530	36 743	-	-
GAIN SUR LA CÉSSION D'IMMOBILISATIONS	-	-	-	-	73	731	-	-
DONS EN NATURE	-	-	-	-	2 673	1 645	-	-
	674 628	621 609	159 190	140 083	156 262	161 572	2 402	3 855
CHARGES								
ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE	389 819	362 452	32 795	29 352	-	-	690	1 484
RECHERCHE SUBVENTIONNÉE	11 458	10 685	96 597	82 491	-	-	-	-
SERVICES À LA COLLECTIVITÉ	12 871	12 040	8 113	6 551	-	-	-	-
BIBLIOTHÈQUE	26 660	25 923	-	12	-	-	-	-
AUDIOVISUEL	5 123	6 411	-	-	-	-	-	-
INFORMATIQUE	27 765	25 797	62	-	-	-	-	-
ADMINISTRATION	87 749	78 150	70	28	-	-	-	-
TERRAINS ET BÂTIMENTS	69 144	62 409	-	-	-	-	-	-
SERVICES AUX ÉTUDIANTS	16 817	15 274	986	633	-	-	1	1
ENTREPRISES AUXILIAIRES	17 843	16 688	-	-	-	-	-	-
REDRESSEMENT DES BASES - U. Q.	14	64	-	-	-	-	-	-
CONTRIBUTIONS INTERFONDS	165	190	760	1 043	-	-	365	382
TRANSFERTS DE COÛTS INDIRECTS	-	-	3 303	2 944	-	-	-	-
INTÉRÊTS SUR EMPRUNTS	222	325	-	-	69 397	73 433	-	-
RADIATION ET PERTE SUR LA CÉSSION D'IMMOBILISATIONS	-	-	-	-	1 450	1 633	-	-
AMORTISSEMENT DES FRAIS DE FINANCEMENT REPORTÉS ET DES IMMOBILISATIONS	-	-	-	-	58 701	58 654	-	-
FRAIS ANNUELS ET D'ÉMISSION DE BILLETS ET DÉBENTURES	-	-	-	-	10	3	-	-
AUTRES	3 345	3 457	192	137	1 324	2 049	35	39
	668 995	619 865	142 878	123 191	130 882	135 772	1 091	1 906
EXCÉDENT DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES AVANT PRODUITS EXCEPTIONNELS	5 633	1 744	16 312	16 892	25 380	25 800	1 311	1 949
PRODUITS EXCEPTIONNELS								
SUBVENTION FORFAITAIRE	10 000	-	-	-	-	-	-	-
EXCÉDENT DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	15 633	1 744	16 312	16 892	25 380	25 800	1 311	1 949

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

BILANS CONSOLIDÉS

AU 31 MAI 2003 (en milliers de dollars)

	FONDS DE FONCTIONNEMENT		FONDS AVEC RESTRICTION		FONDS DES IMMOBILISATIONS		FONDS DE DOTATION		TOTAL	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002
ACTIF										
ACTIF À COURT TERME										
ENCAISSE	4 280	7 327	-	-	-	-	1 401	1 303	5 681	8 630
PLACEMENTS À COURT TERME	743	1 805	15 496	2 613	-	-	-	4 165	16 239	8 583
COMPTES À RECEVOIR										
DROITS DE SCOLARITÉ	3 365	2 935	-	-	-	-	-	-	3 365	2 935
AUTRES	43 929	23 825	9 919	12 303	6 235	7 052	187	143	60 270	43 323
SUBVENTIONS À RECEVOIR	85 651	46 011	33 844	31 701	25 198	23 902	-	-	144 693	101 614
AVANCES INTERFONDS	5 473	9 434	63 740	58 856	777	2 202	495	413	70 485	70 905
STOCKS ET FRAIS PAYÉS D'AVANCE	6 236	5 986	328	286	2	-	-	-	6 566	6 272
FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT REPORTÉ	-	-	1 994	1 775	-	-	-	-	1 994	1 775
	149 677	97 323	125 321	107 534	32 212	33 156	2 083	6 024	309 293	244 037
AVANCES INTERFONDS	13 012	17 116	-	-	-	-	-	-	13 012	17 116
PLACEMENTS, AU COÛT (note 3)	-	-	-	-	163 892	161 343	12 928	7 792	176 820	169 135
IMMOBILISATIONS (note 4)	-	-	-	-	995 925	982 540	-	-	995 925	982 540
EFFET À RECEVOIR (note 5)	-	-	-	-	5 011	5 091	-	-	5 011	5 091
FRAIS DE FINANCEMENT DIFFÉRÉS - ESCOMPTE, AU COÛT NON AMORTI	-	-	-	-	4 262	6 592	-	-	4 262	6 592
FRAIS REPORTÉS, AU COÛT NON AMORTI	-	-	-	-	-	-	-	22	-	22
AUTRE ACTIF, AU COÛT (note 6)	-	-	-	-	9 845	6 936	-	-	9 845	6 936
	162 689	114 439	125 321	107 534	1 211 147	1 195 658	15 011	13 838	1 514 168	1 431 469
PASSIF										
PASSIF À COURT TERME										
EMPRUNTS BANCAIRES (note 7)	83 028	67 382	-	-	21 672	149 030	-	-	104 700	216 412
COMPTES À PAYER ET FRAIS COURUS	58 203	51 746	6 543	6 509	29 479	24 682	-	2	94 225	82 939
RETENUES SUR CONTRATS	-	-	-	-	487	388	-	-	487	388
PRODUITS REPORTÉS	20 473	9 214	-	3	-	-	-	-	20 473	9 217
AVANCES INTERFONDS	54 422	52 932	2 428	2 005	13 299	15 496	336	472	70 485	70 905
VERSEMENTS SUR LA DETTE À LONG TERME	14 208	-	-	-	316 016	127 906	-	-	330 224	127 906
	230 334	181 274	8 971	8 517	380 953	317 502	336	474	620 594	507 767
DETTE À LONG TERME (note 8)	-	14 208	303	240	678 998	749 439	-	-	679 301	763 887
INCITATIF RELATIF À UN BAIL	742	816	-	-	-	-	-	-	742	816
AVANCES INTERFONDS	-	-	-	-	13 012	17 116	-	-	13 012	17 116
	231 076	196 298	9 274	8 757	1 072 963	1 084 057	336	474	1 313 649	1 289 586
SOLDES DE FONDS (NÉGATIF)										
NON AFFECTÉ	(84 784)	(97 552)	-	-	-	-	-	-	(84 784)	(97 552)
AFFECTATION D'ORIGINE INTERNE	16 397	15 693	346	362	-	-	3 309	153	20 052	16 208
AFFECTATION D'ORIGINE EXTERNE	-	-	115 701	98 415	-	-	11 366	13 211	127 067	111 626
INVESTI EN IMMOBILISATIONS	-	-	-	-	138 184	111 601	-	-	138 184	111 601
	(68 387)	(81 859)	116 047	98 777	138 184	111 601	14 675	13 364	200 519	141 883
	162 689	114 439	125 321	107 534	1 211 147	1 195 658	15 011	13 838	1 514 168	1 431 469

FONDS DE FONCTIONNEMENT

RÉSULTATS SYNOPTIQUES DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2003 (en milliers de dollars)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	ENAP	TELUQ	ETS	INRS	UQ	CSC	RÉSEAU	ÉLIMI- NATIONS	2003 TOTAL	2002 TOTAL
PRODUITS																
DROITS DE SCOLARITÉ	42 760	12 484	7 148	5 104	6 521	1 999	1 680	3 604	7 848	596	-	-	-	-	89 744	85 197
SUBVENTIONS																
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC																
FONCTIONNEMENT - M.E.Q.	192 531	60 185	43 791	34 267	30 628	17 823	9 546	18 908	37 557	39 395	8 069	3 080	7 033	(3 247)	499 566	444 185
AUTRES	1 144	85	857	298	324	600	2 161	10	234	389	-	-	-	-	6 102	7 335
GOUVERNEMENT DU CANADA	-	-	97	-	-	24	32	-	1	-	-	-	-	-	154	10 048
AUTRES	-	401	-	-	-	258	210	703	-	259	-	-	-	-	1 831	2 425
PLACEMENTS ET DOTATIONS	79	35	-	9	26	-	28	29	14	318	-	7	42	-	587	356
ENTREPRISES AUXILIAIRES	12 433	867	466	345	1 022	154	84	87	2 777	-	-	-	-	-	18 235	16 755
AUTRES REVENUS	21 858	6 315	4 536	1 281	2 136	877	468	3 280	1 636	6 761	826	468	3 020	-	53 462	50 732
RECOUVREMENT DE COÛTS INDIRECTS	-	577	199	272	-	139	413	164	307	2 116	-	-	-	-	4 187	3 940
CONTRIBUTION INTERFONDS	-	527	233	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	760	636
	270 805	81 476	57 327	41 576	40 657	21 874	14 622	26 785	50 374	49 834	8 895	3 555	10 095	-	674 628	621 609
CHARGES																
ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE	159 031	53 178	33 225	24 818	26 285	13 706	7 392	17 456	26 636	26 355	1 738	-	1 874	(1 875)	389 819	362 452
RECHERCHE SUBVENTIONNÉE	4 264	601	545	3 097	514	285	-	595	1 557	-	-	-	-	-	11 458	10 685
SERVICES À LA COLLECTIVITÉ	3 790	976	1 787	67	770	81	1 932	994	2 474	-	-	-	-	-	12 871	12 040
BIBLIOTHÈQUE	11 985	3 856	2 501	1 857	1 913	568	830	416	1 537	914	231	-	52	-	26 660	25 923
AUDIOVISUEL	3 207	-	273	-	412	414	-	386	353	78	-	-	-	-	5 123	6 411
INFORMATIQUE	9 069	3 808	2 450	1 815	1 528	729	373	1 165	2 383	1 139	-	3 306	-	-	27 765	25 797
ADMINISTRATION	31 867	9 872	5 402	5 036	4 994	3 604	2 424	3 292	4 409	8 043	6 316	-	3 862	(1 372)	87 749	78 150
TERRAINS ET BÂTIMENTS	26 551	6 500	4 522	3 508	2 633	1 615	1 305	989	7 873	9 228	608	-	3 812	-	69 144	62 409
SERVICES AUX ÉTUDIANTS	6 667	2 989	2 679	927	1 356	284	88	682	1 145	-	-	-	-	-	16 817	15 274
ENTREPRISES AUXILIAIRES	12 754	865	452	217	1 149	180	69	95	2 062	-	-	-	-	-	17 843	16 688
REDRESSEMENT DES BASES - U.Q.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14	-	14	64
CONTRIBUTION INTERFONDS	-	-	-	-	-	165	-	-	-	-	-	-	-	-	165	190
INTÉRÊTS SUR EMPRUNTS	29	-	168	-	-	-	-	-	-	20	5	-	-	-	222	325
AUTRES	609	67	-	-	-	-	-	-	-	2 669	-	-	-	-	3 345	3 457
	269 823	82 712	54 004	41 342	41 554	21 631	14 413	26 070	50 429	48 446	8 898	3 306	9 614	-	668 995	619 865
EXCÉDENT (insuffisance) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES AVANT PRODUITS EXCEPTIONNELS	982	(1 236)	3 323	234	(897)	243	209	715	(55)	1 388	(3)	249	481	-	5 633	1 744
PRODUITS EXCEPTIONNELS																
SUBVENTION FORFAITAIRE	10 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10 000	-
EXCÉDENT (insuffisance) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	10 982	(1 236)	3 323	234	(897)	243	209	715	(55)	1 388	(3)	249	481	-	15 633	1 744
EXCÉDENT (insuffisance) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	2 745	(4 159)	(627)	(638)	(1 106)	(546)	366	(141)	867	4 476	126	(95)	476	-	-	1 744

ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS CONSOLIDÉS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2003 (en milliers de dollars)

	FONDS DE FONCTIONNEMENT		FONDS AVEC RESTRICTION		FONDS DES IMMOBILISATIONS		FONDS DE DOTATION		TOTAL	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002
SOLDE (déficit) AU DÉBUT	(81 859)	(81 136)	98 777	81 285	111 601	83 557	13 364	11 415	141 883	95 121
EXCÉDENT DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	15 633	1 744	16 312	16 892	25 380	25 800	1 311	1 949	58 636	46 385
VIREMENTS INTERFONDS	(2 161)	(2 844)	958	600	1 203	2 244	-	-	-	-
AUTRES VIREMENTS	-	377	-	-	-	-	-	-	-	377
SOLDE (déficit) À LA FIN	(68 387)	(81 859)	116 047	98 777	138 184	111 601	14 675	13 364	200 519	141 883

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS DE FONCTIONNEMENT

BILAN SYNOPTIQUE AU 31 MAI 2003 (en milliers de dollars)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	ENAP	TELUQ	ETS	INRS	UQ	ÉLIMI- NATIONS	2003 TOTAL	2002 TOTAL
ACTIF														
ENCAISSE	2 786	-	4 137	-	722	-	696	1 736	-	-	-	(5 797)	4 280	7 327
PLACEMENTS À COURT TERME	-	-	-	1	-	-	-	-	-	742	-	-	743	1 805
COMPTES À RECEVOIR														
DROITS DE SCOLARITÉ	2 063	362	46	81	275	281	-	132	125	-	-	-	3 365	2 935
AUTRES	11 655	620	669	2 791	4 978	820	2 930	1 926	13 366	2 919	1 426	(171)	43 929	23 825
SUBVENTIONS À RECEVOIR	31 580	13 280	7 091	4 773	4 392	2 676	1 598	4 055	7 085	6 970	85 651	(83 500)	85 651	46 011
AVANCES INTERFONDS	-	-	209	-	-	2 796	-	1	134	-	2 333	-	5 473	9 434
STOCKS ET FRAIS PAYÉS D'AVANCE	3 079	333	685	366	533	256	220	101	485	95	83	-	6 236	5 986
	51 163	14 595	12 837	8 012	10 900	6 829	5 444	7 951	21 195	10 726	89 493	-	149 677	97 323
AVANCES INTERFONDS	13 012	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13 012	17 116
	64 175	14 595	12 837	8 012	10 900	6 829	5 444	7 951	21 195	10 726	89 493	-	162 689	114 439
PASSIF														
PASSIF À COURT TERME														
DÉCOUVERT BANCAIRE	-	2 736	-	1 198	-	-	-	-	536	530	797	(5 797)	-	-
EMPRUNTS BANCAIRES (note 7)	15 000	15 183	-	5 819	12 000	7 776	-	-	9 855	-	17 395	-	83 028	67 382
COMPTES À PAYER ET FRAIS COURUS	25 531	5 816	5 783	2 767	1 863	2 794	1 219	3 984	3 711	3 002	1 733	-	58 203	51 746
SUBVENTIONS À PAYER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	83 671	(83 671)	-	-
PRODUITS REPORTÉS	5 506	2 170	1 944	1 072	1 750	1 201	1 076	1 613	2 087	1 169	885	-	20 473	9 214
AVANCES INTERFONDS	18 022	3 365	12 054	2 018	1 861	-	660	1 321	4 972	9 732	417	-	54 422	52 932
VERSEMENTS EXIGIBLES À COURT TERME	-	9 775	3 041	1 392	-	-	-	-	-	-	-	-	14 208	-
	64 059	39 045	22 822	14 266	17 474	11 771	2 955	6 918	21 161	14 433	104 898	-	230 334	181 274
DETTE À LONG TERME (note 8)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14 208
INCITATIF RELATIF À UN BAIL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	742	-	-	742	816
	64 059	39 045	22 822	14 266	17 474	11 771	2 955	6 918	21 161	15 175	104 898	-	231 076	196 298
SOLDES DE FONDS (négatif)														
NON AFFECTÉ	(8 970)	(25 269)	(10 287)	(6 506)	(8 094)	(5 056)	1 243	328	34	(5 085)	(17 122)	-	(84 784)	(97 552)
AFFECTATION D'ORIGINE INTERNE	9 086	819	302	252	1 520	114	1 246	705	-	636	1 717	-	16 397	15 693
	116	(24 450)	(9 985)	(6 254)	(6 574)	(4 942)	2 489	1 033	34	(4 449)	(15 405)	-	(68 387)	(81 859)
	64 175	14 595	12 837	8 012	10 900	6 829	5 444	7 951	21 195	10 726	89 493	-	162 689	114 439

Engagements et éventualités (note 9)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MAI 2003

1 - ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés et synoptiques comprennent les données de l'Université du Québec (UQ) et de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), de l'École nationale d'administration publique (ENAP), de la Télé-université (TELUN), de l'École de technologie supérieure (ETS) et de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), dont les biens, en cas de liquidation, sont dévolus à l'Université du Québec. Les données des Presses de l'Université du Québec et de la Société Immobilière de l'Université du Québec font l'objet d'états financiers distincts.

L'Université du Québec à Hull (UQAH) a obtenu, le 12 juillet 2002, des lettres patentes supplémentaires modifiant son nom de Université du Québec à Hull (UQAH) à Université du Québec en Outaouais (UQO).

Pour les fins de consolidation, seules les éliminations importantes au niveau du bilan et des produits et des charges ont été effectuées. Des modifications ont été apportées aux états financiers de certaines unités constituantes afin de rendre comparables, aux fins des états financiers synoptiques et consolidés, les données des différentes unités à l'intérieur de la même année.

2 - CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers sont dressés selon les principes comptables imposés par le cahier des définitions, des termes et des directives de présentation du rapport financier annuel 2002-2003.

a) Classification des fonds

Les fonds sont divisés en quatre catégories:

- Le fonds de fonctionnement sert à l'enregistrement des transactions relatives aux opérations courantes et à certaines opérations désignées spécifiquement, qu'elles soient assujetties ou non à des restrictions internes.
- Le fonds avec restriction regroupe les ressources utilisées pour défrayer le coût de certaines opérations désignées spécifiquement et qui sont assujetties à des restrictions déterminées de l'extérieur.
- Le fonds de dotation sert à l'enregistrement des transactions dont les ressources proviennent de legs ou de donations dont le capital est maintenu intact ou est affecté, tout comme les revenus, aux fins déterminées par le donateur.
- Le fonds des immobilisations sert à l'enregistrement des transactions relatives aux immobilisations et à leur financement.

b) Comptabilisation des transactions

Les transactions sont enregistrées conformément aux principes comptables généralement reconnus, dont certains sont précisés ou modifiés comme suit:

- Les produits de subventions regroupent les subventions, contrats, commandites et dons reçus dans le cadre de la mission de l'entité, soit à l'enseignement, la recherche et les services à la collectivité.
- Les produits de subventions pour le fonds de fonctionnement sont enregistrés aux livres selon les règles de financement du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) et les ajustements sont portés à l'état des résultats de l'exercice dans l'année financière où ils sont définitivement établis.
- Les droits de scolarité sont considérés comme produits de l'année financière à laquelle la session de cours appartient.
- Les placements de portefeuille et de participation sont inscrits dans les fonds respectifs au moindre du coût ou de leur valeur de réalisation nette. Les produits de placements ne faisant l'objet d'aucune restriction de l'extérieur et provenant de tous les fonds sont inscrits aux livres au fonds de fonctionnement sans restriction.

v) Les engagements pour commandes non complétées d'achats de biens et de services ne sont pas inscrits aux livres mais plutôt en note aux états financiers.

vi) Aucuns frais ne sont différés pour les assurances, taxes, timbres, papeterie, fournitures de bureau et autres charges répétitives de même nature, à l'exception des salaires en application du régime de traitements différés et des déboursés importants, s'il en est, applicables à l'année subséquente ou à des projets préalablement autorisés par les conseils d'administration ou par l'Assemblée des gouverneurs, lesquels doivent être amortis sur une période maximale de trois ans.

vii) Aucune provision n'est inscrite aux livres pour le personnel régulier au titre des vacances, des congés de maladie accumulés et du surtemps à être compensé par des congés et une partie des coûts relatifs à l'application du protocole des cadres supérieurs, lesquels sont défrayés à même les charges courantes.

viii) Le service de la dette à long terme du fonds des immobilisations, de même que les subventions qui y pourvoient, sont inscrits à ce fonds.

ix) Les charges en immobilisations effectuées dans le cadre des budgets autorisés sont financées ou seront financées généralement par l'émission de billets ou d'obligations.

Les intérêts sur le financement temporaire des projets de constructions en cours sont ajoutés au coût.

Les acquisitions d'immobilisations effectuées à même les produits et charges de l'année sont également comptabilisées au fonds des immobilisations.

Les acquisitions d'immobilisations effectuées en vertu de baux de location-acquisition sont enregistrées aux livres à la valeur globale de l'engagement comprenant le capital, les intérêts et le coût de l'option d'achat à l'échéance pour les contrats antérieurs au 1^{er} juin 1986 et à la valeur actualisée de l'engagement après cette date.

L'obligation découlant de ces contrats de location-acquisition apparaissant au passif est amortie annuellement par une contribution du fonds de fonctionnement sur la durée de ces contrats.

Les frais de financement différés (escomptes) sont amortis ou radiés selon les dates d'échéance respectives des billets et d'obligations.

De plus, les immobilisations sont amorties selon les méthodes, les taux annuels et les périodes qui suivent:

	Méthodes	Taux et périodes
Améliorations de terrains	Linéaire	20 ans
Bâtiments	Dégressif et Linéaire	2 % - 30 ans
Améliorations locatives	Linéaire	Durée du bail
Mobilier, appareillage et outillage-transitoire	Linéaire	5 ans
Mobilier	Linéaire	5 ans
Appareillage et outillage	Linéaire	8 ans
Équipements audiovisuels et informatiques	Linéaire	5 ans
Logiciels	Linéaire	5 ans
Documents de bibliothèque	Linéaire	40 ans
Matériel roulant	Linéaire	5 ans
Brevets	Linéaire	40 ans

x) L'Université comptabilise ses réclamations en remboursement d'immobilisations et d'intérêts au moment où elles sont confirmées ou dégagées par le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) dans le cadre des plans quinquennaux approuvés ou à être approuvés par le gouvernement, pour être par la suite payées par le fiduciaire à même le produit des émissions de billets et d'obligations.

xi) Les coûts des régimes de retraite sont enregistrés au rythme où les contributions sont remises au fiduciaire.

c) Estimation comptables

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction de la société doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

3 - PLACEMENTS

Fonds des immobilisations

a) UQAM	2003 \$	2002 \$
En vertu d'une convention avec la Ville de Montréal, l'UQAM a acquis des participations de 9 % en 1999, 2000 et en 2001 dans la Société de gestion Marie-Victorin pour une somme de 160 800 000 \$ financée par voie d'emprunt bancaire. Cette société a pour mission d'exploiter certains équipements acquis de la Ville de Montréal, à savoir : le Jardin Botanique, le Biodôme ainsi que le Planétarium. En vertu d'un décret gouvernemental, le gouvernement du Québec a accordé à l'Université une subvention correspondant au capital et aux intérêts nécessaires pour pourvoir aux emprunts correspondants de 160 800 000 \$.	160 800 000	160 800 000
b) UQAC		
La Centrale de Chauffage, s.e.n.c.	40 468	40 468
c) INRS		
Sociétés Satellites ¹		
Centre de développement des Biotechnologies de Laval S.E.C. 2 550 000 parts (33,33 %), à la valeur de consolidation 9110-5528 Québec Inc, société agissant à titre de commandité du Centre de développement des Biotechnologies de Laval S.E.C. 255 actions ordinaires (33,33 %), à la valeur de consolidation	2 550 000	-
	255	-
	2 550 255	-
Placements de portefeuille		
Corporation technologique Bioenvelop ² 2 099 999 actions de catégorie «A», au coût (valeur du marché de 126 000 \$, 798 000 \$ en 2002)	441 000	441 000
Biophage inc.		
117 161 actions de catégorie «A», au coût (valeur du marché 19 917 \$; 76 155 \$ en 2002)	60 000	60 000
Autres	833	833
	3 052 088	501 833
	163 892 556	161 342 301

¹ Les placements dans des sociétés satellites sont présentés à la valeur de consolidation selon les états financiers de ces sociétés du 31 décembre précédent.

² Selon ses politiques internes en vigueur, lors de la réception du capital-actions émis par la société concernée dans le cadre du projet de recherche ayant généré le placement, l'Institut s'est engagé à remettre 25 % du placement au chercheur et 25 % du placement à l'unité de recherche de ce dernier, au fonds avec restriction.

Fonds de dotation

	2003 \$	2002 \$
Fonds du marché monétaire	2 992 190	-
Actions de sociétés publiques (valeur du marché de 381 310 \$; 420 378 \$ en 2002)	448 955	672 524
Obligations, taux d'intérêts de 3,45 % à 10,25 %, échéant à différentes dates jusqu'en octobre 2013 (valeur du marché 6 596 304 \$, 4 322 341 \$ en 2002)	6 533 602	4 336 817
Fonds d'investissement en actions et en obligations (valeur du marché 2 728 002 \$, 2 707 869 \$ en 2003)	2 743 151	2 542 977
Dépôts à terme, 2,55 %, échéant en juin 2003	209 703	239 435
	12 927 601	7 791 753

4 - IMMOBILISATIONS (en milliers de dollars)

2003	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
Terrains	51 614	-	51 614
Améliorations de terrains	10 241	6 068	4 173
Bâtiments	892 345	181 141	711 204
Améliorations locatives	3 471	2 774	697
Mobilier, appareillage et outillage - transitoire	86 045	86 045	-
Mobilier, appareillage, outillage, équipements audiovisuels et informatiques et logiciels	289 445	169 629	119 816
Documents de bibliothèque	147 473	44 097	103 376
Matériel roulant	712	459	253
Collections et oeuvres d'art	4 694	-	4 694
Brevets	186	88	98
	1 486 226	490 301	995 925
2002	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
Terrains	47 544	-	47 544
Améliorations de terrains	10 064	5 626	4 438
Bâtiments	879 241	166 551	712 690
Améliorations locatives	3 294	2 500	794
Mobilier, appareillage et outillage - transitoire	89 422	89 386	36
Mobilier, appareillage, outillage, équipements audiovisuels et informatiques et logiciels	266 898	154 189	112 709
Documents de bibliothèque	139 745	40 352	99 393
Matériel roulant	631	402	229
Collections et oeuvres d'art	4 627	-	4 627
Brevets	141	61	80
	1 441 607	459 067	982 540

5 - EFFET A RECEVOIR (en milliers de dollars)

	2003 \$	2002 \$
Effet à recevoir, garanti par une hypothèque immobilière, 7 % encaissable par des versements trimestriels de 108 369 \$, capital et intérêts, échéant en janvier 2012	4 998	5 078
Effet à recevoir, sans intérêt, encaissable au moyen de levées de fonds spécifiques	13	13
	5 011	5 091

6 - AUTRE ACTIF (en milliers de dollars)

	2003	2002
	\$	\$
Quote-part dans le réseau de télécommunication à large bande passante géré par le Réseau Interordinateurs Scientifique Québécois (RISQ) Inc.	9 845	6 936

La convention intervenue entre le MEQ, le RISQ et les établissements d'enseignement de niveau universitaire fixe les modalités de paiements et autres conditions. Cette quote-part représente 11/19 des versements effectués du réseau de télécommunication à large bande passante totalisant 17 000 000 \$.

7 - EMPRUNTS BANCAIRES

Les emprunts bancaires portent intérêt à des taux variants de 3,14 % à 3,37 % ou au taux préférentiel et sont renégociables entre juin 2003 et mai 2004.

8 - DETTE À LONG TERME (en milliers de dollars)

	2003	2002
	\$	\$
FONDS DE FONCTIONNEMENT		
Prêts à terme sous forme d'acceptations bancaires, taux de 5,3 %, avec renouvellement des acceptations bancaires à tous les trois mois, échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2003	14 208	14 208
Versements exigibles à court terme	14 208	—
	—	14 208
FONDS AVEC RESTRICTION		
Solde dû au CENTECH, intérêt basé sur le taux moyen des emprunts, sans modalités de remboursement	303	240
FONDS DES IMMOBILISATIONS		
Débiteures et autres dettes		
Débiteures générales portant intérêts au taux moyen pondéré de 7,24 % (8,04 % en 2002) dont certaines sont assorties d'un fonds d'amortissement, échéant de 2003 à 2010 ¹	274 263	271 879
Effets à payer, 4,83 % et 6,36 %, payables par versements annuels à des fonds d'amortissement jusqu'en 2011 ¹	530 805	404 129
Emprunts bancaires, coûts des fonds majoré de 0,35 % ou 0,425 % ou taux préférentiel plus 0,6 %, échéant à différentes dates jusqu'en novembre 2010 ¹	126 853	137 753
Prêts à terme sous forme d'acceptations bancaires, taux variant de 5,52 % à 6,10 %, avec renouvellement des acceptations bancaires à tous les trois mois, échéant en septembre 2003	17 684	18 578
Autres dettes, taux variables, échéant à différentes dates jusqu'en 2010	45 409	45 406
	995 014	877 745
Versements exigibles à court terme	316 016	127 906
	678 998	749 839

¹ Les débiteures générales, effets à payer et emprunts bancaires émis par les constituantes sont garantis, capital et intérêts, par le crédit général des corporations émettrices et par le transport de subventions du gouvernement du Québec accordées par décrets.

Les remboursements à effectuer sur la dette au cours de chacune des cinq prochaines années se détaillent comme suit : (en milliers de dollars)

	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008
	\$	\$	\$	\$	\$
Billets, débiteures et autres dettes	315 345	90 182	105 690	150 161	33 078
Contrats de location-acquisition	671	231	43	16	—
	316 016	90 413	105 733	150 177	33 078

9 - ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

a) Les engagements non inscrits aux livres pour commandes non complétées d'achats de biens et de services se répartissent comme suit : (en milliers de dollars)

	2003	2002
	\$	\$
Fonds de fonctionnement	7 808	12 110
Fonds avec restriction	8 674	7 075
Fonds des immobilisations	13 282	4 260
Fonds de dotation	—	23

b) Les baux à long terme pour les immeubles et les équipements en vigueur au 31 mai 2003, payables mensuellement, représentent un engagement, pour les cinq prochaines années, de 20 040 236 \$:

	\$
2003-2004	9 187 331
2004-2005	5 621 655
2005-2006	2 353 811
2006-2007	1 934 429
2007-2008	943 010
	20 040 236

Des baux contiennent certaines clauses d'ajustement pour les taxes et les services liés à la location des immeubles et de pénalité pour non-renouvellement.

c) Les engagements non inscrits aux livres pour le personnel régulier au titre des vacances, des congés de maladie accumulés, du surtemps à être compensé par des congés représentent au 31 mai 2003 un montant de 16 044 000 \$ (16 705 000 \$ en 2002).

Si ces engagements avaient été comptabilisés, l'insuffisance des produits sur les charges du fonds de fonctionnement de l'exercice terminé le 31 mai 2003 aurait été de 476 000 \$.

Les engagements non inscrits aux livres pour le personnel enseignant de l'Université du Québec à Montréal au titre des crédits d'enseignement en réserve représentent un montant de 12 217 000 \$ (10 267 300 \$ en 2002).

d) Dans le cadre de la construction du Pavillon des sciences biologiques et du cœur des sciences, dont le coût total prévu est de 95 500 000 \$, l'Université du Québec à Montréal s'est engagée auprès de firmes de professionnels (architectes et ingénieurs) et d'un gérant de travaux de construction pour une somme approximative de 4 400 000 \$.

e) L'Université du Québec à Trois-Rivières, dans une convention en date du 1^{er} avril 1983, a acquis la collection Robert-Lionel Séguin. Cet engagement est payable au vendeur sa vie durant par une annuité de 65 000 \$, jusqu'à un maximum de 2 795 000 \$, plus une somme de 150 000 \$ payable aux ayants droit du vendeur. Au 31 mai 2003, le solde éventuel de cet engagement est de 1 628 750 \$ et la valeur capitalisée de la «Collection Robert-Lionel Séguin» à cette date est de 1 316 250 \$. De plus, une somme de 300 000 \$ a été réservée dans le fonds de dotation et dont les intérêts servent à pourvoir en partie au paiement annuel de 65 000 \$ au vendeur. Le capital de 300 000 \$ servira à

l'aménagement et à l'amélioration de la collection et ce dans un délai de dix ans à compter du paiement par l'acquéreur aux ayants droit du vendeur de toutes sommes précitées.

- f) Des poursuites en dommages-intérêts d'un total de 8 649 443 \$, sont pendantes contre l'Université du Québec ou ses unités constituantes. La direction est d'avis que ces réclamations sont non fondées et, en conséquence, aucune provision n'a été inscrite aux livres à cet égard. Ces poursuites se répartissent principalement comme suit entre les unités constituantes:

	\$
Université du Québec à Montréal	3 640 000
Université du Québec à Trois-Rivières	99 521
Université du Québec - Abitibi-Témiscamingue	1 654 922
École de technologie supérieure	1 255 000
Université du Québec	2 000 000
	<u>8 649 443</u>

- g) Assurance responsabilité professionnelle et responsabilité civile découlant des produits.
En matière de responsabilité professionnelle et responsabilité civile découlant des produits, l'Institut national de la recherche scientifique prend fait et cause pour tous ses employés.

- h) Cautionnement

L'Université du Québec à Montréal a cautionné et garanti des emprunts de 8 854 039 \$ (8 654 204 \$ en 2002) à trois sociétés apparentées, soit : La Société du Centre Pierre-Péladeau, L'Agora de la danse et ICI Environnement Inc. Au 31 mai 2003, les emprunts se chiffrent à 6 477 727 \$ (6 484 127 \$ en 2002). Les emprunts de la Société du Centre Pierre-Péladeau et de l'Agora seront remboursés à même des subventions accordées par le ministère de la Culture et des Communications.

Au cours de l'exercice, l'Université du Québec a cautionné et garanti un emprunt bancaire pour un montant de 3 000 000 \$ à une société apparentée, soit La Société en commandite Sainte-Hélène. Au 31 mai 2003, l'emprunt bancaire se chiffre à 2 250 000 \$.

- i) Contrats de performance

Les universités constituantes, écoles supérieures et institut de recherche et le ministère de l'Éducation ont signé des contrats de performance en 2002. En contrepartie du réinvestissement financier consenti par le ministère de l'Éducation, les constituantes s'engagent à atteindre divers objectifs de performance. Le non-respect de ces engagements pourrait entraîner une modification des subventions octroyées.

10-RÉGIME DE RETRAITE

Les universités constituantes, écoles supérieures et institut de recherche de l'Université du Québec participent à un régime de retraite à prestations déterminées commun à l'ensemble des établissements de l'Université du Québec. Le nombre de participants actifs est de 6 979. La dernière évaluation actuarielle a été effectuée par la firme Morneau Sobeco en date du 31 décembre 2001.

Charges de retraite et autres informations financières

La charge de retraite comptabilisée aux états financiers de l'Université du Québec est égale à la contribution versée par celle-ci, soit 24,3 millions de dollars pour l'exercice se terminant le 31 mai 2003. La méthode d'évaluation pour le calcul de la charge comptable est la méthode de répartition des prestations au prorata des services.

Si l'Université du Québec avait appliqué les normes du chapitre 3461 du Manuel de l'ICCA, Avantages sociaux futurs, en utilisant la méthode de la valeur ajustée de l'actif, la charge de retraite par application rétroactive avec un rendement prévu de l'actif à 7,5 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002 aurait été de 25,6 millions de dollars (23,1 millions de dollars au 31 décembre 2001) et ce conformément à l'évaluation actuarielle à cette date.

Sur la base des directives du chapitre 3461, selon la méthode de la valeur ajustée de l'actif, la caisse de retraite comporte un surplus estimé à 69,1 millions de dollars au 31 décembre 2002 et ce selon l'évaluation actuarielle, soit:

(en milliers de dollars)	31-12-2002 \$	31-12-2001 \$
Obligation au titre des prestations constituées	1 461 531	1 358 181
Valeur marchande des actifs du régime	<u>1 257 325</u>	<u>1 352 790</u>
Situation de capitalisation - insuffisance selon la méthode de la valeur marchande de l'actif	(204 206)	(5 391)
Ajustement de la valeur de l'actif	273 305	131 096
Situation de capitalisation - surplus selon la méthode de la valeur ajustée de l'actif	<u>69 099</u>	<u>125 705</u>

Les chargés de cours participent à un régime de retraite facultatif, à cotisation définie, commun à l'ensemble des établissements de l'Université du Québec.

11 - ORGANISMES APPARENTÉS

Les états financiers des organismes apparentés aux universités constituantes, écoles supérieures et institut de recherche de l'Université du Québec sont annexés aux états financiers de celles-ci.

12 - INSTRUMENTS FINANCIERS

L'Université du Québec utilise les swaps de taux d'intérêt pour gérer le risque lié aux fluctuations. Ces instruments ne sont pas constatés dans les états financiers au moment de la conclusion des contrats. Les montants déboursés et reçus en vertu des swaps sont comptabilisés dans les charges correspondantes au moment où il sont reçus ou déboursés.

Afin de se prémunir contre les fluctuations des taux d'intérêt, l'Université a conclu un contrat à terme de taux d'intérêt portant sur un montant notionnel total de 5 100 000 \$, échéant en février 2012, en vertu duquel l'Université a accepté d'échanger, sur une base trimestrielle, la différence entre le taux fixe de 5,52 % et le taux d'acceptation bancaire à 90 jours.

Juste valeur des instruments financiers

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour déterminer la juste valeur estimative de chaque catégorie d'instruments financiers.

Instruments financiers à court terme

La juste valeur des actifs et des passifs financiers à court terme se rapproche de la valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

Effets à recevoir

La juste valeur des effets à recevoir est établie selon la valeur actualisée des flux monétaires futurs aux taux d'intérêt du marché à la date du bilan pour des instruments financiers similaires. La juste valeur se rapproche de la valeur comptable.

Placements

La juste valeur du placement dans la société Marie-Victorin, une société fermée, et dans la société La Centrale de Chauffage, s.e.n.c, ne sont pas déterminables au prix d'un effort raisonnable car les titres de participation de ces sociétés ne sont pas négociés sur un marché public.

La juste valeur des placements de portefeuille du fonds des immobilisations et des placements du fonds de dotation a été établie en fonction des cours officiels, normalement le cours acheteur courant moins des frais de courtage estimatifs.

Dettes à long terme

La juste valeur des dettes à long terme assortis d'un taux d'intérêt variable est équivalente à la valeur comptable étant donné qu'ils portent intérêt à des taux qui varient en fonction du marché. La juste valeur des dettes à long terme assortis d'un taux fixe a été déterminée en actualisant les flux monétaires futurs aux taux dont la société pourrait actuellement se prévaloir pour des emprunts comportant des conditions et des échéances similaires. La juste valeur se rapproche de la valeur comptable. De plus, le taux des prêts à terme sous forme d'acceptation bancaire est ajusté à tous les trois mois.



Université du Québec